LES DÉPENSES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DANS LA RÉGION DE LA CAPITALE EN 1995-1996

Portrait comparatif et opportunités de développement

LES DÉPENSES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DANS LA RÉGION DE LA CAPITALE EN 1995-1996

Portrait comparatif et opportunités de développement

Commission de la capitale nationale du Québec
Direction des affaires économiques et administratives
Novembre 1997

105-04711/

Document préparé par la Direction de l'enseignement et de la recherche de l'École nationale d'administration publique (ENAP) en collaboration avec la Direction des affaires économiques et administratives de la Commission de la capitale nationale du Québec (CCNQ).

Recherche et rédaction :

Jacques Auger, chercheur invité, ENAP

Serge Belley, professeur, ENAP

Jocelyn Jutras, analyste-conseil, CCNQ

ISBN 2-550-32419-6
Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 1998
Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Canada, 1998

Dans la présente publication, le générique masculin est utilisé uniquement dans le but d'alléger le texte.

AVANT-PROPOS

Les dépenses du gouvernement du Québec ont des répercussions notables sur l'économie de la région de la capitale. Par les salaires qu'ils versent, les investissements qu'ils font, les biens qu'ils achètent et les services qu'ils louent, les ministères et organismes gouvernementaux engendrent une activité économique importante sur le territoire. Pourtant, il existe à ce jour très peu de travaux qui fournissent de l'information précise sur cette réalité régionale.

L'examen des dépenses que nous présentons dans ce document ne rend pas compte des déboursés de l'ensemble des ministères et organismes du gouvernement du Québec. Non seulement l'univers des organisations gouvernementales demeure très vaste, mais il est aussi d'une très grande complexité lorsqu'on tente d'en évaluer les activités sur les plans comptable et financier. De la même façon, le travail présenté ici ne constitue pas une étude de retombées économiques au sens où nous l'entendons généralement. Il s'agit plutôt d'un portrait précis et comparatif de dépenses – ou si l'on veut d'achats – qui ont été effectuées par les ministères et organismes budgétaires du gouvernement du Québec, soit la plus importante entité comptable gouvernementale, au cours de l'exercice 1995-1996.

Bien que les données rassemblées dans ce bilan ne permettent pas d'apprécier la totalité et l'évolution des dépenses gouvernementales associées au statut de capitale dans la région de Québec, elles fournissent néanmoins des indications tangibles et détaillées sur celles-ci. Ce faisant, elles contribuent à une meilleure connaissance de l'économie régionale tout en offrant aux partenaires de la Commission un outil de référence des plus pertinents pour ce qui est des stratégies de développement économique de la capitale.

Le directeur des affaires économiques et administratives,
Claude Provencher

REMERCIEMENTS

La réalisation de cette étude a nécessité la collaboration de plusieurs personnes et organismes dont les conseils et les expertises furent d'une grande richesse. Aussi, les auteurs désirent remercier notamment monsieur André Parent, agent de recherche et de planification socio-économique à la Direction des politiques de taxation du ministère des Finances du Québec, de même que la direction et le personnel du Bureau de la statistique du Québec, du Contrôleur des finances du Québec et de la Commission de la capitale nationale du Québec.

NOTICES BIOGRAPHIQUES

Jacques Auger

Jacques Auger est chercheur invité à l'École nationale d'administration publique. Titulaire d'un doctorat en économie des ressources naturelles de l'Université de l'État du Michigan, aux États-Unis, il exerce depuis près de 30 ans des fonctions d'encadrement au sein de différents ministères du gouvernement du Québec. Il a notamment été secrétaire adjoint à la planification au Secrétariat à la capitale du ministère du Conseil exécutif de 1990-1995.

Serge Belley

Serge Belley est professeur régulier à l'École nationale d'administration publique. Il est titulaire d'un diplôme d'études approfondies et d'un doctorat en urbanisme de l'Université des sciences sociales de Grenoble, en France. Ses champs d'intérêt et de spécialisation sont l'administration locale et régionale, l'aménagement du territoire et l'urbanisme, de même que les politiques gouvernementales locales et régionales.

Jocelyn Jutras

Jocelyn Jutras est analyste-conseil à la Direction des affaires économiques et administratives de la Commission de la capitale nationale du Québec. Titulaire d'une maîtrise en administration publique de l'École nationale d'administration publique, ses champs d'intérêt et de spécialisation sont le développement des ressources humaines et des organisations ainsi que le développement économique local et régional.

SOMMAIRE

Les dépenses totales

Cette étude réalisée par l'École nationale d'administration publique (ENAP) montre qu'au cours de l'exercice financier 1995-1996, les ministères et organismes budgétaires du gouvernement du Québec ont effectué plus du tiers de leurs dépenses dans la région de la capitale. En effet, que l'on se réfère au territoire de la Communauté urbaine de Québec (CUQ), ou encore à celui de la Région métropolitaine de Québec (RMQ), les ministères et organismes budgétaires ont déboursé, en 1995-1996, plus de 1 milliard 500 millions de dollars dans la région, et ce sur une enveloppe globale de 4 milliards 31 millions de dollars de dépenses à l'échelle de la province[1].

Il est important de mentionner que, pour apprécier de façon plus juste l'ensemble des dépenses associées au statut de capitale nationale du Québec, il faudrait normalement additionner à ce montant de 1 milliard 500 millions de dollars des sommes atteignant plusieurs centaines de millions. En fait, une portion importante des dépenses de fonctionnement d'un certain nombre d'organismes, d'entreprises et de fonds gouvernementaux dits «extra-budgétaires» devrait être ajoutée à ce montant, d'abord parce que plusieurs d'entre eux exercent des fonctions propres au «secteur gouvernemental» et ensuite parce que leur présence dans la région est attribuable au statut de capitale[2]. Strictement sur le plan de la masse salariale, cet ajout représenterait un montant additionnel d'environ 244 millions de dollars[3].

Les dépenses par catégories

En 1995-1996, les ministères et organismes budgétaires du gouvernement du Québec employaient 23 394 personnes dans la région de la capitale nationale, soit 20 646 employés réguliers et 2 748 employés occasionnels, auxquelles ils versaient globalement un peu moins de 950 millions de dollars en salaires. Les autres catégories de dépenses les plus importantes dans la RMQ étaient, toujours en 1995-1996, les loyers (214 millions de dollars), les services professionnels, administratifs et autres (172 millions), les services de transport et de communication (76 millions) ainsi que les immobilisations (51 millions).

Il ressort de la description et des comparaisons des catégories de dépenses que les ministères et organismes budgétaires déboursent globalement plus dans la région de la capitale que partout ailleurs au Québec pour les salaires, les loyers de même que les services de transport et de communication. S'ils y achètent une bonne part de leurs matériel et équipement, ils y consomment cependant moins de services professionnels, administratifs et autres ainsi que moins de fournitures et approvisionnements. Ils y versent également moins de transferts sous la forme de paiements tenant lieu de taxes

1. Le temps supplémentaire, les primes, les avances et les autres contributions effectuées à titre d'employeur sont exclus de ces montants, de même que les dépenses de transfert (sauf les paiements tenant lieu de taxes foncières sur les immeubles gouvernementaux), les autres dépenses ainsi que les sommes consacrées au service de la dette.

2. Ces organismes, entreprises et fonds «extra-budgétaires» sont définis dans la partie de ce rapport portant sur la méthode.

3. C'est du moins ce que démontre l'estimation sommaire de l'annexe B du présent rapport. Cependant, toutes ces dépenses supplémentaires jointes à la compilation faite dans l'étude n'ajouteraient que très peu à notre connaissance de l'économie régionale dans la mesure où l'on ne pourrait en préciser clairement la nature, la distribution et la part relative comparativement à d'autres régions.

foncières. Tout cela est vrai, notamment par rapport à la région de Montréal. Enfin, les ministères et organismes budgétaires dépensent moins dans la région de la capitale pour les travaux d'entretien et de réparation de même que pour les immobilisations, cela principalement en regard des autres régions du Québec.

Toutes les variations dans les montants affectés aux diverses catégories de dépenses sur les territoires dépendent d'une multitude de facteurs. Certaines sont sans doute attribuables à la structure des économies régionales et aux stratégies des acteurs économiques, comme cela semble être le cas pour les services professionnels à Montréal, alors que d'autres, comme celles concernant les routes, ponts et tunnels, par exemple, dépendent tout autant de l'état et du développement projeté du parc immobilier et des infrastructures que des politiques gouvernementales touchant le développement régional.

Les dépenses par sous-catégories de plus de 10 millions de dollars

Les données mises en relief dans le présent document nous apprennent par ailleurs que, toujours en 1995-1996, on trouvait, dans le système comptable gouvernemental, 37 sous-catégories de dépenses budgétaires pour lesquelles les montants totaux nationaux étaient supérieurs à 10 millions de dollars. L'analyse de ces sous-catégories de dépenses, qui représentent à elles seules autour de 90% de tous les déboursés gouvernementaux étudiés, montre que la région de la capitale se classe première dans plus de 30% d'entre elles quant à la part relative qu'elle détient à l'échelle nationale. Elle occupe le deuxième rang dans environ 20% de ces sous-catégories, tandis que la troisième place lui revient dans un peu moins de 50% d'entre elles.

Les sous-catégories de dépenses où l'économie régionale récolte la plus grande part des montants déboursés par les ministères et organismes budgétaires comprennent notamment la rémunération du personnel régulier, les services professionnels de perfectionnement, les services de protection de la forêt, les services de traitement informatique, les services de main-d'œuvre informatique, les fournitures de bureau ainsi que les équipements informatiques. Parmi les sous-catégories de dépenses où l'économie régionale se taille la deuxième place figurent les services professionnels de génie, les services professionnels liés à la comptabilité et à l'administration ainsi que les paiements tenant lieu de taxes sur les immeubles gouvernementaux. Enfin, les sous-catégories de dépenses où l'économie régionale se classe troisième comptent entre autres la rémunération pour le personnel occasionnel, les services professionnels liés à la construction, les services professionnels juridiques, les services professionnels de santé et de bien-être social, les services professionnels de soutien administratif, les services d'impression, les services liés à l'environnement ainsi que les travaux d'entretien et de réparation du matériel informatique et bureautique.

En somme, en ce qui a trait à l'analyse comparative des sous-catégories de dépenses faites par les ministères et organismes budgétaires, il apparaît que les territoires de la région de la capitale (CUQ, RMQ) récoltent une part importante des déboursés gouvernementaux liés à la rémunération du personnel régulier, aux services de transport et de communication ainsi qu'aux loyers. Cela se fait principalement au détriment de la région de Montréal et des autres territoires, pour lesquels l'ampleur de ces dépenses est moindre. Par ailleurs, le secteur des services professionnels, administratifs et autres abrite des sous-catégories de dépenses budgétaires où la région de la capitale a obtenu, en 1995-1996, des parts relatives intéressantes sur le plan provincial. Elle semble toutefois rester légèrement en deçà de la région de Montréal dans ce domaine, tout comme c'est d'ailleurs le cas pour les dépenses de transfert sous la forme de paiements tenant lieu de taxes foncières sur les immeubles gouverne-

mentaux. Enfin, en ce qui concerne les sous-catégories de dépenses liées aux travaux d'entretien et de réparation, aux fournitures et approvisionnements ainsi qu'aux immobilisations, les ministères et organismes budgétaires dépensent sensiblement moins d'argent dans la région de la capitale qu'ailleurs. Cela se fait notamment au bénéfice de la région de Montréal pour ce qui est des fournitures et approvisionnements et davantage au profit des autres territoires pour ce qui est du reste.

Encore une fois, il faut noter que les écarts interrégionaux que l'on remarque dans les sous-catégories de dépenses budgétaires de plus de 10 millions de dollars dépendent d'une multitude de facteurs. Si certains apparaissent plutôt incontournables, d'autres reflètent probablement davantage le dynamisme des économies régionales. À l'intérieur d'une perspective de développement social et économique, il est tentant de considérer les ministères et organismes budgétaires du gouvernement comme de stricts pourvoyeurs de ressources pour les régions. Il faut aussi les voir cependant comme de grands décideurs et de grands consommateurs institutionnels qui sont à la recherche des meilleurs biens et services leur permettant en retour d'acquitter avec efficacité et équité leur mission générale de service public.

La contribution de l'étude

La contribution de la présente étude à la connaissance des dépenses budgétaires gouvernementales est triple. Elle est d'abord d'ordre méthodologique en ce sens que l'étude nous a donné l'occasion de faire initialement le point sur les méthodes utilisées dans les travaux antérieurs pour proposer ensuite une façon de faire originale et fiable, afin de décortiquer et de comparer les dépenses gouvernementales sous un angle régional. En fait, si des efforts aussi importants ont été consacrés aux aspects méthodiques de notre mandat, c'est qu'il nous est apparu impératif de bien camper et de bien expliciter nos paramètres de façon à faire une interprétation éclairée et nuancée des nombreuses données recueillies. Aussi, si un tel travail devait être poursuivi à des fins comparatives pour d'autres années, la méthode mise sur pied ici pourrait servir de modèle et ainsi être utilisée à profit.

La contribution de l'étude est ensuite d'ordre informatif. Elle documente en effet un côté méconnu de la structure des dépenses gouvernementales, notamment du point de vue de la dynamique des économies régionales, dont singulièrement celle de la région de la capitale. En ce sens, elle constitue un outil de référence additionnel précieux pour la prise de décision. À cet égard, l'étude aura montré que les dépenses gouvernementales en matière de rémunération, d'achats de biens et de services constituent toujours un apport important pour l'économie de la région de Québec, et ce, même si les perspectives de dépenses à court et à moyen terme apparaissent, compte tenu de l'état des finances publiques et de la cible du déficit zéro pour l'an 2000, moins favorables. Il semble évident cependant que, même en tenant compte de ce contexte plus difficile, les dépenses gouvernementales recèlent un potentiel encore largement inexploité à la disposition des petites et des moyennes entreprises de la région de Québec. Parmi les secteurs à conquérir, nous en avons relevé quatre dont les dépenses budgétaires totales ont atteint plus de 400 millions de dollars en 1995-1996. Ce sont des secteurs liés aux services professionnels à caractère administratif, aux services informatiques et bureautiques, aux services en communication publique et aux services professionnels en environnement. Outre qu'il peut prendre appui sur un noyau d'entreprises déjà bien établies, le développement de ces services s'intègre bien aux caractéristiques socio-économiques et culturelles d'une capitale.

Enfin, la contribution de l'étude est d'ordre prospectif en ce sens qu'elle suggère de nouvelles pistes d'analyse et d'action. Nous en dégageons deux. La première

consisterait à analyser plus à fond la dynamique économique de la région de la capitale, toujours en lien avec la structure des dépenses gouvernementales telle que notre étude l'a mise en lumière, mais cette fois-ci du point de vue des comportements et des stratégies des entrepreneurs privés. Il apparaît en effet que nous connaissons encore assez mal les comportements des entrepreneurs alors même que les politiques gouvernementales cherchent par différents moyens à les orienter et à les appuyer. La seconde piste consisterait, dans l'optique d'une meilleure compréhension et d'une intervention mieux dirigée, à mettre régulièrement à jour les données comptables que nous avons utilisées de façon à dégager les tendances qui marquent l'évolution des dépenses gouvernementales, à mesurer les gains et les pertes consécutifs pour l'économie de la capitale et à apprécier, ce faisant, la pertinence tout autant que l'efficacité des stratégies des acteurs, privés et publics, locaux et régionaux.

En somme, tous ces renseignements montrent que la région de la capitale tire largement profit de la présence du siège du gouvernement à Québec en ce sens qu'elle a su se tailler une place enviable dans l'offre générale de biens et services aux organisations publiques. Les données de l'étude indiquent cependant, et ce pour la première fois de façon détaillée et chiffrée, que les entreprises privées de la région de la capitale ne tirent pas toujours pleinement profit du potentiel de développement et de diversification économiques que représentent d'autres types d'achats de biens et de services par le gouvernement. Sans en épuiser la liste, nous en avons relevé quatre qui, selon nous, sont fort probablement à portée de main et étroitement liés aux fonctions d'une capitale. Ces secteurs porteurs pourraient devenir, croyons-nous, autant de grappes industrielles et commerciales synergiques sur lesquelles pourraient s'appuyer les stratégies de développement économique, présentes et futures, de la capitale.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS 5

REMERCIEMENTS 7

NOTICES BIOGRAPHIQUES 8

SOMMAIRE 9

LISTE DES ABRÉVIATIONS 18

INTRODUCTION 19

1. LA MÉTHODE DE L'ÉTUDE 20

1.1 Le modèle d'analyse 20
1.2 L'univers statistique 23

2. LE POINT SUR LES ÉTUDES ANTÉRIEURES 26

2.1 Les études d'impact économique et spatial 26
2.2 Les études portant sur les dépenses du gouvernement du Québec dans la région de la capitale 28
2.2.1 Les aspects méthodiques 28
2.2.2 Les éléments de contenu (données) 30
2.2.2.1 Les emplois gouvernementaux 30
2.2.2.2 Les dépenses gouvernementales 36

3. LES DÉPENSES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DANS LA RÉGION DE LA CAPITALE POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 1995-1996: DESCRIPTION, COMPARAISONS ET ANALYSE 41

3.1 Les dépenses totales 41
3.1.1 Le territoire de la Communauté urbaine de Québec 41
3.1.2 Le territoire de la Région métropolitaine de Québec 42
3.2 Les dépenses par catégories 43
3.2.1 Le territoire de la Communauté urbaine de Québec 43
3.2.1.1 Les emplois et les salaires 43
3.2.1.2 Les loyers 44
3.2.1.3 Les services professionnels, administratifs et autres 44
3.2.1.4 Les autres catégories de dépenses 44
3.2.2 Le territoire de la Région métropolitaine de Québec 46
3.2.2.1 Les emplois et les salaires 46
3.2.2.2 Les loyers 46
3.2.2.3 Les services professionnels, administratifs et autres 47
3.2.2.4 Les autres catégories de dépenses 47

3.3 Les dépenses par sous-catégories 49
3.3.1 Le territoire de la Communauté urbaine de Québec 50
3.3.2 Le territoire de la Région métropolitaine de Québec 56
3.3.3 Des secteurs prometteurs pour l'économie de la capitale 64

CONCLUSION 67

BIBLIOGRAPHIE 69

ANNEXES

Annexe A Liste et définitions de chacune des catégories de dépenses budgétaires du gouvernement du Québec 71

Annexe B Effectif régulier et occasionnel des organismes, entreprises et fonds extra-budgétaires associés au statut de capitale dans la Communauté urbaine de Québec / Région métropolitaine de Québec au 31 mars 1996 74

Annexe C Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par catégories et sous-catégories) 76

Annexe D Proportion des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par catégories et sous-catégories) 83

Annexe E Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par catégories et sous-catégories) 90

Annexe F Proportion des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par catégories et sous-catégories) 97

Annexe G Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par sous-catégories supérieures à 10 millions de dollars) 104

Annexe H Proportion des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par sous-catégories supérieures à 10 millions de dollars) 107

ANNEXE I Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par sous-catégories supérieure à 10 millions de dollars) 110

ANNEXE J Proportion des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans autres territoires en 1995-1996 (par sous-catégories supérieures à 10 millions de dollars) 113

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 Comparaison de certains éléments méthodiques de deux études similaires d'impact économique et spatial 27

TABLEAU 2 Comparaison de certains éléments méthodiques des études antérieures qui portent sur les dépenses gouvernementales ... 29

TABLEAU 3 Emplois gouvernementaux dans la Région métropolitaine de Québec 32

TABLEAU 4 Emplois gouvernementaux dans la Région administrative de Québec 32

TABLEAU 5 Emplois gouvernementaux dans la Communauté urbaine de Québec 33

TABLEAU 6 Emplois gouvernementaux dans la ville de Québec 34

TABLEAU 7 Emplois gouvernementaux dans la Région métropolitaine de Montréal 34

TABLEAU 8 Emplois gouvernementaux dans la Région administrative de Montréal 35

TABLEAU 9 Emplois gouvernementaux dans la ville de Montréal 35

TABLEAU 10 Emplois gouvernementaux dans la province de Québec 36

TABLEAU 11 Dépenses gouvernementales dans la Région métropolitaine de Québec 37

TABLEAU 12 Dépenses gouvernementales dans la Région administrative de Québec 38

TABLEAU 13 Dépenses gouvernementales dans la Communauté urbaine de Quebec 38

TABLEAU 14 Dépenses gouvernementales dans la Région administrative de Montréal 39

TABLEAU 15 Dépenses gouvernementales dans la province de Québec 40

TABLEAU 16 Dépenses budgétaires totales du gouvernement du Québec dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 42

TABLEAU 17 DÉPENSES BUDGÉTAIRES TOTALES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DANS LES RÉGIONS MÉTROPOLITAINES DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL ET DANS LES AUTRES TERRITOIRES EN 1995-1996 42

TABLEAU 18 DÉPENSES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DANS LES COMMUNAUTÉS URBAINES DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL ET DANS LES AUTRES TERRITOIRES EN 1995-1996 (PAR CATÉGORIES) 45

TABLEAU 19 PROPORTION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DANS LES COMMUNAUTÉS URBAINES DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL ET DANS LES AUTRES TERRITOIRES EN 1995-1996 (PAR CATÉGORIES) 45

TABLEAU 20 DÉPENSES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DANS LES RÉGIONS MÉTROPOLITAINES DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL ET DANS LES AUTRES TERRITOIRES EN 1995-1996 (PAR CATÉGORIES) 47

TABLEAU 21 PROPORTION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DANS LES RÉGIONS MÉTROPOLITAINES DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL ET DANS LES AUTRES TERRITOIRES EN 1995-1996 (PAR CATÉGORIES) 48

TABLEAU 22 DÉPENSES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SUPÉRIEURES À 10 MILLIONS DE DOLLARS DANS LES COMMUNAUTÉS URBAINES DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL ET DANS LES AUTRES TERRITOIRES EN 1995-1996 (PAR SOUS-CATÉGORIES OÙ LA CUQ SE CLASSE PREMIÈRE) 50

TABLEAU 23 PROPORTION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SUPÉRIEURES À 10 MILLIONS DE DOLLARS DANS LES COMMUNAUTÉS URBAINES DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL ET DANS LES AUTRES TERRITOIRES EN 1995-1996 (PAR SOUS-CATÉGORIES OÙ LA CUQ SE CLASSE PREMIÈRE) 51

TABLEAU 24 DÉPENSES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SUPÉRIEURES À 10 MILLIONS DE DOLLARS DANS LES COMMUNAUTÉS URBAINES DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL ET DANS LES AUTRES TERRITOIRES EN 1995-1996 (PAR SOUS-CATÉGORIES OÙ LA CUQ SE CLASSE DEUXIÈME) 52

TABLEAU 25 PROPORTION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SUPÉRIEURES À 10 MILLIONS DE DOLLARS DANS LES COMMUNAUTÉS URBAINES DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL ET DANS LES AUTRES TERRITOIRES EN 1995-1996 (PAR SOUS-CATÉGORIES OÙ LA CUQ SE CLASSE DEUXIÈME) 53

TABLEAU 26 DÉPENSES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SUPÉRIEURES À 10 MILLIONS DE DOLLARS DANS LES COMMUNAUTÉS URBAINES DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL ET DANS LES AUTRES TERRITOIRES EN 1995-1996 (PAR SOUS-CATÉGORIES OÙ LA CUQ SE CLASSE TROISIÈME) 54

TABLEAU 27 PROPORTION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SUPÉRIEURES À 10 MILLIONS DE DOLLARS DANS LES COMMUNAUTÉS URBAINES DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL ET DANS LES AUTRES TERRITOIRES EN 1995-1996 (PAR SOUS-CATÉGORIES OÙ LA CUQ SE CLASSE TROISIÈME) 55

TABLEAU 28 DÉPENSES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SUPÉRIEURES À 10 MILLIONS DE DOLLARS DANS LES RÉGIONS MÉTROPOLITAINES DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL ET DANS LES AUTRES TERRITOIRES EN 1995-1996 (PAR SOUS-CATÉGORIES OÙ LA RMQ SE CLASSE PREMIÈRE) 57

TABLEAU 29 PROPORTION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SUPÉRIEURES À 10 MILLIONS DE DOLLARS DANS LES RÉGIONS MÉTROPOLITAINES DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL ET DANS LES AUTRES TERRITOIRES EN 1995-1996 (PAR SOUS-CATÉGORIES OÙ LA RMQ SE CLASSE PREMIÈRE) 58

TABLEAU 30 DÉPENSES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SUPÉRIEURES À 10 MILLIONS DE DOLLARS DANS LES RÉGIONS MÉTROPOLITAINES DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL ET DANS LES AUTRES TERRITOIRES EN 1995-1996 (PAR SOUS-CATÉGORIES OÙ LA RMQ SE CLASSE DEUXIÈME) 59

TABLEAU 31 PROPORTION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SUPÉRIEURES À 10 MILLIONS DE DOLLARS DANS LES RÉGIONS MÉTROPOLITAINES DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL ET DANS LES AUTRES TERRITOIRES EN 1995-1996 (PAR SOUS-CATÉGORIES OÙ LA RMQ SE CLASSE DEUXIÈME) 60

TABLEAU 32 DÉPENSES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SUPÉRIEURES À 10 MILLIONS DE DOLLARS DANS LES RÉGIONS MÉTROPOLITAINES DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL ET DANS LES AUTRES TERRITOIRES EN 1995-1996 (PAR SOUS-CATÉGORIES OÙ LA RMQ SE CLASSE TROISIÈME) 62

TABLEAU 33 PROPORTION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SUPÉRIEURES À 10 MILLIONS DE DOLLARS DANS LES RÉGIONS MÉTROPOLITAINES DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL ET DANS LES AUTRES TERRITOIRES EN 1995-1996 (PAR SOUS-CATÉGORIES OÙ LA RMQ SE CLASSE TROISIÈME) 63

TABLEAU 34 DÉPENSES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EN 1995-1996 DANS QUATRE SECTEURS D'ACTIVITÉS JUGÉS PROMETTEURS POUR L'ÉCONOMIE DE LA RÉGION DE LA CAPITALE 65

LISTE DES ABRÉVIATIONS

CCNQ	Commission de la capitale nationale du Québec
CEVQ	Commission d'étude sur la Ville de Québec
CRCDQ	Conseil régional de concertation et développement de la région de Québec
CUM	Communauté urbaine de Montréal
CUQ	Communauté urbaine de Québec
ENAP	École nationale d'administration publique
FAS	Fonds des approvisionnements et services
FEEB	Fonds d'entretien des équipements bureautiques
FCM	Fonds du courrier et de la messagerie
FFA	Fonds des fournitures et de l'ameublement
FMC	Fonds des moyens de communication
FRG	Fonds de reprographie gouvernementale
FSAG	Fonds du service aérien gouvernemental
FSI	Fonds des services informatiques
FST	Fonds des services de télécommunications
INRS	Institut national de la recherche scientifique-urbanisation
OPDQ	Office de planification et de développement du Québec
RAM	Région administrative de Montréal
RAQ	Région administrative de Québec
RMM	Région métropolitaine de Montréal
RMQ	Région métropolitaine de Québec
SAD	Secrétariat à l'aménagement et à la décentralisation
SC	Secrétariat à la capitale
SIQ	Société immobilière du Québec
UL	Université Laval

INTRODUCTION

Les dépenses de fonctionnement et d'investissement du gouvernement du Québec ont des répercussions importantes sur les industries et commerces de la région de la capitale. Que ce soit en ce qui regarde les salaires, les immobilisations, ou encore les achats de biens et de services, la présence du siège d l'État engendre en effet une activité économique majeure dans la région de Québec. Malgré tout, il existe à ce jour très peu de travaux qui fournissent une information globale, détaillée et non estimée sur le sujet. C'est pourquoi, en décembre 1996, la Commission de la capitale nationale du Québec (CCNQ) confiait à l'École nationale d'administration publique (ENAP) le mandat d'analyser les dépenses du gouvernement du Québec dans la région de la capitale. Ce travail consistait plus précisément à:

1. Décrire et analyser la structure des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans la région de la capitale en 1995-1996;

2. Déterminer globalement et par catégories la part des biens et services fournis au gouvernement par les entreprises régionales par rapport à l'ensemble des biens et services;

3. Cerner le potentiel de développement de certains secteurs en vue de diversifier davantage l'économie régionale et de créer des emplois durables.

Le présent rapport décrit d'abord la méthode utilisée pour recueillir et compiler les données pertinentes. Il présente, analyse et compare ensuite les dépenses des ministères et organismes budgétaires du gouvernement du Québec en 1995-1996, pour la Communauté urbaine de Québec (CUQ), la Région métropolitaine de Québec (RMQ), la Communauté urbaine de Montréal (CUM), la Région métropolitaine de Montréal (RMM) et le reste du Québec.

Les nouvelles données, qui sont rassemblées et analysées ici, dévoilent un visage moins connu de l'appareil gouvernemental québécois, soit celui de consommateur institutionnel majeur de biens et de services. Elles contribuent, ce faisant, à une meilleure connaissance de l'apport du gouvernement à l'économie de la région de la capitale tout en fournissant aux décideurs locaux et régionaux, publics et privés, un outil informationnel précieux pour ce qui est de l'élaboration des stratégies de développement économique de cette région.

1. LA MÉTHODE DE L'ÉTUDE

1.1 Le modèle d'analyse

Selon les directives du Conseil du trésor québécois, toutes les dépenses des ministères et organismes dits «budgétaires»[1] doivent être enregistrées selon une structure pyramidale constituée de super-catégories, de catégories, de sous-catégories et de sous-sous-catégories de dépenses. Les catégories, qui regroupent les dépenses budgétaires sous des ensembles simples, sont au nombre de 12 dans le système comptable gouvernemental. Ce sont les catégories de dépenses suivantes:

1. Traitements, salaires et allocations (personnel régulier);
2. Autres rémunérations (personnel occasionnel);
3. Services de transport et de communication;
4. Services professionnels, administratifs et autres;
5. Entretien et réparations;
6. Loyers;
7. Fournitures et approvisionnements;
8. Matériel et équipement;
9. Immobilisations (terrains, immeubles et travaux de génie);
10. Dépenses de transfert;
11. Autres dépenses;
12. Service de la dette[2].

Selon les *Comptes publics du Québec 1995-1996*, publiés par le ministère des Finances, les dépenses budgétaires gouvernementales, qui se répartissent parmi ces différentes catégories de dépenses, se sont chiffrées à 42 milliards 220 millions de dollars au Québec pour l'exercice se terminant le 31 mars 1996.

Puisque le système informatique des dépenses du gouvernement du Québec est structuré de façon à saisir et à définir les dépenses par poste, c'est-à-dire par catégorie et sous-catégorie pour chacun des ministères et des organismes budgétaires, la

1. Les ministères et organismes budgétaires sont ceux dont les membres sont nommés par le gouvernement du Québec et dont les crédits figurent en totalité ou en partie dans les prévisions budgétaires soumises à l'Assemblée nationale. Ce sont également ceux dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que ceux dont le fonctionnement est pourvu, à ce titre, par des allocations du Parlement tirées sur ces fonds. Cela regroupe tous les ministères, certains organismes, l'Assemblée nationale ainsi que les personnes qu'elle désigne. Les dépenses des organisations dites «budgétaires» sont inscrites dans le système informatique SYGBEC qui constitue le système d'information de la plus importante entité comptable du gouvernement du Québec.
2. Vous trouverez à l'annexe A les définitions de chacune de ces catégories de dépenses.

«régionalisation» de ces dépenses, pour des unités spatiales données (communautés urbaines, régions métropolitaines, etc.), ne peut être proprement réalisée en se servant des fichiers informatiques de ce système. Seuls les montants «nationaux» et totaux des dépenses effectuées annuellement par chacun des ministères et organismes budgétaires y figurent comme tels, même si des montants régionaux peuvent en être techniquement tirés.

Dans le but d'extraire de ce système des données régionalisées, l'ENAP a obtenu du Bureau de la statistique du Québec les fichiers des codes postaux couvrant les territoires des communautés urbaines et des régions métropolitaines de recensement de Québec et de Montréal. Elle a ensuite demandé au Contrôleur des finances du Québec de préparer une compilation de toutes les dépenses effectuées par les ministères et organismes budgétaires dont l'adresse des chèques émis aux fournisseurs était située sur l'un ou l'autre de ces territoires[3]. Il faut toutefois mentionner que, compte tenu de la méthode utilisée dans cette recherche, les quelques transactions dont les adresses sur les chèques n'avaient pas de code postal, ou encore que celui-ci était erroné, n'ont pas été comptabilisées dans ces territoires, mais simplement au niveau national.

L'analyse des transactions de dépenses a permis de constater que certaines organisations gouvernementales dites «extra-budgétaires»[4] reçoivent, à titre de fournisseurs de biens et services, des sommes d'argent de ministères et organismes budgétaires qui, bien qu'elles couvrent des frais engagés ailleurs, sont entièrement comptabilisées dans la région de la capitale. C'est le cas, par exemple, de la Société immobilière du Québec (SIQ) dont l'ensemble des transactions budgétaires sont, sur le plan comptable, enregistrées à son siège social situé à Québec, alors qu'en réalité ses dépenses de fonctionnement se font à la grandeur du Québec. Aussi, tous les cas de dépenses de ce type ont été « régionalisés » [5] afin de se rapprocher le plus près possible des dépenses «réelles» des ministères et organismes budgétaires dans les différents territoires de la province.

Par ailleurs, il faut préciser que, dans la présente étude, toutes les transactions dont les dépenses n'avaient pas de lien direct avec le fait que Québec soit la capitale, ou encore avec la présence du «secteur gouvernemental» ont été exclues de l'analyse. De même, toutes les transactions dont les dépenses n'affectaient pas directement, et d'une façon récurrente, les individus, les industries ou les commerces des régions (salariés, fournisseurs de biens et de services) ont, elles aussi, été exclues de la compilation. Il s'agit notamment de certaines contributions faites à titre d'employeur, des dépenses effectuées à l'étranger, des fonds placés en fiducie, des transferts, des sommes consacrées au

3. La compilation inclut toutes les transactions de dépenses dont les trois premiers caractères du code postal de l'adresse sur les chèques remis aux fournisseurs correspondaient à la Communauté urbaine de Québec, à la Région métropolitaine de Québec, à la Communauté urbaine de Montréal ou à la Région métropolitaine de Montréal, et ce pour l'exercice financier 1995-1996.

4. Il s'agit d'organismes, d'entreprises et de fonds gouvernementaux qui possèdent leur propre entité comptable. C'est le cas notamment de la Société immobilière du Québec, qui est une entreprise à capital-actions du gouvernement du Québec et des Fonds des services gouvernementaux (sauf le Fonds Les Publications du Québec), qui ont chacun, eux aussi, leur propre entité comptable. L'appellation «Fonds des services gouvernementaux» est utilisée dans les comptes publics du Québec pour désigner les fonds spéciaux suivants: Fonds de reprographie gouvernementale, Fonds des services de télécommunications, Fonds des moyens de communication, Fonds du courrier et de la messagerie, Fonds du service aérien gouvernemental, Fonds Les Publications du Québec, Fonds des approvisionnements et services, Fonds des services informatiques, Fonds des fournitures et de l'ameublement, Fonds d'entretien des équipements bureautiques.

5. Tous les cas particuliers de dépenses qui ont dû être régionalisés l'ont été par le moyen d'un ratio basé sur la proportion d'employés des ministères et organismes budgétaires qui travaillent sur le territoire étudié. Ces dépenses, qui sont en fait des achats de biens et services effectués par les ministères et organismes budgétaires, se chiffrent au total à 631 millions de dollars en 1995-1996. Les tableaux détaillés qui ont permis de comptabiliser ces dépenses peuvent être consultés à la CCNQ.

service de la dette, de même que des dépenses électorales. Ce sont plus précisément toutes les dépenses suivantes:

- le temps supplémentaire, les primes, les avances et les autres contributions effectuées à titre d'employeur;

- les montants remis par le ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles au Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger (FOGIQUE), qui a sa propre entité comptable, pour l'obtention ou l'utilisation de biens et services relatifs à ses activités à l'extérieur du Québec;

- toute la catégorie des dépenses de transfert effectuées par le gouvernement du Québec, à l'exception de celles couvrant les paiements tenant lieu de taxes foncières sur les immeubles gouvernementaux;

- toute la catégorie des autres dépenses;

- toute la catégorie du service de la dette.

Au total, c'est donc un peu plus de 38 milliards de dollars de dépenses qui ont été écartés de la compilation réalisée ici, soit un peu moins de 31 milliards pour les dépenses de transfert, un peu plus de 6 milliards pour le service de la dette et de 1 milliard pour toutes les autres dépenses.

En somme, les dépenses budgétaires gouvernementales qui, à la suite de l'élaboration de ce modèle d'analyse, ont été considérées pour chacun des territoires étudiés valaient légèrement plus de 4 milliards de dollars en 1995-1996 au Québec. Ce sont les dépenses suivantes:

- catégorie 1: traitements, salaires et allocations – personnel régulier (seulement la sous-catégorie 1.01: rémunération régulière)[6];

- catégorie 2: autres rémunérations – personnel occasionnel (seulement la sous-catégorie 2.01: rémunération régulière)[7];

- catégorie 3: services de transport et de communication (en entier);

- catégorie 4: services professionnels, administratifs et autres (en entier);

6. Un ratio fondé sur le nombre d'employés (qui travaillaient au 31 mars 1996 sur les territoires de la Communauté urbaine de Québec, de la Communauté urbaine de Montréal ou encore sur les autres territoires) multiplié par le traitement moyen provincial (au 31 mars 1995) est utilisé pour estimer les montants en relation avec cette sous-catégorie de dépenses pour laquelle les données n'étaient pas disponibles au Contrôleur des finances du Québec. Dans ces estimations, on présume que l'effectif comptabilisé pour les communautés urbaines de Québec et de Montréal est exactement le même que pour les régions métropolitaines de Québec et de Montréal étant donné qu'il est compilé en fonction du lieu de travail et non du lieu de résidence. Tous les calculs détaillés de ces différentes estimations peuvent être consultés à la CCNQ. Nonobstant les deux statistiques portant sur le traitement moyen provincial de l'effectif régulier et de l'effectif occasionnel (qui lui s'applique à tous les ministères et organismes couverts par *la Loi sur la fonction publique du Québec*), les données sur l'effectif qui sont nécessaires pour calculer ces montants respectent l'univers statistique de la présente étude. Elles proviennent de notre propre compilation, qui elle, s'appuie sur celle effectuée par l'étude intitulée *Profil de localisation de l'effectif, des dirigeants et des bureaux centraux des ministères et des organismes gouvernementaux* de la CCNQ publié en 1997. Les données qui portent sur le traitement moyen provincial sont quant à elles tirées du *Portrait statistique des effectifs régulier et occasionnel de la fonction publique du Québec 1994-95*, publié par l'Office des ressources humaines en 1995.

7. Voir la note 6.

- catégorie 5: entretien et réparations (en entier);
- catégorie 6: loyers (en entier);
- catégorie 7: fournitures et approvisionnements (en entier);
- catégorie 8: matériel et équipement (en entier);
- catégorie 9: immobilisations – terrains, immeubles et travaux de génie (en entier);
- catégorie 10: dépenses de transfert (seulement la sous-catégorie 10.58: paiements tenant lieu de taxes foncières sur les immeubles gouvernementaux).

1.2 L'univers statistique

L'univers statistique couvert par l'étude est essentiellement composé des ministères et organismes dits «budgétaires» du gouvernement du Québec. Ces ministères et organismes étaient les suivants en 1995-1996:

Affaires internationales, Immigration et Communautés culturelles

- Bureau de révision en immigration
- Commission d'accès à l'information

Affaires municipales

- Tribunal des droits de la personne
- Commission municipale du Québec
- Régie de la sécurité dans les sports du Québec
- Régie du logement

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

- Commission de protection du territoire agricole du Québec
- Régie des assurances agricoles du Québec*
- Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
- Société de financement agricole*
  - Financement agricole
- Tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole

Assemblée nationale

Conseil du trésor

Conseil exécutif

Culture et communications

- Commission de toponymie
- Commission des biens culturels du Québec
- Conseil de la langue française
- Office de la langue française
- Régie des télécommunications
- Régie du cinéma

Éducation

- Commission consultative de l'enseignement privé
- Commission d'évaluation de l'enseignement collégial
- Conseil supérieur de l'éducation

Emploi

- Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre
- Conseil des services essentiels
- Régie du bâtiment du Québec

Environnement et Faune

- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
- Conseil de la conservation et de l'environnement

Finances

- Commission des valeurs mobilières du Québec
- Inspecteur général des institutions financières
- Régie de l'assurance-dépôts du Québec*

Industrie, Commerce, Science et Technologie

- Conseil de la science et de la technologie
- Société de développement industriel du Québec*

Justice

- Conseil des Communautés culturelles et de l'immigration
- Commission de protection des droits de la jeunesse**
- Commission des droits de la personne**
- Office de protection du consommateur
- Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec

Office des services de garde à l'enfance

Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique

- Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances*
- Commission de la fonction publique
- Office des ressources humaines

Personnes désignées par l'Assemblée nationale

- Directeur général des élections - Commission de la représentation
- Protecteur du citoyen
- Vérificateur général

Programmes de Restructuration, Affaires intergouvernementales canadiennes, Concertation, Développement des régions et Famille

- Conseil de la famille

Régie de l'assurance-maladie du Québec*

Ressources naturelles

- Régie du gaz naturel
- Société de financement agricole*
  - Financement forestier

Revenu

Santé et Services sociaux

- Conseil de la santé et du bien-être
- Conseil des aînés
- Conseil médical du Québec
- Office des personnes handicapées du Québec

Sécurité du revenu et Condition féminine

- Conseil du statut de la femme

Sécurité publique

- Comité de déontologie policière
- Commission québécoise des libérations conditionnelles
- Régie des alcools, des courses et des jeux

Tourisme

Transports

- Commission des transports du Québec

* Ces organismes effectuent également des opérations financières (et donc des dépenses) distinctement du Fonds consolidé du revenu.

** Cette commission est devenue la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse le 29 novembre 1995.

Outre les ministères et organismes budgétaires, l'étude couvre la presque totalité des revenus de certaines organisations dites «extra-budgétaires» dont la mission est de fournir des biens et des services de soutien à tous les ministères et organismes budgétaires du gouvernement du Québec. En fait, l'étude comprend les revenus «budgétaires»[8] des organisations suivantes:

Organisme et entreprises du gouvernement du Québec à capital-actions:

Société immobilière du Québec (SIQ)

Fonds des services gouvernementaux (sauf Fonds Les Publications du Québec)

Fonds de reprographie gouvernementale (FRG)
Fonds des services de télécommunications (FST)
Fonds des moyens de communication (FMC)
Fonds du courrier et de la messagerie (FCM)
Fonds du service aérien gouvernemental (FSAG)
Fonds des approvisionnements et services (FAS)
Fonds des services informatiques (FSI)
Fonds des fournitures et de l'ameublement (FFA)
Fonds d'entretien des équipements bureautiques (FEEB)

Enfin, il est important de souligner que l'étude ne couvre pas les transferts faits aux différents établissements du réseau de la santé et des services sociaux et du réseau de l'éducation. De plus, elle ne comprend pas les dépenses des organismes, des entreprises et des fonds «extra-budgétaires»[9] suivants:

Organismes effectuant des activités à caractère gouvernemental:

Agence métropolitaine de transport
Bibliothèque nationale du Québec
Musée du Québec
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris*

8. Ces revenus proviennent en fait d'achats de biens et services effectués par les ministères et organismes budgétaires du gouvernement du Québec auprès de la Société immobilière du Québec et des Fonds des services gouvernementaux. Les achats des ministères et organismes budgétaires représentent une très grande part des revenus totaux de cette société et de ces fonds.

9. Il s'agit là encore d'organismes, d'entreprises et de fonds qui possèdent leur propre entité comptable. Il faut noter que certaines des organisations figurant sur cette liste peuvent recevoir à l'occasion, à l'intérieur des catégories et des sous-catégories de dépenses gouvernementales analysées et compte tenu de circonstances particulières, des revenus en provenance des ministères et organismes budgétaires du gouvernement du Québec. Par exemple, la Régie de l'assurance-maladie du Québec peut recevoir un montant du ministère de la Santé et des Services sociaux parce que ce dernier contribue aux dépenses en informatique de celle-ci. Les revenus dits «budgétaires» qui sont liés à ces cas particuliers ne constituent toutefois et toujours qu'une maigre portion des revenus totaux de toutes ces organisations si, évidemment, on ne considère pas les transferts qui leurs sont alloués par le gouvernement du Québec.

Centre de recherche industrielle du Québec*
Centre québécois de valorisation de la biomasse*
Commission d'appel en matière de lésions professionnelles*
Commission de la capitale nationale du Québec*
Commission de reconnaissance des associations d'artistes*
Commission des affaires sociales*
Commission des services juridiques*
Conseil des arts et des lettres du Québec*
Conseil des assurances de dommages
Conseil des assurances de personnes
Corporation d'hébergement du Québec
Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal métropolitain
Fondation de la faune du Québec*
Fonds d'aide aux recours collectifs
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers
Fonds de la recherche en santé du Québec
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche*
Institut de police du Québec
Institut de recherche et d'information sur la rémunération
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
Musée d'art contemporain de Montréal
Musée de la civilisation
Parc technologique du Québec métropolitain
Radio-Québec
Régie de l'assurance-maladie du Québec*
Régie des installations olympiques
Société de développement des entreprises culturelles
Société de développement industriel du Québec*
Société de financement agricole*
Société de la Place des Arts de Montréal
Société d'habitation du Québec*
Société d'investissement Jeunesse
Société du Centre des congrès de Québec
Société du Grand Théâtre de Québec
Société du Palais des congrès de Montréal
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
Société du port ferroviaire de Baie-Comeau-Hauterive
Société Innovatech du Grand Montréal
Société Innovatech du Sud du Québec
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches
Société québécoise d'assainissement des eaux
Société québécoise de développement de la main-d'œuvre*
Société québécoise de récupération et de recyclage
Société québécoise d'information juridique

* Une portion des dépenses de ces organismes, entreprises et fonds devrait normalement être comptabilisée dans les territoires la région de la capitale étant donné qu'ils ont leur siège social dans cette même région et que c'est pour cette raison que l'on y trouve ces «centres nerveux». Aussi, il faut en déduire que l'étude sous-estime les dépenses gouvernementales associées au statut de capitale.

Organismes et entreprises du gouvernement du Québec à capital-actions:

Hydro-Québec
Loto-Québec
Sidbec
Société de développement de la Baie James
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR)*
Société des alcools du Québec
Société des établissements de plein air du Québec (SEPAQ)*
Société des traversiers du Québec*
Société générale de financement du Québec (SGF)
Société nationale de l'amiante
Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)*
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)*
Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP)*
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud
Société québécoise des transports

Fonds en fiducie administrés par des organismes du gouvernement du Québec:

Caisse de dépôt et placement du Québec*
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances*
Commission de la construction du Québec
Commission de la santé et de la sécurité du travail*
Commission des normes du travail*
Curateur public (Le)
Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier
Régie de l'assurance-dépôts du Québec*
Régie des assurances agricoles du Québec*
Régie des rentes du Québec*
Société de l'assurance automobile du Québec*

Fonds spéciaux:

Fonds administrés par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec
Fonds de développement international
Fonds de financement*
Fonds de la formation à distance
Fonds de réforme du cadastre du Québec*
Fonds de l'industrie des courses de chevaux
Fonds des cautionnements des agents de voyages
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun
Fonds des pensions alimentaires
Fonds des registres du ministère de la Justice*
Fonds des services de santé
Fonds du Bureau de la statistique du Québec*
Fonds d'information géographique et foncière*
Fonds en fidéicommis
Fonds Les Publications du Québec*
Fonds national de formation de la main-d'œuvre
Fonds spécial olympique

* Une portion des dépenses de ces organismes, entreprises et fonds devrait normalement être comptabilisée dans les territoires touchant la région de la capitale étant donné qu'ils ont leur siège social dans cette même région et que c'est pour cette raison que l'on y trouve ces «centres nerveux». Aussi, il faut en déduire que l'étude sous-estime les dépenses gouvernementales associées au statut de capitale.

2. LE POINT SUR LES ÉTUDES ANTÉRIEURES

2.1 Les études d'impact économique et spatial

Dans le but d'effectuer des comparaisons méthodiques, nous avons consulté des études poursuivant des objectifs similaires aux nôtres. Nous voulions dans ce contexte cibler des travaux qui traitent simultanément de l'impact économique et spatial d'activités financières liées à des institutions ou à des entreprises[1]. L'objectif consistait également à voir quelles données ou, si l'on veut, quelles variables ces études retenaient ou excluaient pour analyser les répercussions des dépenses faites par un agent économique en particulier. Il s'agissait, en somme, d'en savoir plus long sur les sources de données financières utilisées et sur les méthodes privilégiées dans de tels cas, pour analyser des dépenses sur un territoire donné.

Cette première démarche a permis de recenser deux études d'impact économique et spatial comparables. Le première, celle de Courville et de ses collaborateurs, a été réalisée en 1985. Elle porte sur l'impact économique des dépenses de la compagnie Alcan au Québec et au Saguenay–Lac-Saint-Jean pour l'année 1980. La seconde, celle du Centre de recherches en aménagement et développement et du Laboratoire de traitement de l'information géographique de l'Université Laval, a été produite en 1992. Elle évalue les retombées économiques de l'Université Laval sur la Région métropolitaine de Québec (RMQ) pour l'année financière 1991-1992. Les deux études fournissent des indications intéressantes quant à la manière de mener des recherches de ce type.

Tout d'abord, en ce qui a trait aux données retenues pour analyser l'effet des dépenses, il faut noter que les deux études consultées retiennent: les dépenses de fonctionnement, qui sont constituées des coûts associés aux achats de biens et services ainsi qu'à la rémunération de la main-d'œuvre; et les dépenses en capital dites récurrentes, qui se composent d'achats de machines et d'équipements qui reviennent périodiquement.

Par ailleurs, les données exclues par ces études se résument essentiellement aux dépenses de capital dites non récurrentes, c'est-à-dire les dépenses liées à la construction ponctuelle d'infrastructures. C'est le cas des nouvelles usines pour la compagnie Alcan ou encore des nouveaux pavillons pour l'Université Laval. De plus, dans ce dernier cas, les chercheurs ont soustrait de l'analyse les dépenses de transfert faites à d'autres organismes ainsi que les dépenses de rémunération des étudiants.

En ce qui concerne la provenance des données, ce sont les livres comptables des organisations qui ont été utilisés dans les deux études examinées. Quant à la méthode retenue pour réaliser l'analyse territoriale des dépenses, c'est en fonction de l'adresse ou du code postal qu'ont été comptabilisés les achats de biens et services acquis auprès des fournisseurs. En fait, dans les deux cas, on réalise une opération de couplage dans laquelle on met en relation des dépenses comptables avec des codes géographiques (tableau 1).

1. La présente étude comptabilise et analyse les dépenses budgétaires du gouvernement du Québec sur une base régionale. En ce sens, elle ne constitue nullement une étude de retombées économiques au sens où on l'entend généralement.

TABLEAU 1

Comparaison de certains éléments méthodiques de deux études similaires d'impact économique et spatial

Auteur(s) et année	Courville et coll. (1985)	Université Laval[2] (1992)
Objet	Impact économique de la compagnie Alcan.	Retombées économiques de l'Université Laval.
Année de référence	1980	1991-1992 (année financière)
Territoire(s) couvert(s)	Province de Québec; Saguenay–Lac-Saint-Jean.	Région métropolitaine de Québec (de recensement).
Données retenues pour analyser l'effet direct des dépenses	Dépenses de fonctionnement (achats de biens et services, rémunération de la main-d'œuvre); Dépenses en capital récurrentes.	Dépenses de fonctionnement (achats de biens et services, rémunération de la main-d'œuvre); Dépenses en capital récurrentes.
Données exclues pour analyser l'effet direct des dépenses	Dépenses en capital non récurrentes (achats de biens et services et rémunération de la main-d'œuvre pour les unités de production en construction[3]).	Dépenses de capital non récurrentes; Transferts à d'autres organismes; Rémunération versée aux étudiants.
Source des données	Livres comptables.	Livres comptables.
Méthode utilisée pour réaliser l'analyse territoriale des dépenses en achats de biens et services	Calcul basé sur les achats effectués pour chacune des adresses des fournisseurs des territoires concernés (le champ de référence est l'adresse du fournisseur).	Calcul basé sur les achats effectués pour chacun des codes postaux de la Région métropolitaine de Québec (le champ de référence est le code postal du fournisseur).

En résumé, il ressort de ces deux études que les auteurs ne retiennent à titre de dépenses pertinentes que celles qui sont récurrentes. De plus, ils puisent leurs données dans les livres comptables des organisations étudiées. Enfin, ils utilisent une méthode précise de couplage des éléments d'information dans laquelle sont mis en relation, pour un territoire donné, des dépenses et des fournisseurs. Parmi les études antérieures qui abordent le thème de l'impact «économique et spatial» des dépenses gouvernementales, on verra qu'il n'existe qu'un seul cas où une telle méthode a été privilégiée.

2. Centre de recherches en aménagement et développement (CRAD) et Laboratoire de traitement de l'information géographique (LTIG) de l'Université Laval.

3. Seul le cas de Grande-Baie (en construction à l'époque) a été considéré pour des raisons exceptionnelles.

2.2 Les études portant sur les dépenses du gouvernement du Québec dans la région de la capitale

À la suite d'une recherche bibliographique et d'une consultation faite auprès de quelques personnes-ressources, 10 documents, études ou rapports portant sur le thème des dépenses du gouvernement du Québec dans la région de la capitale ont été recensés[4]. Il faut cependant noter que les dépenses gouvernementales ne constituent pas nécessairement l'objet principal de tous ces travaux. Alors que certains d'entre eux n'abordent le sujet que d'une façon très sommaire, d'autres en font leur première préoccupation. L'examen de ces différents documents a été fait selon deux angles d'analyse: d'une part, celui de leur méthode et, d'autre part, celui de leur contenu (données).

2.2.1 Les aspects méthodiques

En ce qui regarde les aspects méthodiques, les travaux recensés ont été examinés en fonction des sept caractéristiques suivantes: l'auteur, l'année de publication, le territoire, les paliers d'administration gouvernementale, les variables, les sources des données et la méthode utilisée pour réaliser, s'il y avait lieu, le couplage des données.

De cet examen, il ressort tout d'abord que les études antérieures ont été menées par des organisations diverses des secteurs public, parapublic et municipal. Généralement, elles ne sont pas très récentes. En fait, quatre datent de quelques années déjà, alors que les six autres ont été menées il y a maintenant plus de 10 ans. Les territoires habituellement couverts sont la Région métropolitaine de Québec (RMQ), la Région administrative de Québec (RAQ) et la province de Québec. Aussi, à l'intérieur de ces territoires, les travaux touchent la plupart du temps à la fois aux répercussions de la présence du gouvernement provincial et de celle du gouvernement fédéral (tableau 2).

Les études antérieures traitent des activités gouvernementales de deux façons surtout, soit en dénombrant les emplois, ce qui constitue la manière la plus répandue, soit en évaluant les dépenses liées à leurs activités, ce qui est beaucoup moins fréquent. Lorsqu'ils mentionnent leurs sources, ce qui n'est pas toujours le cas, les auteurs utilisent généralement les données de Statistique Canada pour calculer les emplois propres au gouvernement fédéral. Elles s'appuient sur celles du Secrétariat du Conseil du trésor, de l'ex-ministère de la Fonction publique du Québec, ou encore celles de l'ex-Office des ressources humaines pour dénombrer ceux du gouvernement provincial.

Lorsqu'elles tentent d'évaluer l'importance des dépenses gouvernementales, les études antérieures comptent habituellement sur deux sources de données suivantes: les comptes économiques ou les livres comptables des administrations publiques. Aussi, toutes ces études, sauf une, font des estimations lorsqu'elles essaient d'évaluer l'importance des dépenses gouvernementales sur un autre territoire que celui de la province. Ces estimations, qui portent sur différents types de dépenses gouvernementales, sont généralement basées sur des moyennes ou sur des ratios liés à la répartition régionale et à la masse salariale de l'effectif. En fait, à défaut de données déjà régionalisées, la seule façon de se soustraire à cette pratique est d'abord d'avoir

4. Il s'agit de documents, d'études ou de rapports produits avant la création de la Commission de la capitale nationale du Québec (CCNQ).

recours aux livres comptables des gouvernements, et ensuite de pouvoir réaliser des extractions statistiques «personnalisées» à partir de ceux-ci. C'est l'approche qui a été retenue dans l'étude du Secrétariat à la capitale en 1995 et dans celle qui fait l'objet du présent rapport (tableau 2).

TABLEAU 2

Comparaison de certains éléments méthodiques des études antérieures qui portent sur les dépenses gouvernementales

Auteur et année	Territoire(s)[5]	Palier(s)	Variable(s) retenue(s)[6]	Source(s) des données	Méthode(s) de découpage territorial des données
Secrétariat à l'aménagement et à la décentralisation (1983)	CUQ; RAQ; RMQ; RMM.	Fédéral; Provincial.	Emplois.	Inconnues.	
Institut national de recherche scientifique – urbanisation (1983)	RAQ; RMQ; Province.	Fédéral; Local; Provincial.	Emplois.	Clairmont et Nadeau (1978); Statistique Canada.	
			Dépenses courantes en biens et services (rémunération, achats de biens et services);	Bureau de la statistique du Québec; Ministère de la Fonction publique;	Estimations basées sur la répartition de l'effectif ou de la masse salariale (rémunération, achats);
			Investissements en capital fixe (rémunération, achats de biens et services).	Ministère des Travaux publics et Approvisionnements .	Estimations basées sur des moyennes pluriannuelles (investissements).
École nationale d'administration publique (1985)	VQ; CUQ; RAQ; RMQ; RAM; RMM; Province.	Fédéral; Provincial.	Emplois.	Commission de la fonction publique du Canada; Statistique Canada; Ministère de la Fonction publique.	
Université Laval (1986)	VQ; RAQ; RMQ.	Fédéral; Local; Provincial.	Emplois.	Inconnues.	
Office de planification et de développement du Québec (1987)	RAQ; RMQ; RAM; Province.	Fédéral; Local; Provincial.	Emplois.	Statistique Canada; Secrétariat du Conseil du trésor	
			Investissements; Rémunération; Achats de biens divers; Contrats de service.	Bureau de la statistique du Québec; Secrétariat du Conseil du trésor	Estimations basées sur le salaire moyen (rémunération).

5. CUQ (Communauté urbaine de Québec); RAQ (Région administrative de Québec); RAM (Région administrative de Montréal); RMM (Région métropolitaine de Montréal); RMQ (Région métropolitaine de Québec); VM (Ville de Montréal); VQ (Ville de Québec).

6. Certaines variables d'impact ont été écartées ici (nombre de sièges sociaux, espaces à bureaux occupés).

Tableau 2 (suite)

Auteur et année	Territoire(s)	Palier(s)	Variable(s) retenue(s)	Source(s) des données	Méthode(s) de découpage territorial des données
Commission d'étude sur la Ville de Québec (1986)	VQ; RAQ; RMQ; Province.	Fédéral; Local; Provincial.	Emplois.	Statistique Canada; Secrétariat du Conseil du trésor.	
Office de planification et de développement du Québec (1991)	RAQ; RMQ; RAM; Province.	Fédéral; Local; Provincial.	Emplois.	Office des ressources humaines.	
			Investissements; Rémunération.	Bureau de la statistique du Québec; Office des ressources humaines.	
Secrétariat à la capitale (1993)	CUQ; Province.	Fédéral; Provincial.	Emplois.	Diverses.	
Secrétariat à la capitale (1993)	CUQ; Province.	Provincial.	Rémunération; Services de transp. et comm.; Services prof., adm. et autres; Entretien et réparations; Loyers; Fournitures et approvisionnements; Matériel et équipement; Immobilisations; Transferts; Autres dépenses.	Livres comptables du gouvernement du Québec.	Calculs basés sur les montants des dépenses effectuées dans le territoire de la Communauté urbaine de Québec à partir des codes postaux.
Ville de Québec (1994)	RMQ.	Provincial.	Emplois.	Statistique Canada.	

2.2.2 Les éléments de contenu (données)

L'examen des études antérieures a, nous l'avons mentionné, permis de voir qu'il existe à ce jour deux grandes manières d'analyser les répercussions des activités gouvernementales sur différents territoires, soit sur la base des emplois gouvernementaux, soit sur la base des dépenses effectuées par les gouvernements. Voici ce qui ressort des travaux qui privilégient la première façon de faire.

2.2.2.1 Les emplois gouvernementaux

Parmi les 10 études relevées, neuf traitent des activités des gouvernements dans la région de la capitale, notamment ou strictement en ce qui regarde les emplois. Il s'agit de celles du Secrétariat à l'aménagement et à la décentralisation (SAD), de l'Institut national de recherche scientifique-urbanisation (INRS), de l'École nationale d'administration publique (ENAP), de l'Université Laval (UL), de l'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ), de la Commission d'étude sur la Ville de Québec (CEVQ), de la Ville de Québec (VQ) et du Secrétariat à la capitale (SC). Tous ces travaux

présentent des données sur la situation de l'emploi gouvernemental pour la période allant de 1971 à 1992. Ils le font, pour la plupart, en livrant des statistiques existantes qui sont publiées par les différents organismes publics responsables, et ce essentiellement en énumérant, pour l'un ou l'autre des paliers administratifs, le nombre d'emplois réguliers ou encore le nombre d'emplois réguliers et occasionnels réunis. Ils font référence à différents territoires et effectuent à l'occasion des comparaisons avec la région de Montréal.

L'analyse de ces 10 études montre que, de 1971 à 1992, les emplois réguliers et occasionnels de l'administration provinciale ont connu une importante augmentation dans la Région métropolitaine de Québec (RMQ). Ils sont passés d'environ 19 000 à 33 000 unités, c'est-à-dire qu'ils ont presque doublé en l'espace de 20 ans. Au cours de la même période toutefois, leur part relative par rapport à l'ensemble des emplois de cette administration semble avoir légèrement diminué. Elle serait passée de près de 49% à environ 41% en supposant que les univers statistiques utilisés sont sensiblement les mêmes. En 20 ans, il y a donc eu une forte progression des emplois du gouvernement du Québec dans la RMQ en nombre, mais non en proportion relative par rapport à l'ensemble des emplois provinciaux. Cette situation s'apparente à celle des emplois fédéraux si l'on s'en tient seulement à la période 1975-1986. Elle pourrait ressembler aussi à celle de l'ensemble des emplois gouvernementaux bien que les données ne couvrent que la période 1971-1981. Enfin, on observe, dans l'une de ces études, qu'en 1991 les emplois réguliers et occasionnels de l'administration publique provinciale représentaient 9,2% de tous les emplois de la RMQ. À première vue, cela paraît moins qu'en 1980 puisque les emplois provinciaux réguliers formaient à ce moment 14,6% de tous les emplois de ce territoire. En réalité, il faut voir que, à l'époque, l'étude de l'INRS incluait l'effectif des secteurs de l'éducation et des affaires sociales, alors que celle de la Ville de Québec l'excluait (tableau 3).

En ce qui a trait à la Région administrative de Québec (RAQ), les données des études recensées confirment à peu de chose près ce qui se dégage pour la RMQ. Du milieu des années 1970 au début des années 1980, la fonction publique provinciale a connu une remarquable croissance sur ce territoire, bien que sa part relative d'effectif total du gouvernement du Québec ait légèrement diminué. À partir du milieu des années 1980, l'effectif de l'administration publique provinciale a toutefois chuté dans la RAQ, tout comme sa proportion relative semble l'avoir fait sur le territoire.

Pour ce qui est de la situation des emplois fédéraux et de l'ensemble des emplois gouvernementaux dans la RAQ, les études existantes disent très peu de chose. En fait, il n'y a pas de données régionales pour le gouvernement du Canada et seulement deux statistiques pour les emplois gouvernementaux réunis. Si l'on se fie aux études existantes, tout ce que l'on sait, c'est qu'en 1983, les 47 000 emplois réguliers des fonctions publiques provinciale et fédérale représentaient 11,4% de tous les emplois de la RAQ. C'est légèrement plus, en fait 2% de plus, que ce que l'on avait constaté pour les emplois du gouvernement du Québec sur le territoire de la RMQ (tableau 4).

Pour ce qui est du territoire de la Communauté urbaine de Québec (CUQ), les données des études pertinentes sont très fragmentaires. Sur la seule base des travaux de l'ENAP et du SC, on y remarque tout de même que, malgré les cycles de croissance et de décroissance que l'on a connus au cours des années 1970 à 1990, les emplois réguliers de l'administration publique provinciale se chiffraient toujours à environ 28 000 unités dans la CUQ en 1992. Les emplois réguliers et occasionnels s'élevaient quant à eux à un peu moins de 33 000 unités. On observe dans ces cas que, là encore, les emplois gouvernementaux ont en général augmenté d'une façon importante au cours des

TABLEAU 3

Emplois gouvernementaux dans la Région métropolitaine de Québec

RÉGION MÉTROPOLITAINE DE QUÉBEC
EMPLOIS

Année	Emplois réguliers		Emplois réguliers		Emplois réguliers et occasionnels		Emplois réguliers et occasionnels	
				PROVINCIAL				
1971					ENAP CEVQ	18 545 18 769	CEVQ	48,6%
1977	INRS	30 680	INRS (emplois totaux RMQ) INRS	15,0% 50,4%				
1980	INRS	31 800	INRS (emplois totaux RMQ) INRS	14,6% 49,8%				
1981					ENAP CEVQ UL	31 200 31 200 31 200	ENAP CEVQ UL (emplois gouv. RMQ) UL	44,1% 44,1% 64,8% 44,1%
1991					VQ	32 550	VQ (emplois totaux RMQ) VQ	9,2% 41,0%
				FÉDÉRAL				
1975	ENAP	5 943	ENAP	12,1%				
1976					ENAP	11 193	ENAP	17,6%
1980	ENAP	7 731	ENAP	12,6%				
1981					OPDQ	12 934		
1983					ENAP	14 116	ENAP	16,9%
1986					OPDQ	11 619		
				PROVINCIAL, FÉDÉRAL, LOCAL				
1971					CEVQ	30 970	CEVQ	24,8%
1981					CEVQ UL	48 160 48 160	CEVQ	24,0%

TABLEAU 4

Emplois gouvernementaux dans la Région administrative de Québec

RÉGION ADMINISTRATIVE DE QUÉBEC
EMPLOIS

Année	Emplois réguliers		Emplois réguliers		Emplois réguliers et occasionnels		Emplois réguliers et occasionnels	
				Provincial				
1976	ENAP	31 098	ENAP	52,9%				
1977	INRS	31 748	INRS	52,2%				
1980	INRS ENAP	32 858 32 858	INRS ENAP	51,4% 51,4%				
1982					CEVQ	37 229	CEVQ	51,9%
1984	CEVQ	30 646	CEVQ	50,6%				
1985					OPDQ CEVQ	35 198 35 198	CEVQ	48,0%
1986	CEVQ	29 668	CEVQ	50,6%	OPDQ CEVQ	33 795 34 561	OPDQ CEVQ	48,5% 49,6%
1987					OPDQ	30 455		
1990					OPDQ	31 496	OPDQ	47,9%
				FÉDÉRAL				
				PROVINCIAL, FÉDÉRAL, LOCAL				
1983	SAD (emplois provinciaux et fédéraux)	47 808	SAD (emplois totaux RAQ)	11,4%				

années 1970 jusqu'au début des années 1980 pour la même année. Enfin, en 1992, un peu plus de 7 000 emplois découlaient de la présence du gouvernement fédéral sur le territoire de la CUQ (tableau 5).

TABLEAU 5

Emplois gouvernementaux dans la Communauté urbaine de Québec

COMMUNAUTÉ URBAINE DE QUÉBEC EMPLOIS								
Année	Emplois réguliers		Emplois réguliers		Emplois réguliers et occasionnels		Emplois réguliers et occasionnels	
PROVINCIAL								
1976	ENAP	28 521	ENAP	48,5%				
1980	ENAP	30 133	ENAP	47,2%				
1992	SC	28 180			SC	32 597	SC	46,7%
FÉDÉRAL								
1992					SC	7 100		
PROVINCIAL, FÉDÉRAL, LOCAL								

Les anciennes études, effectuées par l'ENAP et la CEVQ, présentent plusieurs données pour le territoire de la Ville de Québec. Cependant, celles-ci ne sont pas très récentes. Elles ne couvrent que la période allant de 1971 à 1981. La situation que l'on observe dans ces études est à peu près similaire à ce qui avait été constaté dans les autres, mais pour les territoires de la RMQ, de la RAQ et de la CUQ. De 1971 à 1981, les emplois de toutes les administrations publiques ont augmenté d'une façon assez importante sur le territoire de la Ville de Québec comme ailleurs. Cette croissance a toutefois été beaucoup moins forte dans les limites du centre-ville que dans les zones périphériques comme Sainte-Foy. En fait, et c'est ce qui est nouveau ici, on remarque que, durant la période 1971-1981, la part relative des emplois gouvernementaux situés sur le territoire de la ville de Québec a chuté de plus de 10% par rapport à la RMQ (tableau 6).

La situation de l'emploi public dans les différents territoires de la région de Montréal est abordée par quelques-unes des études antérieures, mais ces dernières s'intéressent essentiellement aux répercussions des activités gouvernementales dans la région de la capitale. L'objectif alors poursuivi est évidemment d'effectuer des comparaisons avec la métropole. Ce que l'on trouve dans ces études est très similaire à ce qui a été constaté pour la région de Québec: pour les territoires de Montréal, il y a eu une nette progression de l'effectif de la fonction publique québécoise à partir du début des années 1970 jusqu'au début des années 1980. Après cette période, le personnel de l'administration provinciale semble y diminuer d'une façon assez importante.

Dans la Région métropolitaine de Montréal (RMM), les emplois rattachés aux activités du gouvernement du Québec étaient beaucoup moindres que ceux que l'on dénombrait dans la RMQ dans la décennie 1970. Entre 1971 et 1981, les écarts d'effectif entre les deux régions métropolitaines étaient en effet d'environ 10 000 emplois en faveur de Québec. Pour ce qui est des emplois fédéraux, on observe qu'ils étaient beaucoup plus nombreux dans la RMM que dans la RMQ entre le milieu des années 1970 et le milieu des années 1980. En fait, avec plus de 32 000 postes dans la RMM et seulement 14 000 dans la RMQ en 1983, le gouvernement fédéral avait clairement choisi de faire de Montréal le pivot de ses activités, tout comme le gouvernement provincial l'avait fait pour Québec. Enfin, les études existantes montrent que les deux régions métropolitaines ont connu, au cours des années 1970, le même phénomène de croissance accélérée de l'effectif gouvernemental (tableau 7).

TABLEAU 6

Emplois gouvernementaux dans la ville de Québec

VILLE DE QUÉBEC EMPLOIS						
Année	**Emplois réguliers**		**Emplois réguliers**	**Emplois réguliers et occasionnels**		**Emplois réguliers et occasionnels**
			PROVINCIAL			
1971				CEVQ	15 641	CEVQ 83,3% (emplois du gouv. prov. RMQ) CEVQ 40,5% UL 83,3% (emplois du gouv. prov. RMQ) UL 40,5%
1981				CEVQ ENAP	21 150 21 150	CEVQ 67,8% (emplois du gouv. prov. RMQ) CEVQ 29,9% UL 67,8% (emplois du gouv. prov. RMQ) UL 30,0% ENAP 67,8% (emplois du gouv. prov. RMQ) ENAP 29,9%
			FÉDÉRAL			
			PROVINCIAL, FÉDÉRAL, LOCAL			
1971				CEVQ	21 663	CEVQ 70,0% (emplois du gouv. prov. RMQ) UL 70,0% (emplois du gouv. prov. RMQ) UL 17,4%
1981				CEVQ	28 015	CEVQ 58,2% (emplois du gouv. prov. RMQ) UL 58,2% (emplois du gouv. prov. RMQ) UL 14,0%

TABLEAU 7

Emplois gouvernementaux dans la Région métropolitaine de Montréal

RÉGION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL EMPLOIS						
Année	**Emplois réguliers**		**Emplois réguliers**	**Emplois réguliers et occasionnels**		**Emplois réguliers et occasionnels**
			PROVINCIAL			
1971				ENAP CEVQ	10 715 10 835	CEVQ 28,0%
1981				ENAP CEVQ	19 760 19 760	ENAP 27,9% CEVQ 27,9%
			FÉDÉRAL			
1975	ENAP	25 866	ENAP 52,6%			
1976				ENAP	31 438 (incluant forces armées et postes)	ENAP 46,2% (incluant forces armées et postes)
1979	ENAP	26 075	ENAP 42,6%			
1983				ENAP	32 189 (incluant forces armées et postes)	ENAP 38,6% (incluant forces armées et postes)
			PROVINCIAL, FÉDÉRAL, LOCAL			
1983	SAD	45 384 (emplois provinciaux et fédéraux incluant forces armées)	SAD 20,8% (emplois totaux RMM)			

Pour la Région administrative de Montréal (RAM) et le territoire de la ville de Montréal, les études antérieures ne présentent des données comparatives que pour l'effectif du gouvernement du Québec. On remarque à la lecture de ces données deux phénomènes. Le premier est celui des cycles de croissance et de décroissance des employés du début des années 1970 à la fin des années 1980, comme c'est d'ailleurs le cas dans la RAQ et la ville de Québec. Le deuxième phénomène est celui de la diminution de la part relative des fonctionnaires provinciaux à la fois dans la RAM et la RAQ, et donc, probablement, de la déconcentration de l'effectif au profit des autres régions du Québec. Enfin, on voit que, du milieu des années 1970 jusqu'au milieu des années 1980, la proportion d'emplois réguliers de l'administration provinciale dans la RAM a continuellement augmenté, alors que celle dans la RAQ n'a cessé de diminuer (tableaux 8 et 9).

TABLEAU 8

Emplois gouvernementaux dans la Région administrative de Montréal

RÉGION ADMINISTRATIVE DE MONTRÉAL EMPLOIS								
Année	Emplois réguliers		Emplois réguliers		Emplois réguliers et occasionnels		Emplois réguliers et occasionnels	
PROVINCIAL								
1976	ENAP	16 158	ENAP	27,4%				
1980	ENAP	18 625	ENAP	29,1%				
1984	CEVQ	18 422	CEVQ	30,4%				
1985					OPDQ	22 874		
1986	CEVQ	17 849	CEVQ	30,5%	CEVQ OPDQ	21 765 21 274	CEVQ OPDQ	31,2% 30,6%
1990					OPDQ	14 410	OPDQ	21,3%
FÉDÉRAL								
PROVINCIAL, FÉDÉRAL, LOCAL								

TABLEAU 9

Emplois gouvernementaux dans la ville de Montréal

VILLE DE MONTRÉAL EMPLOIS								
Année	Emplois réguliers		Emplois réguliers		Emplois réguliers et occasionnels		Emplois réguliers et occasionnels	
PROVINCIAL								
1971					CEVQ	9 160		
1981					CEVQ	15 070		
FÉDÉRAL								
PROVINCIAL, FÉDÉRAL, LOCAL								

Enfin, pour ce qui est de la situation de l'emploi gouvernemental dans le territoire de la province de Québec, les études antérieures montrent que ce dernier a en général considérablement augmenté au cours de la période allant de 1970 à 1985, et ce probablement pour tous les paliers d'administration publique. Le nombre de ces emplois a toutefois commencé à diminuer après cette période, pour finalement croître au début des années 1990. Cela est vrai notamment pour l'effectif de l'administration provinciale pour lequel il existe beaucoup de données. Pour ce qui est du reste, les statistiques que l'on trouve dans les études antérieures sont très fragmentaires. Elles ne

permettent pas d'effectuer de bonnes comparaisons longitudinales, si ce n'est du début des années 1970 jusqu'au début des années 1980 (tableau 10).

TABLEAU 10

Emplois gouvernementaux dans la province de Québec

PROVINCE DE QUÉBEC EMPLOIS					
Année	Emplois réguliers		Emplois réguliers	Emplois réguliers et occasionnels	Emplois réguliers et occasionnels
			PROVINCIAL		
1971				CEVQ 38 646	
1976	ENAP	58 814			
1980	ENAP	63 867			
1981	OPDQ	61 165		ENAP 70 775 OPDQ 72 488 CEVQ 70 775	
1982				CEVQ 71 771	
1984	CEVQ	60 614			
1985				CEVQ 73 290	
1986	CEVQ	58 546		CEVQ 69 668	
1987	OPDQ	52 625		OPDQ 62 682	
1990	OPDQ	52 835		OPDQ 65 721	
1992				SC 69 861	
			FÉDÉRAL		
1975	ENAP	49 209			
1976				ENAP 68 052	
1980	ENAP	61 215			
1983				ENAP 83 460	
			PROVINCIAL, FÉDÉRAL, LOCAL		
1971				CEVQ 124 665	
1981				CEVQ 200 590	

2.2.2.2 Les dépenses gouvernementales

Parmi les 10 études antérieures recensées, quatre abordent la question des dépenses gouvernementales dans la région de la capitale, soit celle de l'Institut national de recherche scientifique-urbanisation (INRS), celles (2) de l'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ) et celle du Secrétariat à la capitale (SC). Toutes ces études datent de quelques années, et certaines ont plus de 10 ans. La plus récente est celle du SC, qui a été réalisée en 1993. Les travaux qui traitent des répercussions des dépenses gouvernementales couvrent la période allant de 1980 à 1992. Ils s'intéressent surtout à l'administration provinciale, bien que des éléments d'information concernent d'autres paliers. Ces travaux présentent des types de dépenses dont les évaluations sont fournies par divers organismes publics, ou encore par les chercheurs eux-mêmes qui effectuent leurs propres calculs. Ils font référence à plusieurs territoires et établissent, à l'occasion, des comparaisons avec la région de Montréal.

Les études antérieures fournissent peu de renseignements sur la Région métropolitaine de Québec (RMQ). Elles montrent que la masse salariale liée aux emplois réguliers de l'administration provinciale y était de 694 millions de dollars en 1981. Pour la même année, elle s'y chiffrait à 950 millions, si l'on considère à la fois les administrations provinciale et fédérale. On remarque par ailleurs que, au cours de la période 1981-1989, les investissements publics ont connu de grandes fluctuations dans la RMQ. Au total, ils se sont situés durant cette période entre 410 et 970 millions de dollars annuellement. Les investissements publics ont connu leur apogée en 1985 (tableau 11).

TABLEAU 11

Dépenses gouvernementales dans la Région métropolitaine de Québec

RÉGION MÉTROPOLITAINE DE QUÉBEC
DÉPENSES GOUVERNEMENTALES

Source	Année	Palier	Catégorie de dépenses	Montant
SAD	1981	Tous[7]	Masse salariale – emplois réguliers	950 000 000$
		Provincial[8]	Masse salariale – emplois réguliers	694 000 000$
OPDQ	1981	Provincial	Investissements publics	384 000 000$
		Fédéral	Investissements publics	78 000 000$
		Tous	Investissements publics	617 000 000$
	1985	Provincial	Investissements publics	698 000 000$
		Fédéral	Investissements publics	100 000 000$
		Tous	Investissements publics	970 000 000$
OPDQ	1987	Provincial	Investissements publics	202 000 000$
		Fédéral	Investissements publics	68 000 000$
		Tous	Investissements publics	411 000 000$
	1989	Provincial	Investissements publics	235 000 000$
		Fédéral	Investissements publics	79 000 000$
		Tous	Investissements publics	585 000 000$

En ce qui a trait à la Région administrative de Québec (RAQ), les études antérieures en disent un peu plus long sur les dépenses gouvernementales. En ce qui concerne l'administration provinciale, on y observe qu'en 1981 la masse salariale annuelle liée aux emplois réguliers était estimée à 717 millions de dollars. En 1986 et en 1990, elle était respectivement estimée à 935 millions et à 1 milliard 118 millions pour les emplois réguliers et occasionnels, soit 47,4% et 50,5% de la masse salariale totale de la fonction publique du Québec. Les autres données recueillies dans les études ne sont pas vraiment comparables puisqu'elles portent sur différents regroupements de dépenses publiques. On y observe néanmoins qu'en 1980 les achats de biens et services du gouvernement provincial étaient estimés à 287 millions de dollars. Les autres achats de l'administration provinciale valaient quant à eux autour de 234 millions de dollars annuellement, alors que les travaux d'entretien et de réparation ainsi que les investissements se chiffraient respectivement à 53 millions et à 147 millions. Enfin, en 1986, la valeur des achats de biens divers et des contrats de service du gouvernement du Québec s'établissait dans l'ordre à 133 millions et à 11 millions (tableau 12).

Pour ce qui est des dépenses gouvernementales dans la Communauté urbaine de Québec (CUQ), les travaux déjà réalisés ne concernent que le gouvernement provincial. Ici cependant, les dépenses disponibles ont l'avantage d'être ventilées par catégories. Elles proviennent de l'étude du Secrétariat de la capitale (SC) qui, à partir d'une analyse des livres comptables du gouvernement du Québec, montre que cette administration a globalement dépensé un peu plus de 4 milliards et demi de dollars dans la CUQ en 1991-1992, soit 14,8% de toutes les dépenses budgétaires provinciales (tableau 13).

De façon plus précise, l'étude du SC indique que l'administration provinciale a respectivement déboursé 1 milliard 103 millions et 163 millions en salaires pour ses employés réguliers et occasionnels situés dans la CUQ en 1991-1992, soit 45,1% et 35,9% de toutes les dépenses effectuées à ce titre. La recherche indique aussi que, durant l'année financière 1991-1992, l'État québécois a notamment dépensé 2 milliards 903 millions en transferts, 172 millions en services professionnels, administratifs et autres, ainsi que 56 millions en services de transport et de communication, soit respectivement 11,1%, 38,7% et 50,1% de toutes les dépenses provinciales sur ces catégories (tableau 13).

7. Ministères et organismes provinciaux et fédéraux (les données incluent les membres des forces armées).
8. Ministères et organismes provinciaux; estimation basée sur le salaire moyen du personnel régulier.

TABLEAU 12

Dépenses gouvernementales dans la Région administrative de Québec

RÉGION ADMINISTRATIVE DE QUÉBEC
DÉPENSES GOUVERNEMENTALES

Source	Année	Palier	Catégorie de dépenses	Montant	Pourcentage
INRS	1980	Provincial[9]	Biens et services	287 000 000$	
			Autres achats (moyenne 1980-82)	234 000 000$	
			Réparations et entretien	53 000 000$	24% achats totaux du provincial
			Investissements en capital fixe (moyenne 1980-82)	147 000 000$	24,1% des investissements publics
	1981	Provincial	Masse salariale – emplois réguliers	717 000 000$	
SAD	1981	Tous[10]	Masse salariale – emplois réguliers	999 000 000$	
OPDQ	1986	Provincial	Masse salariale – emplois réguliers et occasionnels	935 000 000$	47,4%
			Achats biens divers	133 000 000$	43,0%
			Contrats de service	11 000 000$	
OPDQ	1990	Provincial	Masse salariale – emplois réguliers et occasionnels	1 118 000 000$	50,5%

TABLEAU 13

Dépenses gouvernementales dans la Communauté urbaine de Québec

COMMUNAUTÉ URBAINE DE QUÉBEC
DÉPENSES GOUVERNEMENTALES

Source	Année	Palier	Catégorie de dépenses	Montant	Pourcentage
SC	1991	Provincial[11]	Traitements, salaires et allocations[12]	1 102 891 135$	45,1%
			Autres rémunérations[13]	162 653 792$	35,9%
			Services de transport et communication	56 365 470$	50,1%
			Services professionnels, administratifs et autres	172 105 463$	38,7%
			Entretien et réparations	19 374 698$	14,3%
			Loyers	27 001 268$	34,7%
			Fournitures et approvisionnement	26 968 998$	12,3%
			Matériel et équipement	15 177 042$	21,8%
			Terrains, immeubles et travaux de génie (immobilisations)[14]	32 856 463$	9,2%
			Dépenses de transfert	2 903 344 145$	11,1%
			Autres dépenses	1 830 836$	42,7%
			Total	4 520 569 310$	14,8%

9. Ministères, fonds spéciaux, partie des secteurs de l'éducation et de la santé; estimation basée sur le ratio achats / masse salariale.
10. Ministères et organismes provinciaux et fédéraux (les données incluent les forces armées).
11. Ministères et organismes provinciaux; les organismes et fonds suivants sont exclus de l'analyse: Société immobilière du Québec, Société de développement industriel, Fonds des moyens de communication, Les Publications du Québec, Commission des normes du travail, Commission des courses, Rexfor, Société des traversiers, Fonds renouvelable du service aérien gouvernemental, Fonds des services de télécommunications, Fonds de reprographie gouvernementale, Photocartothèque québécoise, Surintendant des faillites, Régie des rentes, Fonds renouvelable de reprographie gouvernementale, Fonds d'entretien et réparation de machines de bureau, Société de l'Assurance automobile du Québec, Fonds pour services informatiques, Fonds pour les équipements informatiques et Fonds des fournitures et de l'ameublement.
12. Les avantages sociaux versés et les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur ont été inclus dans la catégorie «autres dépenses et service de la dette».
13. Voir la note 12.
14. Toute modification d'un bien immobilier existant inférieure à 25 000$ est exclue de cette catégorie de dépenses.

À la lumière de la revue des études antérieures, il semble n'exister à l'heure actuelle que très peu de données comparatives sur les dépenses gouvernementales entre les régions de Québec et de Montréal. En fait, les seules études qui présentent des statistiques pour Montréal sont celles qui ont été réalisées par l'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ) en 1987 et en 1991.

On apprend dans ces études que l'administration provinciale avait une masse salariale d'un peu plus de 640 millions de dollars dans la Région administrative de Montréal (RAM) en 1985-1986. Cela représentait à ce moment 32,4% de la masse salariale provinciale du gouvernement du Québec. C'est un montant qui équivaut environ aux deux tiers de celui que l'on observe pour la Région administrative de Québec (RAQ) qui s'établissait à 935 millions pour la même année et qui constituait alors 47,4% de la masse salariale globale de l'administration publique québécoise.

On constate par ailleurs dans ces travaux que 472 millions de dollars ont été versés en salaires en 1989-1990 pour les employés du gouvernement du Québec travaillant dans la RAM, soit 21,4% de l'ensemble des salaires versés à l'échelle provinciale. Cela équivaut à moins de la moitié du montant qui a été défrayé en salaires dans la RAQ pour la même période. Enfin, l'une de ces études montre que les achats de biens divers du gouvernement du Québec effectués dans la RAM représentaient 51% de tous les achats de bien divers de l'administration provinciale en 1985-1986. C'est un peu plus que dans la RAQ où ces achats constituaient 47,4% de tous les achats de biens divers du gouvernement provincial en 1985-1986. Enfin, la même étude montre qu'en 1985-1986, le montant consacré aux contrats de service s'élevait à 6 millions dans la RAM, et ce comparativement à 11 millions dans la RAQ (tableau 14).

TABLEAU 14

Dépenses gouvernementales dans la Région administrative de Montréal

RÉGION ADMINISTRATIVE DE MONTRÉAL DÉPENSES GOUVERNEMENTALES					
Source	**Année**	**Palier**	**Catégorie de dépenses**	**Montant**	**Pourcentage**
OPDQ	1986	Provincial	Masse salariale – emplois réguliers et occasionnels	640 300 000$	32,4%
			Biens divers		51,0%
			Contrats de service	6 300 000$	
OPDQ	1990	Provincial	Masse salariale – emplois réguliers et occasionnels	472 200 000$	21,4%

Finalement, pour ce qui est du territoire du Québec en entier, les études antérieures dévoilent quelques données sur les dépenses gouvernementales pour le début des années 1980 et 1990, notamment pour le palier provincial. Puisque ces études reposent sur des sources et des techniques statistiques fort différentes, il est très difficile de les comparer. On peut tout de même retenir que, de 1980 à 1991, la masse salariale de l'administration provinciale variait entre 2 milliards et demi et 3 milliards de dollars au total. De plus, cette même administration a dépensé au total 2 milliards 800 millions en salaires, 1 milliard 59 millions en dépenses diverses liées à son fonctionnement (services, entretien et réparations, loyers, fournitures et approvisionnements, matériel et équipement), et enfin plus de 358 millions en immobilisations à l'échelle de la province (tableau 15).

TABLEAU 15

Dépenses gouvernementales dans la Province de Québec

PROVINCE DÉPENSES GOUVERNEMENTALES				
Source	**Année**	**Palier**	**Catégorie de dépenses**	**Montant**
INRS	1980	Provincial[15]	Dépenses courantes en biens et services et investissements en capital fixe	5 100 000 000$
			Rémunération des salariés	2 600 000 000$
			Autres achats de biens et services	1 800 000 000$
			Investissements en capital fixe	679 000 000$
		Fédéral[16]	Dépenses courantes en biens et services et investissements en capital fixe	2 700 000 000$
		Tous[17]	Dépenses courantes en biens et services et investissements en capital fixe	17 000 000 000$
			Dépenses courantes en biens et services	15 200 000 000$
			Investissements en capital fixe	1 800 000 000$
	1981	Provincial[18]	Masse salariale – emplois réguliers	1 341 000 000$
OPDQ	1990	Provincial	Masse salariale – emplois réguliers et occasionnels	2 211 000 000$
SC	1991	Provincial[19]	Traitements, salaires et allocations[20]	2 446 962 055$
			Autres rémunérations[21]	452 467 705$
			Services de transport et communication	112 472 955$
			Services professionnels, administratifs et autres	444 459 997$
			Entretien et réparations	135 205 484$
			Loyers	77 859 991$
			Fournitures et approvisionnements	220 033 787$
			Matériel et équipement	69 556 410$
			Terrains, immeubles et travaux de génie (immobilisations)[22]	358 605 216$
			Dépenses de transfert	26 210 774 081$
			Autres dépenses et service de la dette	4 286 305$
			Total	30 532 683 986$

En somme, en ce qui a trait à la question de l'effet des activités gouvernementales exprimé en fonctions des dépenses, la revue des études antérieures montre clairement qu'il est difficile et hasardeux d'effectuer des comparaisons entre les données fournies. En effet, les études existantes privilégient différentes catégories de dépenses pour chiffrer les répercussions de ces activités. De plus, elles portent sur plusieurs années de dépenses et elles se basent sur différentes sources documentaires pour aborder le sujet. Enfin, parmi ces études, seule celle qui a été réalisée par l'ancien Secrétariat à la capitale trace d'une façon assez claire et exhaustive un portrait à la fois provincial et régionalisé (CUQ) des dépenses de l'administration provinciale. Toutefois, étant donné qu'elle repose sur d'autres paramètres méthodiques, nous ne pourrons pas réellement l'utiliser pour comparer les résultats de nos recherches qui visent principalement à décrire et à analyser les dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans la région de la capitale dans l'optique notamment d'indiquer des possibilités de développement.

15. Ministères, fonds spéciaux et partie de l'éducation et de la santé – provincial; excluant les entreprises publiques et tous les transferts.
16. Ministères et fonds spéciaux – fédéral; excluant les entreprises publiques et tous les transferts.
17. Voir les notes 15 et 16.
18. Ministères et organismes provinciaux.
19. Voir la note 18.
20. Les avantages sociaux versés et les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur ont été inclus dans la catégorie «Autres dépenses et service de la dette».
21. Voir la note 20.
22. Toute modification d'un bien immobilier existant inférieure à 25 000$ est exclue de cette catégorie de dépenses.

3. LES DÉPENSES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DANS LA RÉGION DE LA CAPITALE POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 1995-1996: DESCRIPTION, COMPARAISONS ET ANALYSE

3.1 Les dépenses totales

Les travaux réalisés au cours de la présente recherche montrent que, au cours de l'exercice financier 1995-1996, les ministères et organismes budgétaires du gouvernement du Québec ont effectué plus du tiers de leurs dépenses dans la région de la capitale. En effet, que l'on se réfère au territoire de la Communauté urbaine de Québec (CUQ) ou encore à celui de la Région métropolitaine de Québec (RMQ), les ministères et organismes budgétaires de l'administration provinciale ont fait des déboursés de plus de 1 milliard 500 millions de dollars dans la région, et ce sur une enveloppe globale de 4 milliards 31 millions pour le Québec[1]. Il est important de mentionner que, pour apprécier de façon plus juste l'ensemble des dépenses associées au statut de capitale nationale du Québec, il faudrait additionner au montant de 1 milliard 500 millions des sommes atteignant plusieurs centaines de millions de dollars. En fait, une portion considérable des dépenses de fonctionnement d'un certain nombre d'organismes, d'entreprises et de fonds gouvernementaux dits «extra-budgétaires» devrait être ajoutée à ce montant, d'abord parce que plusieurs d'entre eux exercent des fonctions propres au «secteur gouvernemental» et ensuite parce que leur présence dans la région est attribuable au statut de capitale[2]. Ainsi, par exemple, strictement sur le plan de la masse salariale, cela représente un montant d'environ 244 millions de dollars[3].

3.1.1 Le territoire de la Communauté urbaine de Québec[4]

Au cours de l'année financière 1995-1996, les ministères et organismes budgétaires du gouvernement du Québec ont effectué des dépenses d'une valeur de 1 milliard 502 millions de dollars sur le territoire de la CUQ, soit 37,3% de toutes les dépenses considérées à l'échelle provinciale. C'est beaucoup plus que dans la Communauté urbaine de Montréal (CUM) où les dépenses gouvernementales atteignent 946 millions pour la même période, mais cependant moins que dans les autres territoires, où elles se chiffrent à 1 milliard 584 millions en 1995-1996, soit respectivement 23,5% et 39,3% des dépenses provinciales totales (tableau 16).

1. Le temps supplémentaire, les primes, les avances et les autres contributions effectuées à titre d'employeur sont exclus de ces montants, de même que les dépenses de transfert (sauf les paiements tenant lieu de taxes foncières sur les immeubles gouvernementaux), les autres dépenses ainsi que les sommes consacrées au service de la dette.
2. Ces organismes, entreprises et fonds «extra-budgétaires» sont indiqués dans la méthode de l'étude.
3. C'est du moins ce que démontre l'estimation sommaire placée en annexe B du présent rapport. Cependant, toutes ces dépenses supplémentaires jointes à la compilation faite dans cette étude n'ajouteraient que très peu à notre connaissance de l'économie régionale dans la mesure où l'on ne pourrait en connaître clairement la nature, la distribution et la part relative comparativement à d'autres régions.
4. Les tableaux des différents calculs qui ont dû être effectués afin d'arriver à présenter des données pour la CUQ, la CUM et les autres territoires peuvent être consultés à la CCNQ. Les annexes C et D du présent document illustrent les résultats de ces calculs sous forme de tableau de synthèse, en dollars et en proportion.

TABLEAU 16

Dépenses budgétaires totales du gouvernement du Québec dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996

A Territoire	B Dépenses	C Dépenses
CUQ	1 501 899 304$	37,3%
CUM	945 906 713$	23,5%
AUTRES*	1 583 548 339$	39,3%
PROVINCE	4 031 354 355$	100%

Compilation des auteurs.

A.Territoire considéré.

B.Dépenses totales sur le territoire (ministères et organismes budgétaires).

C.Proportion des dépenses totales provinciales (ministères et organismes budgétaires).

* L'expression «AUTRES» est utilisée ici pour désigner les territoires à l'extérieur de la CUQ et de la CUM.

3.1.2 Le territoire de la Région métropolitaine de Québec[5]

Au cours de l'exercice 1995-1996, les ministères et organismes budgétaires du gouvernement du Québec ont dépensé légèrement plus dans la RMQ que dans la CUQ. Ils y ont effectué des déboursés d'une valeur de 1 milliard 563 millions de dollars, soit 38.8% de toutes les dépenses retenues pour la province. C'est plus que partout ailleurs au Québec puisque, durant le même exercice, les ministères et organismes budgétaires ont effectué des dépenses de 1 milliard 58 millions dans la Région métropolitaine de Montréal (RMM) et de 1 milliard 411 millions dans les autres territoires, soit 26,2% et 35,0% des dépenses considérées au niveau provincial en 1995-1996 (tableau 17).

TABLEAU 17

Dépenses budgétaires totales du gouvernement du Québec dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996

A Territoire	B Dépenses	C Dépenses
RMQ	1 562 980 625$	38,8%
RMM	1 057 699 845$	26,2%
AUTRES*	1 410 673 886$	35,0%
PROVINCE	4 031 354 355$	100%

Compilation des auteurs.

A. Territoire considéré.

B. Dépenses totales sur le territoire (ministères et organismes budgétaires).

C. Proportion des dépenses totales provinciales (ministères et organismes budgétaires).

* L'expression «AUTRES» est utilisée ici pour désigner les territoires à l'extérieur de la RMQ et de la RMM.

5. Les tableaux des différents calculs qui ont dû être effectués afin d'arriver à présenter des données pour la RMQ, la RMM et les autres territoires peuvent être consultés à la CCNQ. Les annexes E et F du présent document présentent les résultats de ces calculs sous forme de tableau de synthèse, en chiffres absolus et relatifs.

3.2 Les dépenses par catégories

Les dépenses globales des ministères et organismes budgétaires dans la région de la capitale se décomposent en différentes catégories. Parmi ces dernières, on trouve celles associées aux dépenses en rémunération ainsi que plusieurs autres catégories de dépenses liées à des achats de biens et des contrats de services industriels et commerciaux de toutes sortes. Dans tous les cas, ce sont les dépenses en salaires qui sont les plus importantes pour les ministères et organismes budgétaires. Cela est encore plus vrai dans la capitale où elles comptent pour près des deux tiers des dépenses totales. Viennent ensuite les loyers, les services professionnels, administratifs et autres ainsi que les autres catégories de dépenses dont les montants sont moindres, tant dans la région de Québec qu'à l'échelle provinciale.

3.2.1 Le territoire de la Communauté urbaine de Québec

3.2.1.1 Les emplois et les salaires

Au 31 mars 1996, les ministères et organismes budgétaires du gouvernement du Québec avaient à leur service 23 394 personnes au total sur le territoire de la CUQ, soit 20 646 employés réguliers et 2 748 employés occasionnels. Cela représentait 44,7% de tout leur personnel au niveau provincial. Les emplois situés sur le territoire de la CUQ occupaient une place importante dans l'économie régionale puisqu'ils formaient, à eux seuls, environ 59% de tous les emplois liés à l'administration publique dans la RMQ. De plus, ils constituaient environ 7% des emplois de l'ensemble des secteurs d'activité économique de cette région[6]. Les emplois des ministères et organismes budgétaires dans la CUQ étaient plus nombreux que partout ailleurs dans la province. En effet, durant la même période, respectivement 11 348 et 17 598 personnes travaillaient pour ces derniers dans la CUM ainsi que dans les autres territoires, soit 8 393 employés réguliers et 2 955 employés occasionnels pour la CUM de même que 13 829 employés réguliers et 3 769 employés occasionnels pour les autres territoires. Cela équivalait respectivement à 21,7% et à 33,6% de l'ensemble du personnel des ministères et organismes budgétaires à l'échelle provinciale[7].

Au cours de l'exercice 1995-1996, les ministères et organismes budgétaires du gouvernement du Québec ont respectivement versé des montants de 861 et de 86 millions de dollars en salaires au personnel régulier et occasionnel travaillant sur le territoire de la CUQ. Cela constitue 48,2% et 29,0% des dépenses engagées à ce titre à l'échelle provinciale. C'est globalement plus que partout ailleurs au Québec puisque, pendant la même période, les ministères et organismes budgétaires ont payé en salaire des montants respectifs de 350 et de 92 millions de dollars pour les employés réguliers et occasionnels situés dans la CUM, soit 19,6% et 31,2% de la rémunération provinciale. Pour ce qui est des autres territoires, les salaires s'élevaient à 576 et à 117 millions pour le personnel régulier et occasionnel en 1995-1996, soit respectivement 32,3% et 39,8% de l'ensemble des dépenses en rémunération de la province (tableaux 18 et 19).

---

6. Selon le Bulletin régional sur le marché du travail de la région de Québec, préparé par la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre de Québec, de la Chaudière-Appalaches et du Nord du Québec, il y avait, au 3e trimestre de 1996, 39 400 emplois liés à l'administration publique dans la RMQ, pour un total de 328 300 emplois pour l'ensemble des secteurs d'activité économique, toujours sur le même territoire.

7. Il est à noter que la compilation de l'effectif présentée ici diffère de celle qui a été publiée dans le Profil de localisation de l'effectif, des dirigeants et des bureaux centraux des ministères et organismes gouvernementaux réalisé en 1997 par la Commission de la capitale nationale du Québec, parce que les univers statistiques ne sont pas exactement les mêmes dans les deux études.

3.2.1.2 Les loyers

En 1995-1996, les ministères et organismes budgétaires ont dépensé 212 millions de dollars en loyers dans la CUQ, soit 39,3% des déboursés de ce type à l'échelle provinciale. Pour la CUM et les autres territoires, ces montants étaient moindres. Ils s'élevaient respectivement à 118 et à 209 millions, soit 21,9% et 38,9% de l'ensemble des dépenses consacrées aux loyers dans la province[8]. L'ampleur des frais de loyers dans les autres territoires s'explique sans doute par la déconcentration, à l'extérieur des communautés urbaines de Québec et de Montréal, des activités de plusieurs ministères et organismes gouvernementaux au cours des dernières années (tableaux 18 et 19).

3.2.1.3 Les services professionnels, administratifs et autres

Parmi les autres catégories de dépenses importantes effectuées par les ministères et organismes budgétaires dans la CUQ, on note les services professionnels, administratifs et autres qui totalisent 165 millions de dollars sur le territoire en 1995-1996, soit 36,1% de tous les frais payés à ce chapitre sur le plan provincial. Ces mêmes dépenses se chiffraient à 167 et à 126 millions de dollars dans la CUM et les autres territoires, soit 36,5% et 27,4% des montants alloués pour ces services dans l'ensemble de la province (tableaux 18 et 19).

3.2.1.4 Les autres catégories de dépenses

En ce qui a trait aux autres catégories de dépenses, les ministères et organismes budgétaires ont déboursé 72 millions de dollars dans la CUQ en 1995-1996 pour les services de transport et de communication, soit 42,0% des frais payés à ce titre à l'échelle provinciale. Pour la CUM et les autres territoires, les dépenses associées aux services de transport et de communication étaient moins élevées. Elles s'établissaient respectivement à 33 et 67 millions de dollars, soit 19,2% et 38,8% de l'ensemble des dépenses faites par les ministères et organismes budgétaires pour ces services sur le plan provincial.

Les ministères et organismes budgétaires ont déboursé 35 millions de dollars dans la CUQ en 1995-1996 en matériel et équipement, soit 33,5% de ce type de dépenses sur le plan provincial. C'est un peu plus que dans la CUM où ces frais atteignaient 29 millions, mais un peu moins que dans les autres territoires où ils se chiffraient à 41 millions en 1995-1996, soit respectivement 27,4% et 39,1% de l'ensemble des dépenses en matériel et équipement à l'échelle provinciale.

Par ailleurs, les ministères et organismes budgétaires ont déboursé 25 millions de dollars en immobilisations dans la CUQ en 1995-1996, soit 7,4% de tous les montants alloués à ce titre au plan provincial. C'est sensiblement moins que dans la CUM et dans les autres territoires où ces dépenses se sont respectivement élevées à 50 et 262 millions en 1995-1996, soit 14,8% et 77,9% de l'ensemble des dépenses en immobilisations faites dans la province.

Les ministères et organismes budgétaires ont dépensé 22 millions de dollars dans la CUQ en 1995-1996 pour les fournitures et les approvisionnements, soit 12,5% des dépenses effectuées à ce titre à l'échelle provinciale. C'est encore une fois moins

8. L'expression «loyers» est utilisée dans les comptes publics du Québec pour décrire tout ce qui est loué par les ministères et organismes budgétaires, que ce soit des locaux ou d'autres types de biens et services.

TABLEAU 18

Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par catégories)

A Catégorie	B CUQ	C CUM	D Autres	E Province
1. Traitements, salaires et allocations (personnel régulier)*	860 669 802$	349 878 991$	576 489 523$	1 787 038 316$
2. Autres rémunérations (personnel occasionnel)*	85 608 444$	92 057 115$	117 415 657$	295 081 216$
3. Services de transport et de communication	71 964 293$	32 947 016$	66 580 921$	171 492 230$
4. Services professionnels, administratifs et autres	165 448 570$	167 275 357$	125 587 327$	458 311 253$
5. Entretien et réparations	19 377 502$	17 209 998$	108 905 925$	145 493 425$
6. Loyers**	211 525 140$	117 891 365$	209 323 805$	538 740 309$
7. Fournitures et approvisionnements	22 272 063$	84 846 299$	71 660 554$	178 778 916$
8. Matériel et équipement	35 344 651$	28 901 302$	41 178 404$	105 424 357$
9. Immobilisations (terrains, immeubles et travaux de génie)	24 747 760$	49 680 031$	262 265 084$	336 692 875$
10. Dépenses de transfert	4 941 079$	5 219 240$	4 141 139$	14 301 458$
Total	1 501 899 304$	945 906 713$	1 583 548 339$	4 031 354 355$

Compilation des auteurs.

A. Catégories de dépenses considérées.
B. Dépenses réelles de la Communauté urbaine de Québec (ministères et organismes budgétaires).
C. Dépenses réelles de la Communauté urbaine de Montréal (ministères et organismes budgétaires).
D. Dépenses réelles des autres territoires que les communautés urbaines de Québec et de Montréal (ministères et organismes budgétaires).
E. Total provincial des dépenses réelles, soit la somme des colonnes B, C et D.

* Les montants sont estimés à partir du nombre d'employés réguliers et occasionnels travaillant au 31 mars 1996 sur le territoire multiplié par le traitement moyen provincial au 31 mars 1995.

** Un montant de 14 321 977$ versé au Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger (FOGIQUE) a été soustrait de cette sous-catégorie puisqu'il est dépensé à l'extérieur du Québec mais compilé dans ce territoire.

TABLEAU 19

Proportion des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par catégories)

A Catégorie	B CUQ	C CUM	D Autres	E Province
1. Traitements, salaires et allocations (personnel régulier)*	48,2%	19,6%	32,3%	100%
2. Autres rémunérations (personnel occasionnel)*	29,0%	31,2%	39,8%	100%
3. Services de transport et de communication	42,0%	19,2%	38,8%	100%
4. Services professionnels, administratifs et autres	36,1%	36,5%	27,4%	100%
5. Entretien et réparations	13,3%	11,8%	74,9%	100%
6. Loyers**	39,3%	21,9%	38,9%	100%
7. Fournitures et approvisionnements	12,5%	47,5%	40,1%	100%
8. Matériel et équipement	33,5%	27,4%	39,1%	100%
9. Immobilisations (terrains, immeubles et travaux de génie)	7,4%	14,8%	77,9%	100%
10. Dépenses de transfert	34,5%	36,5%	29,0%	100%
Total	37,3%	23,5%	39,3%	100%

Compilation des auteurs.

A. Catégories de dépenses considérées.
B. Proportion des dépenses réelles de la Communauté urbaine de Québec (ministères et organismes budgétaires).
C. Proportion des dépenses réelles de la Communauté urbaine de Montréal (ministères et organismes budgétaires).
D. Proportion des dépenses réelles des autres territoires que les communautés urbaines de Québec et de Montréal (ministères et organismes budgétaires).
E. Proportion provinciale des dépenses réelles, soit la somme des colonnes b, c et d.

* Les montants sont estimés à partir du nombre d'employés réguliers et occasionnels travaillant au 31 mars 1996 sur le territoire multiplié par le traitement moyen provincial au 31 mars 1995.

** Un montant de 14 321 977$ versé au Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger (FOGIQUE) a été soustrait de cette sous-catégorie puisqu'il est dépensé à l'extérieur du Québec mais compilé dans ce territoire.

qu'ailleurs puisque ces dépenses s'élevaient respectivement à 85 et 72 millions de dollars dans la CUM et dans les autres territoires en 1995-1996, soit 47,5% et 40,1% de tous les frais de fournitures et d'approvisionnements pour la province.

Les ministères et organismes budgétaires ont dépensé 19 millions de dollars dans la CUQ en 1995-1996 pour les travaux d'entretien et de réparation, soit 13,3% des déboursés de ce type à l'échelle provinciale. C'est légèrement plus que dans la CUM, mais beaucoup moins que dans les autres territoires où ces dépenses atteignaient respectivement 17 et 109 millions de dollars, soit 11,8% et 74,9% des frais liés aux travaux d'entretien et de réparation dans la province en 1995-1996.

Enfin, pour ce qui est des dépenses de transfert, elles s'établissaient à 5 millions de dollars dans la CUQ en 1995-1996, soit 34,5% des transferts considérés au niveau provincial. Cela est sensiblement équivalent à ce que l'on trouvait dans la CUM, soit 5 millions en dépenses et 36,5% en proportion, et un peu plus que ce que l'on observait dans les autres territoires, soit 4 millions en dépenses et 29,0% en proportion (tableaux 18 et 19).

3.2.2 Le territoire de la Région métropolitaine de Québec

3.2.2.1 Les emplois et les salaires[9]

En date du 31 mars 1996, les ministères et organismes budgétaires du gouvernement du Québec employaient 23 394 personnes sur le territoire de la RMQ, soit 20 646 employés réguliers et 2 748 employés occasionnels. Cela constituait 44,7% de toutes leurs ressources humaines dans la province. Les emplois des ministères et organismes budgétaires dans la RMQ étaient importants pour l'économie de la région. Ils représentaient autour de 59% de l'ensemble des emplois des administrations publiques dans la RMQ. Aussi, ils formaient autour de 7% de tous les emplois des différents secteurs d'activité de l'économie régionale[10].

Durant l'exercice 1995-1996, les ministères et organismes budgétaires du gouvernement du Québec ont déboursé respectivement 861 et 86 millions de dollars pour la rémunération du personnel régulier et occasionnel travaillant sur le territoire de la RMQ. Cela représentait à ce moment 48,2% et 29,0% de toutes les dépenses faites à ce chapitre à l'échelle provinciale. Au total, c'est plus que partout ailleurs au Québec pour l'année financière considérée. En effet, au cours de la même période, les ministères et organismes budgétaires ont payé des salaires d'une valeur de 350 et de 92 millions pour l'effectif régulier et occasionnel situé dans la RMM, soit respectivement 19,6% et 31,2% de la rémunération pour l'ensemble du Québec. Les salaires s'élevaient quant à eux à 576 et à 117 millions pour le personnel régulier et occasionnel des autres territoires, soit 32,3% et 39,8% des dépenses faites à ce titre pour la province de Québec (tableaux 20 et 21).

3.2.2.2 Les loyers

En 1995-1996, les ministères et organismes budgétaires du gouvernement du Québec ont assumé des coûts de loyer de 214 millions de dollars dans la RMQ, soit 39,7% de tous les déboursés affectés à ce poste à l'échelle provinciale. Dans la RMM et les autres territoires, la valeur des loyers était moindre puisque ces derniers s'élevaient respecti-

9. Étant donné que l'effectif est comptabilisé selon le lieu de travail et non le lieu de résidence, les données estimées et présentées pour la CUQ/CUM/AUTRES sont exactement les mêmes que pour la RMQ/RMM/AUTRES.

10. Voir la note 6.

vement à 120 et 204 millions de dollars, soit 22,4% et 37,9% de toutes les dépenses de loyer au Québec[11] (tableaux 20 et 21).

3.2.2.3 Les services professionnels, administratifs et autres

Les ministères et organismes budgétaires du gouvernement du Québec ont dépensé 172 millions de dollars en 1995-1996 pour les services professionnels, administratifs et autres dans la RMQ, soit 37,6% de toutes les charges sur le plan provincial. C'est légèrement moins que dans la RMM, mais beaucoup plus que dans les autres territoires où les dépenses pour ces services s'élevaient respectivement à 191 et 95 millions de dollars en 1995-1996, soit 41,6% et 20,8% des montants alloués pour ce type de services dans la province (tableaux 20 et 21).

TABLEAU 20

Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par catégories)

A Catégorie	B RMQ	C RMM	D Autres	E Province
1. Traitements, salaires et allocations (personnel régulier)*	860 669 802$	349 878 991$	576 489 523$	1 787 038 316$
2. Autres rémunérations (personnel occasionnel)*	85 608 444$	92 057 115$	117 415 657$	295 081 216$
3. Services de transport et de communication	76 159 871$	35 969 153$	59 363 206$	171 492 230$
4. Services professionnels, administratifs et autres	172 202 006$	190 634 605$	95 474 643$	458 311 253$
5. Entretien et réparations	30 557 708$	28 269 119$	86 666 598$	145 493 425$
6. Loyers**	213 850 391$	120 439 020$	204 450 899$	538 740 309$
7. Fournitures et approvisionnements	27 464 233$	97 584 659$	53 730 024$	178 778 916$
8. Matériel et équipement	39 869 503$	32 282 647$	33 272 207$	105 424 357$
9. Immobilisations (terrains, immeubles et travaux de génie)	51 435 351$	104 424 854$	180 832 670$	336 692 875$
10. Dépenses de transfert	5 163 316$	6 159 683$	2 978 459$	14 301 458$
Total	1 562 980 625$	1 057 699 845$	1 410 673 886$	4 031 354 355$

Compilation des auteurs.

A. Catégories de dépenses considérées.

B. Dépenses réelles de la Région métropolitaine de Québec (ministères et organismes budgétaires).

C. Dépenses réelles de la Région métropolitaine de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

D. Dépenses réelles des autres territoires que les régions métropolitaines de Québec et de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

E. Total provincial des dépenses réelles, soit la somme des colonnes B, C et D.

* Les montants sont estimés à partir du nombre d'employés réguliers et occasionnels travaillant au 31 mars 1996 sur le territoire multiplié par le traitement moyen provincial au 31 mars 1995.

** Un montant de 14 321 977$ versé au Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger (FOGIQUE) a été soustrait de cette sous-catégorie puisqu'il est dépensé à l'extérieur du Québec mais compilé dans ce territoire.

3.2.2.4 Les autres catégories de dépenses

Parmi les autres catégories de dépenses moins importantes, les ministères et organismes budgétaires de l'administration provinciale ont engagé 76 millions de dollars dans la RMQ en 1995-1996 pour les services de transport et de communication, soit 44,4% de l'ensemble de ces frais au Québec. Dans la RMM et les autres territoires, ces montants étaient beaucoup plus faibles. Ils s'élevaient en effet à 36 et 59 millions, soit respectivement 21,0% et 34,6% de toutes les dépenses faites à l'échelle provinciale.

Les ministères et organismes budgétaires ont par ailleurs dépensé 51 millions de dollars dans la RMQ en 1995-1996 pour les immobilisations, soit 15,3% des déboursés

11. Voir la note 8.

TABLEAU 21

Proportion des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par catégories)

A Catégorie	B RMQ	C RMM	D Autres	E Province
1. Traitements, salaires et allocations (personnel régulier)*	48,2%	19,6%	32,3%	100%
2. Autres rémunérations (personnel occasionnel)*	29,0%	31,2%	39,8%	100%
3. Services de transport et de communication	44,4%	21,0%	34,6%	100%
4. Services professionnels, administratifs et autres	37,6%	41,6%	20,8%	100%
5. Entretien et réparations	21,0%	19,4%	59,6%	100%
6. Loyers**	39,7%	22,4%	37,9%	100%
7. Fournitures et approvisionnements	15,4%	54,6%	30,1%	100%
8. Matériel et équipement	37,8%	30,6%	31,6%	100%
9. Immobilisations (terrains, immeubles et travaux de génie)	15,3%	31,0%	53,7%	100%
10. Dépenses de transfert	36,1%	43,1%	20,8%	100%
Total	38,8%	26,2%	35,0%	100%

Compilation des auteurs.

A. Catégories de dépenses considérées.

B. Proportion des dépenses réelles de la Région métropolitaine de Québec (ministères et organismes budgétaires).

C. Proportion des dépenses réelles de la Région métropolitaine de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

D. Proportion des dépenses réelles des autres territoires que les régions métropolitaines de Québec et de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

E. Proportion provinciale des dépenses réelles, soit la somme des colonnes B, C et D.

* Les montants sont estimés à partir du nombre d'employés réguliers et occasionnels travaillant au 31 mars 1996 sur le territoire multiplié par le traitement moyen provincial au 31 mars 1995.

** Un montant de 14 321 977$ versé au Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger (FOGIQUE) a été soustrait de cette sous-catégorie puisqu'il est dépensé à l'extérieur de ce territoire.

de ce type sur le plan provincial. C'est moins de la moitié de ce qu'ils ont dépensé ailleurs puisque les immobilisations se chiffraient respectivement à 104 et 181 millions dans la RMM et dans les autres territoires, soit 31,0% et 53,7% des dépenses provinciales effectuées à ce titre en 1995-1996. Les écarts des dépenses en immobilisations, entre les régions métropolitaines de Québec et de Montréal, ainsi qu'avec les autres territoires, s'expliquent essentiellement par les frais de construction des routes, ponts et tunnels. Il est à noter que cette catégorie de dépenses, plus que les autres, peut fluctuer beaucoup, quantitativement et géographiquement, d'une année à l'autre.

Les ministères et organismes budgétaires ont déboursé 40 millions de dollars en 1995-1996 dans la RMQ en matériel et équipement, soit 37,8% de ces dépenses sur le plan provincial. C'est un peu plus que dans la RMM où ces frais atteignaient 32 millions, mais un peu moins que dans les autres territoires où ils se chiffraient à 33 millions, soit respectivement 30,6% et 31,6% des dépenses engagées en matériel et équipement à l'échelle provinciale.

Les ministères et organismes budgétaires ont aussi dépensé 31 millions de dollars dans la RMQ en 1995-1996 pour les travaux d'entretien et de réparation, soit 21,0% de ces déboursés au niveau provincial. C'est légèrement plus que dans la RMM, mais beaucoup moins que dans les autres territoires où ces dépenses atteignaient respectivement 28 et 87 millions, soit 19,4% et 59,6% des frais provinciaux liés aux travaux d'entretien et de réparation en 1995-1996.

Les ministères et organismes budgétaires ont dépensé 27 millions de dollars dans la RMQ en 1995-1996 pour les fournitures et approvisionnements, soit 15,4% des

dépenses effectuées à ce titre pour la province. C'est beaucoup moins qu'ailleurs puisque ces dépenses s'élevaient respectivement à 98 et 54 millions de dollars dans la RMM ainsi que dans les autres territoires en 1995-1996, soit 54,6% et 30,1% de tous ces frais à l'échelle provinciale.

Finalement, pour ce qui est des dépenses de transfert considérées, elles s'établissaient à 5 millions de dollars dans la RMQ en 1995-1996, soit 36,1% de tous les transferts provinciaux retenus. C'est un peu moins que ce que l'on trouvait dans la RMM, soit 6 millions en dépenses et 43,1% en proportion, mais plus que ce que l'on observait dans les autres territoires, soit 3 millions en dépenses et 20,8% en proportion en 1995-1996 (tableaux 20 et 21).

En résumé, il ressort de la description et des comparaisons des catégories de dépenses que les ministères et organismes budgétaires déboursent globalement plus dans la région de la capitale que partout ailleurs au Québec pour les salaires, les services de transport et de communication de même que pour les loyers. S'ils y achètent une bonne part de leur matériel et équipement, ils y consomment cependant moins de services professionnels, administratifs et autres ainsi que moins de fournitures et approvisionnements. Ils y versent également moins de transferts sous la forme de paiements tenant lieu de taxes foncières. Tout cela est vrai notamment par rapport à la région de Montréal. Enfin, les ministères et organismes budgétaires dépensent moins dans la région de la capitale pour les travaux d'entretien et de réparation de même que pour les immobilisations, cela principalement en regard des autres régions du Québec.

Toutes les variations dans les montants consacrés aux diverses catégories de dépenses sur les territoires dépendent d'une multitude de facteurs. Certaines sont sans doute attribuables à la structure des économies régionales et aux stratégies des acteurs économiques, comme cela semble être le cas pour les services professionnels à Montréal, alors que d'autres, comme celles concernant les routes, ponts et tunnels par exemple, dépendent tout autant de l'état et du développement projeté du parc immobilier et des infrastructures que des politiques gouvernementales touchant le développement régional.

3.3 Les dépenses par sous-catégories

Les dépenses qui sont effectuées par les ministères et organismes budgétaires du gouvernement du Québec se répartissent dans différentes catégories. Ces catégories se subdivisent ensuite en plusieurs dizaines de sous-catégories qui expriment plus précisément la nature des dépenses faites par les ministères et organismes budgétaires. S'il nous est apparu superflu de commenter chacun des montants inscrits dans les sous-catégories de dépenses budgétaires gouvernementales, il nous semble par contre pertinent d'examiner, même rapidement, les plus importants.

En 1995-1996, on trouvait, dans le système comptable des ministères et organismes budgétaires, 37 sous-catégories de dépenses, sur un total d'environ 350, pour lesquelles les sommes déboursées étaient supérieures à 10 millions de dollars[12]. L'analyse comparative de ces sous-catégories de dépenses, qui représentent autour de 90% de toutes les dépenses retenues, montre que la région de la capitale se classe première dans plus de 30% d'entre elles quant à la part relative qu'elle détient à l'échelle provinciale. Elle occupe le deuxième rang dans environ 20% des cas, tandis que la troisième place lui revient dans un peu moins de 50% des sous-catégories relevées.

12. Les sous-catégories de dépenses relatives au temps supplémentaire, aux primes, aux avances et aux autres contributions effectuées à titre d'employeur sont exclues de cette liste, tout comme les dépenses de transfert (sauf les paiements tenant en lieu de taxes foncières sur les immeubles gouvernementaux), les autres dépenses ainsi que les sommes consacrées au service de la dette.

3.3.1 Le territoire de la Communauté urbaine de Québec[13]

Au cours de l'année financière 1995-1996, la CUQ s'est classée première dans 12 sous-catégories de dépenses de plus de 10 millions de dollars quant à la part relative des montants déboursés sur son territoire par les ministères et organismes budgétaires. Les sous-catégories de dépenses où elle occupe la première position sont: la rémunération pour le personnel régulier; la poste; le téléphone; les services professionnels de génie; les services professionnels de perfectionnement; la protection de la forêt; le traitement informatique; la main-d'œuvre informatique; les loyers d'édifices à bureaux, de palais de justice et d'institutions pénales; les loyers d'entrepôts, de garages et de bâtisses d'exploitation; les fournitures de bureau; les équipements pour le traitement automatisé de l'information à usage général (tableaux 22 et 23).

TABLEAU 22

Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec supérieures à 10 millions de dollars dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par sous-catégories où la CUQ se classe première)

A Catégorie et sous-catégorie	B CUQ	C CUM	D Autres	E Province
1. Traitements, salaires et allocations (personnel régulier)				
1.01 Rémunération régulière*	860 669 802$	349 878 991$	576 489 523$	1 787 038 316$
3. Services de transport et de communication				
Frais de poste et de transport				
3.10 Poste	17 922 955$	2 114 465$	4 464 273$	24 501 693$
Communication				
3.20 Téléphone	16 250 668$	9 331 361$	15 856 117$	41 438 145$
4. Services professionnels, administratifs et autres				
Services professionnels et administratifs				
4.01 Services professionnels de génie	7 403 534$	5 932 869$	5 680 228$	19 016 631$
4.10 Services professionnels de perfectionnement	5 038 076$	3 306 668$	4 525 993$	12 870 736$
Services divers				
4.67 Protection de la forêt	50 525 419$	798 833$	14 158 953$	65 483 205$
4.91 Traitement informatique	10 408 835$	7 642 947$	8 523 170$	26 574 952$
4.92 Main-d'oeuvre informatique	18 058 236$	2 728 488$	1 374 422$	22 161 146$
6. Loyers				
Immeubles et terrains				
6.01 Édifices à bureaux, palais de justice et institutions pénales**	179 874 884$	87 710 114$	160 450 657$	428 035 654$
6.02 Entrepôts, garages et bâtisses d'exploitation	23 984 820$	11 465 383$	18 678 108$	54 128 311$
7. Fournitures et approvisionnements				
7.75 Fournitures de bureau	5 726 242$	3 198 739$	5 029 545$	13 954 526$
8. Matériel et équipement				
8.70 Équip. pour le trait. auto. de l'information à usage général	29 018 713$	20 689 290$	8 014 438$	57 722 440$

Compilation des auteurs.

A. Catégories et sous-catégories de dépenses (les catégories sont inscrites afin de préciser la nature des dépenses effectuées dans les sous-catégories).

B. Dépenses réelles de la Communauté urbaine de Québec (ministères et organismes budgétaires).

C. Dépenses réelles de la Communauté urbaine de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

D. Dépenses réelles des autres territoires que les communautés urbaines de Québec et de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

E. Total provincial des dépenses réelles, soit la somme des colonnes B, C et D.

* Les montants sont estimés à partir du nombre d'employés réguliers et occasionnels travaillant au 31 mars 1996 sur le territoire multiplié par le traitement moyen provincial au 31 mars 1995.

** Un montant de 14 321 977$ versé au Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger (FOGIQUE) a été soustrait de cette sous-caté-

13. Les annexes G et H présentent sous forme de tableau de synthèse les données par sous-catégories de 10 millions de dollars et plus pour les communautés urbaines de Québec et de Montréal et les autres territoires en 1995-1996.

TABLEAU 23

Proportion des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec supérieures à 10 millions de dollars dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par sous-catégories où la CUQ se classe première)

A Catégorie et sous-catégorie	B CUQ	C CUM	D Autres	E Province
1. Traitements, salaires et allocations (personnel régulier)				
1.01 Rémunération régulière*	48,2%	19,6%	32,3%	100%
3. Servies de transport et de communication				
Frais de poste et de transport				
3.10 Poste	73,1%	8,6%	18,2%	100%
Communication				
3.20 Téléphone	39,2%	22,5%	38,3%	100%
4. Services professionnels, administratifs et autres				
Services professionnels et administratifs				
4.01 Services professionnels de génie	38,9%	31,2%	29,9%	100%
4.10 Services professionnels de perfectionnement	39,1%	25,7%	35,2%	100%
Services divers				
4.67 Protection de la forêt	77,2%	1,2%	21,6%	100%
4.91 Traitement informatique	39,2%	28,3%	32,1%	100%
4.92 Main-d'oeuvre informatique	81,5%	12,3%	6,2%	100%
6. Loyers				
Immeubles et terrains				
6.01 Édifices à bureaux, palais de justice et institutions pénales**	42,0%	20,5%	37,5%	100%
6.02 Entrepôts, garages et bâtisses d'exploitation	44,3%	21,2%	34,5%	100%
7. Fournitures et approvisionnements				
7.75 Fournitures de bureau	41,0%	22,9%	36,0%	100%
8. Matériel et équipement				
8.70 Équip. pour le trait. autom. de l'information à usage général	50,3%	35,8%	13,9%	100%

Compilation des auteurs.

A. Catégories et sous-catégories de dépenses (les catégories sont inscrites afin de préciser la nature des dépenses effectuées dans les sous-catégories).

B. Proportion des dépenses réelles de la Communauté urbaine de Québec (ministères et organismes budgétaires).

C. Proportion des dépenses réelles de la Communauté urbaine de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

D. Proportion des dépenses réelles des autres territoires que les communautés urbaines de Québec et de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

E. Proportion provinciale des dépenses réelles, soit la somme des colonnes B, C et D.

* Les montants sont estimés à partir du nombre d'employés réguliers et occasionnels travaillant au 31 mars 1996 sur le territoire multiplié par le traitement moyen provincial au 31 mars 1995.

** Un montant de 14 321 977$ versé au Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger (FOGIQUE) a été soustrait de cette sous-catégorie puisqu'il est dépensé à l'extérieur du Québec mais compilé dans ce territoire.

Par ailleurs, les sous-catégories de dépenses où, durant l'année 1995-1996, la CUQ s'est classée deuxième quant à la part relative des montants déboursés sur son territoire par les ministères et organismes budgétaires sont au nombre de sept. Ce sont les frais de déplacement pour les employés publics, le fret, la messagerie et les autres frais de transport, les services professionnels liés à la comptabilité et à l'administration, les services divers – autres (notamment des services informatiques), les loyers liés à l'équipement pour le traitement informatique – les logiciels, livres, cartes et autres publications, et les paiements tenant lieu de taxes foncières sur les immeubles gouvernementaux (tableaux 24 et 25).

TABLEAU 24

Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec supérieures à 10 millions de dollars dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995–1996 (par sous-catégories où la CUQ se classe deuxième)

A Catégorie et sous-catégorie	B CUQ	C CUM	D Autres	E Province
3. Services de transport et de communication				
Frais de déplacement				
3.01 Employés publics	7 127 421$	3 936 184$	11 776 738$	22 840 343$
Frais de poste et de transport				
3.11 Fret, messagerie et autres frais de transport	6 097 593$	3 414 745$	8 308 742$	17 821 080$
4. Services professionnels, administratifs et autres				
Services professionnels et administratifs				
4.05 Services professionnels liés à la comptabilité et à l'administration	28 879 364$	63 463 744$	9 251 939$	101 595 046$
Services divers				
4.99 Autres	7 219 429$	3 112 084$	8 262 595$	18 594 107$
6. Loyers				
Immeubles et terrains				
6.70 Équipement pour traitement informatique – logiciels	4 141 467$	6 051 102$	3 527 603$	13 720 173$
7. Fournitures et approvisionnements				
7.76 Livres, cartes et autres publications	3 981 684$	2 480 177$	5 552 836$	12 014 696$
10. Dépenses de transfert				
Gouvernements municipaux généraux				
10.58 En lieu de taxes foncières sur les immeubles gouvernementaux	4 941 079$	5 219 240$	4 141 139$	14 301 458$

Compilation des auteurs.

A. Catégories et sous-catégories de dépenses (les catégories sont inscrites afin de préciser la nature des dépenses effectuées dans les sous-catégories).
B. Dépenses réelles de la Communauté urbaine de Québec (ministères et organismes budgétaires).
C. Dépenses réelles de la Communauté urbaine de Montréal (ministères et organismes budgétaires).
D. Dépenses réelles des autres territoires que les communautés urbaines de Québec et de Montréal (ministères et organismes budgétaires).
E. Total provincial des dépenses réelles, soit la somme des colonnes B, C et D.

TABLEAU 25

Proportion des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec supérieures à 10 millions de dollars dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par sous-catégories où la CUQ se classe deuxième)

A Catégorie et sous-catégorie	B CUQ	C CUM	D Autres	E Province
3. Services de transport et de communication				
Frais de déplacement				
3.01 Employés publics	31,2%	17,2%	51,6%	100%
Frais de poste et de transport				
3.11 Fret, messagerie et autres frais de transport	34,2%	19,2%	46,6%	100%
4. Services professionnels, administratifs et autres				
Services professionnels et administratifs				
4.05 Services professionnels liés à la comptabilité et à l'administration	28,4%	62,5%	9,1%	100%
Services divers				
4.99 Autres	38,8%	16,7%	44,4%	100%
6. Loyers				
Immeubles et terrains				
6.70 Équipement pour traitement informatique – logiciels	30,2%	44,1%	25,7%	100%
7. Fournitures et approvisionnements				
7.76 Livres, cartes et autres publications	33,1%	20,6%	46,2%	100%
10. Dépenses de transfert				
Gouvernements municipaux généraux				
10.58 En lieu de taxes foncières sur les immeubles gouvernementaux	34,5%	36,5%	29,0%	100%

Compilation des auteurs.

A. Catégories et sous-catégories de dépenses (les catégories sont inscrites afin de préciser la nature des dépenses effectuées dans les sous-catégories).
B. Proportion des dépenses réelles de la Communauté urbaine de Québec (ministères et organismes budgétaires).
C. Proportion des dépenses réelles de la Communauté urbaine de Montréal (ministères et organismes budgétaires).
D. Proportion des dépenses réelles des autres territoires que les communautés urbaines de Québec et de Montréal (ministères et organismes budgétaires).
E. Proportion provinciale des dépenses réelles, soit la somme des colonnes B, C et D.

Enfin, les sous-catégories de dépenses budgétaires supérieures à 10 millions de dollars où, toujours en 1995-1996, la CUQ occupait le troisième et dernier rang pour la part relative des montants déboursés sur son territoire sont au nombre de 18. Ce sont les suivantes: la rémunération régulière pour le personnel occasionnel; les services professionnels liés à la construction; les services professionnels juridiques; les services professionnels de santé et de bien-être social; les services professionnels – administration et personnel de soutien; les services d'impression; les services liés à l'environnement; les travaux d'entretien et de réparation des routes, ponts et tunnels; les travaux d'entretien et de réparation du matériel informatique et bureautique; les loyers pour les équipements de construction, de mines, de terrassement et d'entretien des routes; les loyers pour les équipements de télécommunications et de détection; les achats de matériel de construction et d'entreprises du bâtiment; les achats de produits chimiques; l'approvisionnement en carburants, lubrifiants, huiles et cires; les achats d'électricité; les achats de véhicules à effet de sol, de véhicules moteurs et de remorques; les acquisitions de terrains et de parcs de stationnement, et finalement, la construction de routes, ponts et tunnels (tableaux 26 et 27).

TABLEAU 26

Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec supérieures à 10 millions de dollars dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995–1996 (par sous-catégories où la CUQ se classe troisième)

A Catégorie et sous-catégorie	B CUQ	C CUM	D Autres	E Province
2. Traitement, salaires et allocations (personnel occasionnel)				
2.01 Rémunération régulière*	85 608 444$	92 057 115$	117 415 657$	295 081 216$
4. Services professionnels, administratifs et autres				
Services professionnels et administratifs				
4.02 Services professionnels liés à la construction	3 169 285$	41 699 319$	14 806 075$	59 674 679$
4.03 Services professionnels juridiques	2 724 056$	5 275 228$	7 409 336$	15 408 619$
4. 08 Services professionnels de santé et de bien-être social	2 896 263$	4 055 740$	9 923 370$	16 875 373$
4.12 Services profess. – administration et personnel de soutien	2 220 585$	3 278 288$	5 056 624$	10 555 497$
Services divers				
4.69 Services d'impression	4 844 124$	5 699 104$	6 614 574$	17 157 802$
4.70 Environnement	149 555$	7 636 676$	3 891 993$	11 678 224$
5. Entretien et réparations				
Travaux de génie				
5.31 Routes, ponts et tunnels	5 062 252$	5 810 721$	81 555 772$	92 428 745$
Matériel et équipement				
5.91 Matériel informatique et bureautique	2 862 118$	4 055 255$	4 538 383$	11 455 756$
6. Loyers				
Immeubles et terrains				
6.38 Équip. pour constr., mines, terrassement et entretien des routes	195 309$	573 260$	11 637 077$	12 405 646$
6.58 Équipements de télécommunications et de détection	661 926$	7 390 340$	2 432 502$	10 484 768$
7. Fournitures et approvisionnements				
7.56 Matériel de construction et d'entreprises du bâtiment	2 294 421$	8 744 275$	13 915 638$	24 954 333$
7.68 Produits chimiques	254 743$	33 186 930$	3 191 993$	36 633 665$
7.91 Carburants, lubrifiants, huiles et cires	176 707$	10 792 017$	5 625 898$	16 594 622$
7.98 Électricité (énergie)	94 989$	11 549 160$	1 608 735$	13 252 884$
8. Matériel et équipement				
8.23 Véhicules à effet de sol, véhicules moteurs et remorques	419 461$	1 081 162$	16 995 006$	18 495 629$
9. Immobilisations (terrains, immeubles et travaux de génie)				
Acquisition d'immeubles et de terrains				
9.05 Terrains et parcs de stationnement	280 382$	1 163 006$	9 884 130$	11 327 518$
Construction d'immeubles				
9.81 Routes, ponts et tunnels	21 999 678$	47 170 903$	245 976 129$	315 146 710$

Compilation des auteurs.

A. Catégories et sous-catégories de dépenses (les catégories sont inscrites afin de préciser la nature des dépenses effectuées dans les sous-catégories).

B. Dépenses réelles de la Communauté urbaine de Québec (ministères et organismes budgétaires).

C. Dépenses réelles de la Communauté urbaine de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

D. Dépenses réelles des autres territoires que les communautés urbaines de Québec et de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

E. Total provincial des dépenses réelles, soit la somme des colonnes B, C et D.

* Les montants sont estimés à partir du nombre d'employés réguliers et occasionnels travaillant au 31 mars 1996 sur le territoire multiplié par le traitement moyen provincial au 31 mars 1995.

TABLEAU 27

Proportion des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec supérieures à 10 millions de dollars dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par sous-catégories où la CUQ se classe troisième)

A Catégorie et sous-catégorie	B CUQ	C CUM	D Autres	E Province
2. Traitement, salaires et allocations (personnel occasionnel)				
2.01 Rémunération régulière*	29,0 %	31,2 %	39,8 %	100 %
4. Services professionnels, dministratifs et autres				
Services professionnels et administratifs				
4.02 Services professionnels liés à la construction	5,3 %	69,9 %	24,8 %	100 %
4.03 Services professionnels juridiques	17,7 %	34,2 %	48,1 %	100 %
4. 08 Services professionnels de santé et de bien-être social	17,2 %	24,0 %	58,8 %	100 %
4.12 Services profess. – administration et personnel de soutien	21,0 %	31,1 %	47,9 %	100 %
Services divers				
4.69 Services d'impression	28,2 %	33,2 %	38,6 %	100 %
4.70 Environnement	1,3 %	65,4 %	33,3 %	100 %
5. Entretien et réparations				
Travaux de génie				
5.31 Routes, ponts et tunnels	5,5 %	6,3 %	88,2 %	100 %
Matériel et équipement				
5.91 Matériel informatique et bureautique	25,0 %	35,4 %	39,6 %	100 %
6. Loyers				
Immeubles et terrains				
6.38 Équip. pour constr., mines, terrassement et entretien des routes	1,6 %	4,6 %	93,8 %	100 %
6.58 Équipements de télécommunications et de détection	6,3 %	70,5 %	23,2 %	100 %
7. Fournitures et approvisionnements				
7.56 Matériel de construction et d'entreprises du bâtiment	9,2 %	35,0 %	55,8 %	100 %
7.68 Produits chimiques	0,7 %	90,6 %	8,7 %	100 %
7.91 Carburants, lubrifiants, huiles et cires	1,1 %	65,0 %	33,9 %	100 %
7.98 Électricité (énergie)	0,7 %	87,1 %	12,1 %	100 %
8. Matériel et équipement				
8.23 Véhicules à effet de sol, véhicules moteurs et remorques	2,3 %	5,8 %	91,9 %	100 %
9. Immobilisations (terrains, immeubles et travaux de génie)				
Acquisition d'immeubles et de terrains				
9.05 Terrains et parcs de stationnement	2,5 %	10,3 %	87,3 %	100 %
Construction d'immeubles				
9.81 Routes, ponts et tunnels	7,0 %	15,0 %	78,1 %	100 %

Compilation des auteurs.

A. Catégories et sous-catégories de dépenses (les catégories sont inscrites afin de préciser la nature des dépenses effectuées dans les sous-catégories).

B. Proportion des dépenses réelles de la Région métropolitaine de Québec (ministères et organismes budgétaires).

C. Proportion des dépenses réelles de la Région métropolitaine de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

D. Proportion des dépenses réelles des autres territoires que les communautés urbaines de Québec et de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

E. Proportion provinciale des dépenses réelles, soit la somme des colonnes B, C et D.

* Les montants sont estimés à partir du nombre d'employés réguliers et occasionnels travaillant au 31 mars 1996 sur le territoire multiplié par le traitement moyen provincial au 31 mars 1995.

3.3.2 Le territoire de la Région métropolitaine de Québec[14]

Au cours de l'année financière 1995-1996, la RMQ s'est, tout comme la CUQ, classée première dans 12 sous-catégories de dépenses (sur un total de 37 de plus de 10 millions de dollars) quant à la proportion provinciale des montants déboursés sur son territoire par les ministères et organismes budgétaires du gouvernement du Québec. Les sous-catégories de dépenses où elle détient la première position ne sont toutefois pas exactement les mêmes que dans la CUQ. Ce sont les suivantes: la rémunération pour le personnel régulier; la poste; le téléphone; les services professionnels de perfectionnement; la protection de la forêt; le traitement informatique; la main-d'œuvre informatique; les services divers – autres; les loyers d'édifices à bureaux, de palais de justice et d'institutions pénales; les loyers d'entrepôts, de garages et de bâtisses d'exploitation; les fournitures de bureau; les équipements pour le traitement automatisé de l'information à usage général. En fait, par rapport au territoire de la CUQ, la RMQ perd la première place pour une seule sous-catégorie de dépenses, soit les services professionnels de génie, et cela au profit de la RMM. Toutefois, la RMQ fait un gain à l'endroit de la sous-catégorie de dépenses des services divers – autres (notamment composée de dépenses pour des services informatiques) où elle prend la première position au détriment des autres territoires. Pour le reste, les rangs respectifs demeurent les mêmes (tableaux 28 et 29).

Par ailleurs, les sous-catégories de dépenses budgétaires où, pendant l'année 1995-1996, la RMQ s'est classée deuxième pour la part relative des montants déboursés sur son territoire se chiffrent à huit au total, soit une de plus que dans le cas de la CUQ. Les sous-catégories où la RMQ occupe le deuxième rang sont les suivantes: les frais de déplacement des employés publics; le fret, la messagerie et les autres frais de transport; les services professionnels de génie; les services professionnels liés à la comptabilité et à l'administration; les travaux d'entretien et de réparation des routes, ponts et tunnels; les loyers liés à l'équipement pour le traitement informatique – les logiciels; livres, cartes et autres publications; les paiements tenant lieu de taxes foncières sur les immeubles gouvernementaux. Par rapport au territoire de la CUQ, la RMQ se trouve en deuxième position, plutôt qu'en première, pour ce qui est des services professionnels de génie. Toutefois, elle se taille la deuxième place plutôt que la dernière, en ce qui concerne les travaux d'entretien et de réparation des routes, ponts et tunnels. Les rangs demeurent les mêmes pour les autres sous-catégories de dépenses (tableaux 30 et 31).

14. Les annexes I et J présentent sous forme de tableau de synthèse les données par sous-catégories de 10 millions de dollars et plus pour les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et les autres territoires en 1995-1996.

TABLEAU 28

Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec supérieures à 10 millions de dollars dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par sous-catégories où la RMQ se classe première)

A Catégorie et sous-catégorie	B RMQ	C RMM	D Autres	E Province
1. Traitements, salaires et allocations (personnel régulier)				
1.01 Rémunération régulière*	860 669 802$	349 878 991$	576 489 523$	1 787 038 316$
3. Services de transport et de communication				
Frais de poste et de transport				
3.10 Poste	17 926 898$	2 123 707$	4 451 088$	24 501 693$
Communication				
3.20 Téléphone	16 254 047$	9 367 713$	15 816 386$	41 438 145$
4. Services professionnels, administratifs et autres				
Services professionnels et administratifs				
4.10 Services professionnels de perfectionnement	5 303 304$	4 166 360$	3 401 073$	12 870 736$
Services divers				
4.67 Protection de la forêt	51 852 271$	1 759 258$	11 871 676$	65 483 205$
4.91 Traitement informatique	10 464 579$	7 780 524$	8 329 849$	26 574 952$
4.92 Main-d'œuvre informatique	18 396 221$	2 851 147$	913 778$	22 161 146$
4.99 Autres	7 807 035$	3 860 737$	6 926 336$	18 594 107$
6. Loyers				
Immeubles et terrains				
6.01 Édifices à bureaux, palais de justice et institutions pénales**	179 881 548$	87 796 940$	160 357 167$	428 035 654$
6.02 Entrepôts, garages et bâtisses d'exploitation	23 986 686$	11 483 809$	18 657 816$	54 128 311$
7. Fournitures et approvisionnements				
7.75 Fournitures de bureau	5 915 622$	3 843 513$	4 195 391$	13 954 526$
8. Matériel et équipement				
8.70 Équip. pour le trait. auto. de l'information à usage général	29 018 713$	21 891 150$	6 812 578$	57 722 440$

Compilation des auteurs.

A. Catégories et sous-catégories de dépenses (les catégories sont inscrites afin de préciser la nature des dépenses effectuées dans les sous-catégories).

B. Dépenses réelles de la Région métropolitaine de Québec (ministères et organismes budgétaires).

C. Dépenses réelles de la Région métropolitaine de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

D. Dépenses réelles des autres territoires que les régions métropolitaines de Québec et de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

E. Total provincial des dépenses réelles, soit la somme des colonnes B, C et D.

* Les montants sont estimés à partir du nombre d'employés réguliers et occasionnels travaillant au 31 mars 1996 sur le territoire multiplié par le traitement moyen provincial au 31 mars 1995.

** Un montant de 14 321 977$ versé au Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger (FOGIQUE) a été soustrait de cette sous-catégorie puisqu'il est dépensé à l'extérieur du Québec mais compilé dans ce territoire.

TABLEAU 29

Proportion des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec supérieures à 10 millions de dollars dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995–1996 (par sous-catégories où la RMQ se classe première)

A Catégorie et sous-catégorie	B RMQ	C RMM	D Autres	E Province
1. Traitements, salaires et allocations (personnel régulier)				
1.01 Rémunération régulière*	48,2%	19,6%	32,3%	100%
3. Services de transport et de communication				
Frais de poste et de transport				
3.10 Poste	73,2%	8,7%	18,2%	100%
Communication				
3.20 Téléphone	39,2%	22,6%	38,2%	100%
4. Services professionnels, administratifs et autres				
Services professionnels et administratifs				
4.10 Services professionnels de perfectionnement	41,2%	32,4%	26,4%	100%
Services divers				
4.67 Protection de la forêt	79,2%	2,7%	18,1%	100%
4.91 Traitement informatique	39,4%	29,3%	31,3%	100%
4.92 Main-d'œuvre informatique	83,0%	12,9%	4,1%	100%
4.99 Autres	42,0%	20,8%	37,3%	100%
6. Loyers				
Immeubles et terrains				
6.01 Édifices à bureaux, palais de justice et institutions pénales**	42,0%	20,5%	37,5%	100%
6.02 Entrepôts, garages et bâtisses d'exploitation	44,3%	21,2%	34,5%	100%
7. Fournitures et approvisionnements				
7.75 Fournitures de bureau	42,4%	27,5%	30,1%	100%
8. Matériel et équipement				
8.70 Équip. pour le trait. auto. de l'information à usage général	50,3%	37,9%	11,8%	100%

Compilation des auteurs.

A. Catégories et sous-catégories de dépenses (les catégories sont inscrites afin de préciser la nature des dépenses effectuées dans les sous-catégories).

B. Proportion des dépenses réelles de la Région métropolitaine de Québec (ministères et organismes budgétaires).

C. Proportion des dépenses réelles de la Région métropolitaine de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

D. Proportion des dépenses réelles des autres territoires que les régions métropolitaines de Québec et de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

E. Proportion provinciale des dépenses réelles, soit la somme des colonnes B, C et D.

* Les montants sont estimés à partir du nombre d'employés réguliers et occasionnels travaillant au 31 mars 1996 sur le territoire multiplié par le traitement moyen provincial au 31 mars 1995.

** Un montant de 14 321 977$ versé au Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger (FOGIQUE) a été soustrait de cette sous-catégorie puisqu'il est dépensé à l'extérieur du Québec mais compilé dans ce territoire.

TABLEAU 30

Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec supérieures à 10 millions de dollars dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par sous-catégories où la RMQ se classe deuxième)

A Catégorie et sous-catégorie	B RMQ	C RMM	D Autres	E Province
3. Services de transport et de communication				
Frais de déplacement				
3.01 Employés publics	7 234 434$	4 120 335$	11 485 574$	22 840 3423$
Frais de poste et de transport				
3.11 Fret, messagerie et autres frais de transport	6 163 142$	3 643 263$	8 014 675$	17 821 080$
4. Services professionnels, administratifs et autres				
Services professionnels et administratifs				
4.01 Services professionnels de génie	7 546 112$	7 834 290$	3 636 229$	19 016 631$
4.05 Services profess. liés à la comptabilité et à l'administration	29 633 139$	65 534 363$	6 427 545$	101 595 046$
5. Entretien et réparations				
Travaux de génie				
5.31 Routes, ponts et tunnels	15 192 635$	13 654 845$	63 581 265$	92 428 745$
6. Loyers				
Immeubles et terrains				
6.70 Équipement pour traitement informatique – logiciels	4 141 467$	6 057 859$	3 520 846$	13 720 173$
7. Fournitures et approvisionnements				
7.76 Livres, cartes et autres publications	4 045 438$	3 493 064$	4 476 195$	12 014 696$
10. Dépenses de transfert				
Gouvernements municipaux généraux				
10.58 En lieu de taxes foncières sur les immeubles gouv.	5 163 316$	6 159 683$	2 978 459$	14 301 458$

Compilation des auteurs.

A. Catégories et sous-catégories de dépenses (les catégories sont inscrites afin de préciser la nature des dépenses effectuées dans les sous-catégories).
B. Dépenses réelles de la Région métropolitaine de Québec (ministères et organismes budgétaires).
C. Dépenses réelles de la Région métropolitaine de Montréal (ministères et organismes budgétaires).
D. Dépenses réelles des autres territoires que les régions métropolitaines de Québec et de Montréal (ministères et organismes budgétaires).
E. Total provincial des dépenses réelles, soit la somme des colonnes B, C et D.

TABLEAU 31

Proportion des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec supérieures à 10 millions de dollars dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par sous-catégories où la RMQ se classe deuxième)

A Catégorie et sous-catégorie	B RMQ	C RMM	D Autres	E Province
3. Services de transport et de communication				
Frais de déplacement				
3.01 Employés publics	31,7%	18,0%	50,3%	100%
Frais de poste et de transport				
3.11 Fret, messagerie et autres frais de transport	34,6%	20,4%	45,0%	100%
4. Services professionnels, administratifs et autres				
Services professionnels et administratifs				
4.01 Services professionnels de génie	39,7%	41,2%	19,1%	100%
4.05 Services profess. liés à la comptabilité et à l'administration	29,2%	64,5%	6,3%	100%
5. Entretien et réparations				
Travaux de génie				
5.31 Routes, ponts et tunnels	16,4%	14,8%	68,8%	100%
6. Loyers				
Immeubles et terrains				
6.70 Équipement pour traitement informatique – logiciels	30,2%	44,2%	25,7%	100%
7. Fournitures et approvisionnements				
7.76 Livres, cartes et autres publications	33,7%	29,1%	37,3%	100%
10. Dépenses de transfert				
Gouvernements municipaux généraux				
10.58 En lieu de taxes foncières sur les immeubles gouv.	36,1%	43,1%	20,8%	100%

Compilation des auteurs.

A. Catégories et sous-catégories de dépenses (les catégories sont inscrites afin de préciser la nature des dépenses effectuées dans les sous-catégories).
B. Proportion des dépenses réelles de la Région métropolitaine de Québec (ministères et organismes budgétaires).
C. Proportion des dépenses réelles de la Région métropolitaine de Montréal (ministères et organismes budgétaires).
D. Proportion des dépenses réelles des autres territoires que les régions métropolitaines de Québec et de Montréal (ministères et organismes budgétaires).
E. Proportion provinciale des dépenses réelles, soit la somme des colonnes B, C et D.

Les sous-catégories de dépenses budgétaires où, en 1995-1996, la RMQ détenait la troisième et dernière position quant à la part relative des montants défrayés sur son territoire, étaient au nombre de 17, soit une de moins que dans la CUQ. Ces sous-catégories de dépenses étaient les suivantes: la rémunération pour le personnel occasionnel; les services professionnels liés à la construction; les services professionnels juridiques; les services professionnels de santé et de bien-être social; les services professionnels – administration et personnel de soutien; les services d'impression; les services liés à l'environnement; les travaux d'entretien et de réparation du matériel informatique et bureautique; les loyers pour les équipements de construction, de mines, de terrassement et d'entretien des routes; les loyers pour les équipements de télécommunications et de détection; les achats de matériel de construction et d'entreprises du bâtiment; les achats de produits chimiques; l'approvisionnement en carburants, lubrifiants, huiles et cires; les achats d'électricité; les achats de véhicules à effet de sol, de véhicules moteurs et de remorques; les acquisitions de terrains et de parcs de stationnement; la construction de routes, ponts et tunnels. En fait, par rapport au territoire de la CUQ, la seule grande différence que l'on observe dans la RMQ est un gain d'une position obtenu en raison de l'accroissement du montant alloué aux travaux d'entretien et de réparation des routes, ponts et tunnels (tableaux 32 et 33).

En somme, en ce qui a trait à l'analyse comparative des sous-catégories de dépenses faites par les ministères et organismes budgétaires, il apparaît que les territoires de la région de la capitale (CUQ, RMQ) récoltent une part importante des déboursés gouvernementaux liés à la rémunération du personnel régulier, aux services de transport et de communication ainsi qu'aux loyers. Cela se fait principalement au détriment de la région de Montréal et des autres territoires, pour lesquels l'ampleur de ces dépenses est moindre. Par ailleurs, le secteur des services professionnels, administratifs et autres abrite des sous-catégories de dépenses budgétaires où la région de la capitale a obtenu, en 1995-1996, des parts relatives intéressantes sur le plan provincial. Elle semble toutefois rester légèrement en deçà de la région de Montréal dans ce domaine, tout comme c'est d'ailleurs le cas pour les dépenses de transfert sous la forme de paiements tenant lieu de taxes foncières sur les immeubles gouvernementaux. Enfin, en ce qui concerne les sous-catégories de dépenses liées aux travaux d'entretien et de réparation, aux fournitures et approvisionnements ainsi qu'aux immobilisations, les ministères et organismes budgétaires dépensent sensiblement moins d'argent dans la région de la capitale qu'ailleurs. Cela se fait notamment au bénéfice de la région de Montréal pour ce qui est des fournitures et approvisionnements et davantage au profit des autres territoires pour ce qui est du reste.

Encore une fois, il faut noter que les écarts interrégionaux que l'on remarque dans les sous-catégories de dépenses budgétaires de plus de 10 millions de dollars dépendent d'une multitude de facteurs. Si certains apparaissent plutôt incontournables, d'autres reflètent probablement davantage le dynamisme des économies régionales. À l'intérieur d'une perspective de développement social et économique, il est tentant de considérer les ministères et organismes budgétaires du gouvernement comme de stricts pourvoyeurs de ressources pour les régions. Il faut aussi les voir comme de grands décideurs et de grands consommateurs institutionnels qui sont à la recherche des meilleurs biens et services leur permettant en retour d'acquitter avec efficacité et équité leur mission générale de service public.

TABLEAU 32

Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec supérieures à 10 millions de dollars dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par sous-catégories où la RMQ se classe troisième)

A Catégorie et sous-catégorie	B RMQ	C RMM	D Autres	E Province
2. Traitements, salaires et allocations (personnel occasionnel)				
2.01 Rémunération régulière*	85 608 444$	92 057 115$	117 415 657$	295 081 216$
4. Services professionels, administratifs et autres				
Services professionels et administratifs				
4.02 Services professionnels liés à la construction	3 533 992$	48 201 474$	7 939 213$	59 674 679$
4.03 Services professionnels juridiques	2 934 071$	6 478 133$	5 996 416$	15 408 619$
4.08 Services professionnels de santé et de bien-être social	3 447 691$	5 141 698$	8 285 984$	16 875 373$
4.12 Services profess. – administration et personnel de soutien	2 492 479$	4 341 952$	3 721 066$	10 555 497$
Services divers				
4.69 Services d'impression	5 132 457$	6 628 944$	5 396 401$	17 157 802$
4.70 Environnement	169 736$	9 325 523$	2 182 965$	11 678 224$
5. Entretien et réparations				
Matériel et équipement				
5.91 Matériel informatique et bureautique	2 862 118$	4 188 495$	4 405 143$	11 455 756$
6 Loyers				
Immeubles et terrains				
6.38 Équip. pour constr., mines, terrassement et entretien des routes	1 208 844$	1 835 591$	9 361 211$	12 405 646$
6.58 Équipements de télécommunications et de détection	662 112$	7 399 527$	2 423 129$	10 484 768$
7. Fournitures et approvisionnements				
7.56 Matériel de construction et d'entreprises du bâtiment	3 582 032$	10 673 417$	10 698 885$	24 954 333$
7.68 Produits chimiques	306 755$	33 339 106$	2 987 805$	36 633 665$
7.91 Carburants, lubrifiants, huiles et cires	252 604$	10 802 941$	5 539 077$	16 594 622$
7.98 Électricité (énergie)	559 955$	11 581 957$	1 110 972$	13 252 884$
8. Matériel et équipement				
8.23 Véhicules à effet de sol, véhicules moteurs et remorques	1 254 728$	1 365 652$	15 875 249$	18 495 629$
9. Immobilisations (terrains, immeubles et travaux de génie)				
Acquisition d'immeubles et de terrrains				
9.05 Terrains et parcs de stationnement	668 506$	2 413 533$	8 245 479$	11 327 518$
Construction d'immeubles				
9.81 Routes, ponts et tunnels	48 069 488$	98 983 641$	168 093 581$	315 146 710$

Compilation des auteurs.

A. Catégories et sous-catégories de dépenses (les catégories sont inscrites afin de préciser la nature des dépenses effectuées dans les sous-catégories).

B. Dépenses réelles de la Région métropolitaine de Québec (ministères et organismes budgétaires).

C. Dépenses réelles de la Région métropolitaine de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

D. Dépenses réelles des autres territoires que les régions métropolitaines de Québec et de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

E. Total provincial des dépenses réelles, soit la somme des colonnes B, C et D.

* Les montants sont estimés à partir du nombre d'employés réguliers et occasionnels travaillant au 31 mars 1996 sur le territoire multiplié par le traitement moyen provincial au 31 mars 1995.

TABLEAU 33

Proportion des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec supérieures à 10 millions de dollars dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par sous-catégories où la RMQ se classe troisième)

A Catégorie et sous-catégorie	B RMQ	C RMM	D Autres	E Province
2. Traitements, salaires et allocations (personnel occasionnel)				
2.01 Rémunération régulière*	29,0%	31,2%	39,8%	100%
4. Services professionels, administratifs et autres				
Services professionels et administratifs				
4.02 Services professionnels liés à la construction	5,9%	80,8%	13,3%	100%
4.03 Services professionnels juridiques	19,0%	42,0%	38,9%	100%
4.08 Services professionnels de santé et de bien-être social	20,4%	30,5%	49,1%	100%
4.12 Services profess. – administration et personnel de soutien	23,6%	41,1%	35,3%	100%
Services divers				
4.69 Services d'impression	29,9%	38,6%	31,5%	100%
4.70 Environnement	1,5%	79,9%	18,7%	100%
5. Entretien et réparations				
Matériel et équipement				
5.91 Matériel informatique et bureautique	25,0%	36,6%	38,5%	100%
6. Loyers				
Immeubles et terrains				
6.38 Équip. pour constr., mines, terrassement et entretien des routes	9,7%	14,8%	75,5%	100%
6.58 Équipements de télécommunications et de détection	6,3%	70,6%	23,1%	100%
7. Fournitures et approvisionnements				
7.56 Matériel de construction et d'entreprises du bâtiment	14,4%	42,8%	42,9%	100%
7.68 Produits chimiques	0,8%	91,0%	8,2%	100%
7.91 Carburants, lubrifiants, huiles et cires	1,5%	65,1%	33,4%	100%
7.98 Électricité (énergie)	4,2%	87,4%	8,4%	100%
8. Matériel et équipement				
8.23 Véhicules à effet de sol, véhicules moteurs et remorques	6,8%	7,4%	85,8%	100%
9. Immobilisations (terrains, immeubles et travaux de génie)				
Acquisition d'immeubles et de terrrains				
9.05 Terrains et parcs de stationnement	5,9%	21,3%	72,8%	100%
Construction d'immeubles				
9.81 Routes, ponts et tunnels	15,3%	31,4%	53,3%	100%

Compilation des auteurs.

A. Catégories et sous-catégories de dépenses (les catégories sont inscrites afin de préciser la nature des dépenses effectuées dans les sous-catégories).

B. Proportion des dépenses réelles de la Région métropolitaine de Québec (ministères et organismes budgétaires).

C. Proportion des dépenses réelles de la Région métropolitaine de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

D. Proportion des dépenses réelles des autres territoires que les régions métropolitaines de Québec et de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

E. Proportion provinciale des dépenses réelles, soit la somme des colonnes B, C et D.

* Les montants sont estimés à partir du nombre d'employés réguliers et occasionnels travaillant au 31 mars 1996 sur le territoire multiplié par le traitement moyen provincial au 31 mars 1995.

3.3.3 Des secteurs prometteurs pour l'économie de la capitale

À la suite de la description et de l'analyse comparative des dépenses des ministères et organismes budgétaires, et compte tenu des nombreux facteurs qui sont de nature à en expliquer les variations régionales, il n'est pas facile, à première vue, de définir clairement les secteurs d'activité qui semblent les plus prometteurs, en termes de développement économique et de création d'emplois, pour la région de la capitale. Cela est d'autant plus vrai que l'on ne possède qu'un «cliché» des dépenses gouvernementales, soit celui de l'année financière 1995-1996. Toutefois, à la lumière d'une lecture approfondie des données, il nous apparaît que les secteurs d'activité qui ont le plus grand potentiel de développement dans la région sont ceux que l'on trouve essentiellement dans la catégorie de dépenses des services professionnels, administratifs et autres, et ce, malgré le fait que d'autres sous-catégories de dépenses, étrangères à cette catégorie, pourraient faire l'objet d'éventuelles stratégies de développement.

Le premier secteur d'activité qui représente un potentiel intéressant pour la région de la capitale est celui que l'on pourrait appeler les «services professionnels à caractère administratif», c'est-à-dire les différents services professionnels qui viennent soutenir les ministères et les organismes dans leurs rôles d'élaboration, de gestion et d'évaluation des politiques et des programmes gouvernementaux. Les services professionnels généralement associés à ce secteur d'activité sont assez nombreux. Sur la base des données mises en relief dans cette étude, ils comprennent notamment les services professionnels juridiques, les services professionnels liés à la comptabilité et à l'administration, les services professionnels liés aux relations de travail, les services professionnels de perfectionnement ainsi que les services professionnels de soutien administratif, soit des sous-catégories de dépenses pour lesquelles les ministères et organismes budgétaires déboursent annuellement autour de 142 millions de dollars au Québec, et pour lesquelles la région de la capitale n'accapare que 29% du marché gouvernemental, soit un peu plus de 41 millions en 1995-1996. Le secteur des services professionnels à caractère administratif est un secteur en plein essor depuis quelques années. C'est aussi un secteur pour lequel les perspectives semblent très bonnes à long terme. À un moment où les ministères et organismes recourent de plus en plus à des fournisseurs externes de services professionnels pour les soutenir dans leurs activités, il n'y a pas de raison particulière pour que les entreprises privées ayant leur place d'affaires dans la région de la capitale ne soient pas en mesure d'accroître leur part de marché dans ce domaine (tableau 34).

Le deuxième secteur d'activité qui offre un bon potentiel de développement est celui des services informatiques. Ce secteur comprend notamment le traitement et la main-d'œuvre informatiques, le matériel et les logiciels informatiques et bureautiques ainsi que les équipements liés à ce domaine. Au total, c'est plus de 139 millions de dollars que les ministères et organismes budgétaires dépensaient dans ce secteur au Québec en 1995-1996. De ce montant, environ 66 millions de dollars, soit 48%, revenaient à des fournisseurs de services situés sur le territoire de la RMQ. Le potentiel de ce domaine représente donc beaucoup plus que cette part de marché gouvernemental, et ce sans compter la place croissante qu'occupent ces nouvelles technologies dans la gestion publique. Il est d'ailleurs à souligner que, dans son plan stratégique de développement 1993-1998, le Conseil régional de concertation et de développement de la région de Québec (CRCDQ) désignait nommément l'industrie du logiciel et de la technologie de l'information comme des secteurs prometteurs pour l'économie régionale[15]. Les données de notre étude permettent aujourd'hui d'en mesurer plus concrètement le potentiel (tableau 34).

15. Conseil régional de concertation et de développement de la région de Québec, Planification stratégique de développement de la région de Québec, 1993-1998, 1994, p. 30.

TABLEAU 34

Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec en 1995-1996 dans quatre secteurs jugés prometteurs pour l'économie de la région de la capitale

SECTEUR DES SERVICES PROFESSIONNELS À CARACTÈRE ADMINISTRATIF

SOUS-SECTEUR	RMQ		RMM		AUTRES		PROVINCE
Services professionnels juridiques	2 934 000$	19,0%	6 478 000$	42,0%	5 996 000$	38,9%	15 408 000$
Services professionnels liés à la comptabilité et à l'administration	29 633 000$	29,2%	65 534 000$	64,5%	6 428 000$	6,3%	101 595 000$
Services professionnels liés aux relations de travail	724 000$	49,4%	689 000$	47,0%	52 000$	3,5%	1 465 000$
Services professionnels de perfectionnement	5 303 000$	41,2%	4 166 000$	32,4%	3 401 000$	26,4%	12 870 000$
Services professionnels – administration et personnel de soutien	2 492 000$	23,6%	4 342 000$	41,1%	3 721 000$	35,3%	10 555 000$
Total	41 086 000$	29,0%	81 209 000$	57,2%	19 598 000$	13,8%	141 893 000$

SECTEUR DES SERVICES INFORMATIQUES ET BUREAUTIQUES

SOUS-SECTEUR	RMQ		RMM		AUTRES		PROVINCE
Traitement informatique	10 465 000$	39,4%	7 781 000$	29,3%	8 330 000$	31,3%	26 576 000$
Main-d'œuvre informatique	18 396 000$	83,0%	2 851 000$	12,9%	914 000$	4,1%	22 161 000$
Matériel informatique et bureautique	2 862 000$	25,0%	4 188 000$	36,6%	4 405 000$	38,5%	11 455 000$
Logiciels informatique et bureautique	252 000$	5,6%	1 231 000$	27,4%	3 006 000$	67,0%	4 489 000$
Équipement pour traitement informatique – logiciels (loyers)	4 141 000$	30,2%	6 058 000$	44,2%	3 521 000$	25,7%	13 720 000$
Équipement pour le traitement auto. de l'information à usage général (catégorie 7)	1 246 000$	37,6%	1 309 000$	39,5%	756 000$	22,8%	3 311 000$
Équipement pour le traitement auto. de l'information à usage général (catégorie 8)	29 019 000$	50,3%	21 891 000$	37,9%	6 813 000$	11,8%	57 723 000$
Total	66 381 000$	47,6%	45 309 000$	32,5%	27 745 000$	19,9%	139 435 000$

SECTEUR DES COMMUNICATIONS PUBLIQUES

SOUS-SECTEUR	RMQ		RMM		AUTRES		PROVINCE
Publications d'informations	2 069 000$	61,8%	511 000$	15,3%	768 000$	22,9%	3 348 000$
Publicité et information dans les journaux et revues	3 074 000$	41,9%	1 949 000$	26,5%	2 318 000$	31,6%	7 341 000$
Publicité et information à la radio	330 000$	43,4%	161 000$	21,2%	269 000$	35,4%	760 000$
Publicité et information à la télévision	480 000$	36,8%	435 000$	33,3%	390 000$	29,9%	1 305 000$
Publications	6 039 000$	69,0%	1 531 000$	17,5%	1 179 000$	13,5%	8 749 000$
Services liés à la publicité	2 754 000$	33,4%	3 148 000$	38,2%	2 334 000$	28,3%	8 236 000$
Promotion	529 000$	26,2%	937 000$	46,3%	555 000$	27,4%	2 021 000$
Services liés à l'audiovisuel et aux arts graphiques	2 143 000$	62,7%	797 000$	23,3%	479 000$	14,0%	3 419 000$
Transcription de la presse électronique	128 000$	19,0%	537 000$	79,9%	7 000$	1,0%	672 000$
Services d'impression	5 132 000$	29,9%	6 629 000$	38,6%	5 396 000$	31,4%	17 157 000$
Livres, cartes et autres publications (catégorie 7)	4 045 000$	33,7%	3 493 000$	29,1%	4 476 000$	37,3%	12 014 000$
Total	26 723 000$	41,1%	20 128 000$	31,0%	18 171 000$	27,9%	65 022 000$

SECTEUR DES SERVICES LIÉS À L'ENVIRONNEMENT

SOUS-SECTEUR	RMQ		RMM		AUTRES		PROVINCE
Protection de la forêt	51 852 000$	79,2%	1 759 000$	2,7%	11 872 000$	18,1%	65 483 000$
Environnement	170 000$	1,5%	9 326 000$	79,9%	2 183 000$	18,7%	11 679 000$
Total	52 022 000$	67,4%	11 085 000$	14,4%	14 055 000$	18,2%	77 162 000$
Total	**186 212 000$**	**44,0%**	**157 731 000$**	**37,2%**	**79 569 000$**	**18,8%**	**423 512 000$**

Compilation des auteurs (les données sont arrondies).

Le troisième secteur d'activité à exploiter est différent mais en même temps complémentaire aux deux premiers. Il s'agit des différents produits et services que l'on pourrait regrouper sous l'appellation des «communications publiques». Parmi ces biens et services, on trouve tout ce qui se rattache aux publications, à la publicité, à l'information et à la promotion. On trouve aussi les services liés à l'audiovisuel et aux arts graphiques, l'impression ainsi que les livres, cartes et autres publications. Les dépenses budgétaires gouvernementales dans ce secteur s'élevaient au total à un peu plus de 65 millions de dollars en 1995-1996. De ce montant, les entreprises de la région de la capitale obtenaient 41% de la valeur des contrats, soit près de 27 millions. Il s'agit là d'un secteur qui, avec celui de la technologie de l'information et des communications, devrait, semble-t-il, être étroitement associé au statut de capitale et aux fonctions «gouvernementales». Ce secteur est, de plus, intimement lié aux fonctions culturelle et symbolique d'une capitale, fonctions qu'entend également promouvoir et développer le CRCDQ dans son plan stratégique[16] (tableau 34).

À ces trois secteurs qui offrent un excellent potentiel de développement pour les entreprises de la région de Québec, nous pourrions aussi ajouter le secteur de l'environnement (incluant la protection de la forêt). Ce secteur a permis d'accorder pour plus de 77 millions de dollars de contrats gouvernementaux au Québec en 1995-1996, strictement pour les ministères et organismes budgétaires. Si la région de la capitale faisait très bonne figure dans les services liés à la protection de la forêt, en retenant plus de 77% des montants dépensés, elle ne réussissait cependant qu'à capter à peine 150 000$, soit 1,5%, des montants déboursés au chapitre des services en matière d'environnement dont la valeur s'élevait à 12 millions de dollars. Il s'agit pourtant encore là d'un secteur où, toujours selon le CRCDQ, «la région de Québec est bien placée»[17], compte tenu de son expertise dans le domaine des biotechnologies (tableau 34).

En somme, tous ces renseignements montrent que la région de la capitale tire largement profit de la présence du siège du gouvernement à Québec en ce sens qu'elle a su se tailler une place enviable dans l'offre générale de biens et services aux organisations publiques. Les données de l'étude indiquent cependant, et ce pour la première fois de façon détaillée et chiffrée, que les entreprises privées de la région de la capitale ne tirent pas toujours pleinement profit du potentiel de développement et de diversification économiques que représentent d'autres types d'achats de biens et de services par le gouvernement. Sans en épuiser la liste, nous en avons relevé quatre qui, selon nous, sont fort probablement à portée de main et étroitement liés aux fonctions d'une capitale. Ces secteurs porteurs pourraient devenir, croyons-nous, autant de grappes industrielles et commerciales synergiques sur lesquelles pourraient s'appuyer les stratégies de développement économique, présentes et futures, de la capitale.

16. Ibid., p. 60-61.

17. Ibid., p. 30.

CONCLUSION

La présente étude montre que les ministères et organismes budgétaires du gouvernement du Québec ont fait des déboursés de plus de 1 milliard 500 millions de dollars dans la Communauté urbaine de Québec (CUQ) et dans la Région métropolitaine de Québec (RMQ) en 1995-1996. Ces ministères et organismes employaient 23 394 personnes dans la région de la capitale, soit 20 646 employés réguliers et 2 748 employés occasionnels, auxquelles ils versaient globalement un peu moins de 950 millions de dollars en salaires. Les autres catégories de dépenses les plus importantes pour les ministères et organismes budgétaires dans la RMQ étaient, en 1995-1996, les loyers (214 millions), les services professionnels, administratifs et autres (172 millions), les services de transport et de communication (76 millions) ainsi que les immobilisations (51 millions).

Les données mises en relief nous apprennent par ailleurs que, toujours en 1995-1996, on trouvait, dans le système comptable gouvernemental, 37 sous-catégories de dépenses budgétaires pour lesquelles les totaux provinciaux étaient supérieurs à 10 millions de dollars. L'analyse de ces sous-catégories de dépenses, qui représentent à elles seules autour de 90% des déboursés gouvernementaux totaux, montre que la région de la capitale se classe première dans plus de 30% d'entre elles quant à la part relative qu'elle détient à l'échelle provinciale. Elle occupe le deuxième rang dans environ 20% de ces sous-catégories, tandis que la troisième place lui revient dans un peu moins de 50% d'entre elles.

Les sous-catégories de dépenses où l'économie régionale récolte la plus grande part des montants déboursés par les ministères et organismes budgétaires comprennent notamment la rémunération du personnel régulier, les services professionnels de perfectionnement, les services de protection de la forêt, les services de traitement informatique, les services de main-d'œuvre informatique, les fournitures de bureau ainsi que les équipements informatiques. Parmi les sous-catégories de dépenses où l'économie régionale se taille la deuxième place figurent les services professionnels de génie, les services professionnels liés à la comptabilité et à l'administration ainsi que les paiements tenant lieu de taxes foncières sur les immeubles gouvernementaux. Enfin, les sous-catégories de dépenses où l'économie régionale se classe dernière comptent entre autres la rémunération pour le personnel occasionnel, les services professionnels liés à la construction, les services professionnels juridiques, les services professionnels de santé et de bien-être social, les services professionnels de soutien administratif, les services d'impression, les services liés à l'environnement et les travaux d'entretien et de réparation du matériel informatique et bureautique.

La contribution de l'étude à la connaissance des dépenses budgétaires gouvernementales est triple. Elle est d'abord d'ordre méthodique en ce sens que l'étude fait initialement le point sur les méthodes utilisées dans les travaux antérieurs et propose ensuite une méthode originale et fiable, afin de décortiquer et de comparer les dépenses gouvernementales sous un angle régional. En fait, si des efforts aussi importants ont été consacrés aux aspects méthodiques de notre mandat, c'est qu'il nous est apparu impératif de bien camper et de bien expliciter nos paramètres de façon à faire une interprétation éclairée et nuancée des nombreuses données recueillies. Aussi, si un tel travail devait être poursuivi à des fins comparatives pour d'autres années, la méthode mise sur pied ici pourrait servir de modèle et être ainsi utilisée à profit.

Sa contribution est, deuxièmement, d'ordre informatif. L'étude documente en effet un côté méconnu de la structure des dépenses gouvernementales, notamment du point de vue de la dynamique des économies régionales, dont singulièrement celle de la région de la capitale. En ce sens, elle constitue un outil de référence additionnel précieux pour la prise de décision. À cet égard, l'étude aura montré que les dépenses gouvernementales en matière de rémunération, d'achats de biens et de services constituent toujours un apport important pour l'économie de la région de Québec, et ce, même si les perspectives de dépenses à court et à moyen terme apparaissent, compte tenu de l'état des finances publiques et de la cible du déficit zéro pour l'an 2000, moins favorables. Il appert cependant que, même en tenant compte de ce contexte plus difficile, les dépenses gouvernementales recèlent un potentiel encore largement inexploité à la disposition des petites et moyennes entreprises de la région de Québec. Parmi les secteurs à conquérir, nous en avons relevé quatre dont les dépenses budgétaires totales ont atteint plus de 400 millions de dollars en 1995-1996. Ce sont les secteurs liés aux services professionnels à caractère administratif, aux services informatiques et bureautiques, aux services en communication publique et aux services professionnels en environnement. Outre qu'il peut prendre appui sur un noyau d'entreprises déjà bien établies, le développement de ces services s'intègre bien aux caractéristiques socio-économiques et culturelles d'une capitale.

Enfin, troisièmement, la contribution de l'étude est d'ordre prospectif en ce sens qu'elle suggère de nouvelles pistes d'analyse et d'action. Nous en dégageons deux. La première consisterait à analyser plus à fond la dynamique économique de la région de la capitale, toujours en lien avec la structure des dépenses gouvernementales telle que notre étude l'a mise en lumière, mais cette fois-ci du point de vue des comportements et des stratégies des entrepreneurs privés. Il apparaît en effet que nous connaissons encore assez mal les comportements des entrepreneurs alors même que les politiques gouvernementales cherchent par différents moyens à les orienter et à les appuyer. La seconde piste consisterait, dans l'optique d'une meilleure compréhension et d'une intervention mieux dirigée, à mettre régulièrement à jour les données comptables que nous avons utilisées de façon à dégager les tendances qui marquent l'évolution des dépenses gouvernementales, à mesurer les gains et les pertes consécutifs pour l'économie de la capitale et à apprécier, ce faisant, la pertinence tout autant que l'efficacité des stratégies des acteurs, privés et publics, locaux et régionaux.

BIBLIOGRAPHIE

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE DU QUÉBEC. *Profil de localisation de l'effectif, des dirigeants et des bureaux centraux des ministères et des organismes gouvernementaux, 1992-1996*, collection Documents, numéro 1, février 1997, 55 pages.

COMMISSION D'ÉTUDE SUR LA VILLE DE QUÉBEC. *Pour faire le point, la Commission d'étude sur la Ville de Québec*, 1986, 79 pages.

COMMISSION D'ÉTUDE SUR LA VILLE DE QUÉBEC. *Rapport de la Commission d'étude sur la Ville de Québec*, 1986, 144 pages.

CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DE QUÉBEC. *Planification stratégique de développement de la région de Québec, 1993-1998*, janvier 1994, 109 pages.

COURVILLE, Léon, DAGENAIS, Marcel, NAPPI, Carmine, HUBERT, Paul, et Hassan TAGHVAI. *L'impact économique de l'ALCAN au Québec et au Saguenay/Lac-St-Jean*, 1985, 63 pages.

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE (par Germain Julien et Marcel Proulx). *L'évolution de l'emploi gouvernemental dans la capitale du Québec*, avril 1985, 45 pages.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Comptes publics 1994-1995, états financiers du gouvernement du Québec, année financière terminée le 31 mars 1995*, volume 1, 1995.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Comptes publics 1994-1995, détails des revenus, crédits et dépenses du gouvernement du Québec, année financière terminée le 31 mars 1995*, volume 2, 1995.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Comptes publics du Québec 1994-1995, états financiers des fonds spéciaux du gouvernement du Québec, année financière se terminant le 31 mars 1995*, volume 3, 1995.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Budget 1995-1996, crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1996*, 1995.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Comptes publics 1995-1996, états financiers du gouvernement du Québec, année financière terminée le 31 mars 1996*, volume 1, 1996.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Comptes publics 1995-1996, détails des revenus, crédits et dépenses du gouvernement du Québec, année financière terminée le 31 mars 1996*, volume 2, 1996.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Comptes publics du Québec 1995-1996, états financiers des fonds spéciaux du gouvernement du Québec, année financière se terminant le 31 mars 1996*, volume 3, 1996.

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE–URBANISATION (par Yves Bussières, Georges Mathews et Luc-Normand Tellier). *Étude du rôle économique de l'industrie gouvernementale dans la région de Québec*, janvier 1983, 33 pages.

OFFICE DE PLANIFICATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU QUÉBEC. *Bilan socio-économique 1986, région de Québec*, août 1987, 60 pages.

OFFICE DE PLANIFICATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU QUÉBEC. *Bilan socio-économique 1990, région de Québec*, 1991, 78 pages.

OFFICE DES RESSOURCES HUMAINES. *Portrait statistique des effectifs régulier et occasionnel de la Fonction publique du Québec, 1993-1994*, 1994, 268 pages.

OFFICE DES RESSOURCES HUMAINES. *Portrait statistique des effectifs régulier et occasionnel de la Fonction publique du Québec, 1994-1995*, 1995, 267 pages.

SECRÉTARIAT À LA CAPITALE. *Analyse des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans la région de la capitale pour l'année financière 1991-1992*, document inédit, janvier 1993.

SECRÉTARIAT À LA CAPITALE. *Étude sur les emplois du secteur public dans la région de la capitale*, août 1993, 18 pages.

SECRÉTARIAT À L'AMÉNAGEMENT ET À LA DÉCENTRALISATION (avec la collaboration de l'Office de planification et de développement du Québec et le ministère des Affaires municipales). *L'État du Québec et de sa capitale, proposition d'un cadre gouvernemental d'intervention*, 1983, 102 pages.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE DE QUÉBEC, DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES ET DU NORD DU QUÉBEC. *Bulletin régional sur le marché du travail, région de Québec*, volume 16, numéro 3, troisième trimestre, 1996, 27 pages.

UNIVERSITÉ LAVAL (par Pierre Fréchette). *Situations et tendances de l'économie de la Région métropolitaine et de la Ville de Québec*, cahiers du Centre de recherches en aménagement et développement, volume 10, numéro 2, 1986.

UNIVERSITÉ LAVAL (par Pierre Fréchette, Paul Villeneuve, Mario Boisvert et Marius Thériault). *L'impact économique et spatial de l'Université Laval dans la Région métropolitaine de Québec en 1991-92*, mars 1992, 57 pages.

VILLE DE QUÉBEC (par Jean-Paul L'Allier, maire). *Pour une véritable capitale, propositionde la Ville de Québec et de ses partenaires régionaux adressée au gouvernement duQuébec pour la mise sur pied d'une commission de la capitale*, juin 1994, 50 pages.

ANNEXE A

Liste et définitions de chacune des catégories de dépenses budgétaires du gouvernement du Québec

1. Traitements, salaires et allocations (personnel régulier)

Cette catégorie comprend la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement aux employées et employés réguliers du secteur public. Elle comprend en plus le traitement et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux ministres, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec. Elle inclut également le paiement des avantages sociaux et autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

2. Autres rémunérations (personnel occasionnel)

Cette catégorie comprend la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement aux employées et employés occasionnels ainsi qu'aux étudiantes et étudiants et au personnel saisonnier du secteur public. Elle inclut également le paiement des avantages sociaux et autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

3. Services de transport et de communication

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des individus, les frais de poste et de messagerie, les dépenses de communication, de publicité et d'information.

4. Services professionnels, administratifs et autres

Cette catégorie regroupe les achats de services suivants : a) services professionnels et administratifs ; b) honoraires et dépenses des membres de jurys, comités et commissions ; c) assurances et indemnités ; d) taxes et services gouvernementaux ; e) services divers.

5. Entretien et réparations

Cette catégorie comprend l'entretien ou la réparation du matériel, de l'équipement et des biens immobiliers effectués en vertu d'un contrat ; elle inclut également certains travaux sur les territoires forestiers ou agricoles qui s'apparentent à de l'entretien.

6. Loyers

Cette catégorie comprend les loyers d'immeubles ainsi que la location de matériel ou d'équipement.

7. Fournitures et approvisionnements

Cette catégorie regroupe les achats de biens de consommation courante.

8. Matériel et équipement

Cette catégorie regroupe les achats de biens meubles durables.

9. Immobilisations (terrains, immeubles et travaux de génie)

Cette catégorie comprend l'achat et la modification de biens immobiliers existants ainsi que les contrats passés pour l'acquisition de nouveaux biens immobiliers.

10. Dépenses de transfert

Cette catégorie regroupe les paiements effectués à des personnes, corporations ou institutions et qui ne constituent ni des paiements pour services au gouvernement, ni des achats.

1. Tiré de : Gouvernement du Québec, Comptes publics 1994-1995, volume 2, p. 1-33.

11. Autres dépenses

Cette catégorie est prévue pour les dépenses qui ne peuvent être incluses dans les autres catégories.

12. Service de la dette

Cette catégorie comprend les intérêts et autres frais occasionnés par les emprunts du gouvernement et les intérêts sur le compte des régimes de retraite.

ANNEXE B

Effectif régulier et occasionnel des organismes, entreprises et fonds extra-budgétaires associés au statut de capitale dans la Communauté urbaine de Québec / Région métropolitaine de Québec au 31 mars 1996

	Communauté urbaine de Québec (et Région métropolitaine de Québec)					
A Nom de l'entreprise, de l'organisme ou du fonds	B Régulier	C Régulier	D Occasionnel	E Occasionnel	F Total	G Total
Organismes effectuant des activités à caractère gouvernemental						
Centre de recherche industrielle du Québec	243	10 129 941$	12	373 836$	255	10 503 777$
Centre québécois de valorisation de la biomasse	12	500 244$	0	0$	12	500 244$
Commission de la capitale nationale du Québec*	0	0$	0	0$	0	0$
Commission d'appel en matière de lésions professionnelles	81	3 376 647$	9	280 377$	90	3 657 024$
Commission de reconnaissance des associations d'artistes	0	0$	0	0$	0	0$
Commission des affaires sociales	48	2 000 976$	0	0$	48	2 000 976$
Commission des services juridiques	0	0$	0	0$	0	0$
Conseil des arts et des lettres du Québec	25	1 042 175$	2	62 306$	27	1 104 481$
Fondation de la faune du Québec	10	416 870$	3	93 459$	13	510 329$
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche	38	1 584 106$	4	124 612$	42	1 708 718$
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	6	250 122$	0	0$	6	250 122$
Régie de l'assurance-maladie du Québec**	0	0$	0	0$	0	0$
Société de développement industriel du Québec**	0	0$	0	0$	0	0$
Société de financement agricole**	0	0$	0	0$	0	0$
Société d'habitation du Québec	339	14 131 893$	16	498 448$	355	14 630 341$
Société québécoise de développement de la main-d'œuvre	160	6 669 920$	40	1 246 120$	200	7 916 040$
Organismes et entreprises du gouvernement à capital-actions						
Société de récu., d'exp. et de dév. forestiers du Québec (REXFOR)	62	2 584 594$	6	186 918$	68	2 771 512$
Société des établissements de plein air du Québec	61	2 542 907$	190	5 919 070$	251	8 461 977$
Société des traversiers du Québec	126	5 252 562$	51	1 588 803$	177	6 841 365$
Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)	22	917 114$	7	218 071$	29	1 135 185$
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)	19	792 053$	0	0$	19	792 053$
Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP)	18	750 366$	3	93 459$	21	843 825$
Fonds en fiducie adminstrés par des organismes du gouvernement						
Caisse de dépôt et placement du Québec	5	208 435$	0	0$	5	208 435$
Commission adm. des régimes de retraite et d'assurances**	0	0$	0	0$	0	0$
Commission de la santé et de la sécurité du travail	1 073	44 730 151$	137	4 267 961$	1 210	48 998 112$
Commission des normes du travail	174	7 253 538$	5	155 765$	179	7 409 303$
Régie de l'assurance-dépôts du Québec**	0	0$	0	0$	0	0$
Régie des assurances agricoles du Québec**	0	0$	0	0$	0	0$
Régie des rentes du Québec	654	27 263 298$	121	3 769 513$	775	31 032 811$
Société de l'assurance automobile du Québec	1 623	67 658 001$	118	3 676 054$	1 741	71 334 055$
Fonds spéciaux						
Fonds de financement	16	666 992$	2	62 306$	18	729 298$
Fonds de réforme du cadastre du Québec	82	3 418 334$	39	1 214 967$	121	4 633 301$
Fonds des régistres du ministère de la Justice	175	7 295 225$	59	1 838 027$	234	9 133 252$
Fonds du Bureau de la statistique du Québec	11	458 557$	12	373 836$	23	832 393$
Fonds d'information géographique et foncière	24	1 000 488$	10	311 530$	34	1 312 018$
Fonds Les Publications du Québec	103	4 293 761$	4	124 612$	107	4 418 373$
TOTAL	**5 210**	**217 189 270$**	**850**	**26 480 050$**	**6 060**	**243 669 320$**

Compilation des auteurs.

A. Nom de l'organisme, de l'entreprise ou du fonds considéré (organismes, entreprises et fonds extra-budgétaires).
B. Effectif régulier dans la CUQ (et RMQ).
C. Masse salariale estimée de l'effectif régulier dans la CUQ (et RMQ), soit la colonne B multipliée par le traitement moyen de 41 687$.
D. Effectif occasionnel dans la CUQ (et RMQ).
E. Masse salariale estimée de l'effectif occasionnel dans la CUQ (et RMQ), soit la colonne D multipliée par le traitement moyen de 31 153$.
F. Effectif total dans la CUQ (et RMQ), soit la colonne B additionnée à la colonne D.
G. Masse salariale estimée de l'effectif total dans la CUQ (et RMQ), soit la colonne C additionnée à la colonne E.

* L'effectif de cet organisme n'est pas comptabilisé ici parce qu'il est calculé dans celui du ministère des Affaires municipales, qui, lui, est budgétaire.

** L'effectif de cet organisme n'est pas comptabilisé ici parce qu'il est calculé dans celui d'un autre ministère ou organisme budgétaire.

ANNEXE C

Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par catégories et sous-catégories)

A Catégorie et sous-catégorie	B CUQ	C CUM	D Autres	E Province
1. Traitements, salaires et allocations (personnel régulier)	**860 669 802$**	**349 878 991$**	**576 489 523$**	**1 787 038 316$**
1.01 Rémunération régulière*	860 669 802$	349 878 991$	576 489 523$	1 787 038 316$
2. Autres rémunérations (personnel occasionnel)	**85 608 444$**	**92 057 115$**	**117 415 657$**	**295 081 216$**
2.01 Rémunération régulière*	85 608 444$	92 057 115$	117 415 657$	295 081 216$
3. Services de transport et de communication	**71 964 293$**	**32 947 016$**	**66 580 921$**	**171 492 230$**
Frais de déplacement				
3.01 Employés publics	7 127 421$	3 936 184$	11 776 738$	22 840 343$
3.02 Ministres et députés	402 788$	230 513$	1 132 604$	1 765 905$
3.03 Déménagement	1 190 624$	645 158$	4 290 346$	6 126 129$
3.04 Congrès	144 708$	200 572$	192 945$	538 225$
3.05 Assignation	29 927$	1 271$	63 366$	94 564$
3.06 Frais de dépenses et de fonction (représentation)	180 670$	20 856$	519 976$	721 502$
3.07 Réunions ministérielles ou interministérielles	567 772$	204 278$	334 909$	1 106 959$
3.08 Réunions intergouvernementales	184$	3 545$	18 055$	21 784$
Frais de poste et de transport				
3.10 Poste	17 922 955$	2 114 465$	4 464 273$	24 501 693$
3.11 Fret, messagerie et autres frais de transport	6 097 593$	3 414 745$	8 308 742$	17 821 080$
Communication				
3.20 Téléphone	16 250 668$	9 331 361$	15 856 117$	41 438 145$
3.21 Publications d'informations	1 819 689$	425 638$	1 102 961$	3 348 288$
3.22 Télex, bélinographe et autres appareils assimilés	3 009 698$	1 760 034$	2 717 838$	7 487 569$
3.23 Accès aux réseaux informatiques à distance	32 412$	2 051$	1 731$	36 194$
Publicité et information				
3.30 Journaux et revues	3 066 679$	1 895 962$	2 378 933$	7 341 573$
3.31 Radio	329 685$	160 896$	269 040$	759 622$
3.32 Télévision	479 907$	433 380$	391 758$	1 305 045$
3.40 Publications	5 221 790$	1 087 626$	2 439 574$	8 748 990$
3.41 Quote-part dans pub. déficit. du Fonds les Pub. du Québec	6 215$	0$	0$	6 215$
3.45 Services reliés à la publicité	2 753 715$	3 146 202$	2 336 177$	8 236 094$
3.46 Promotion	517 816$	829 137$	674 655$	2 021 608$
3.48 Bureaux des députés	393 522$	322 855$	2 544 640$	3 261 017$
3.50 Expositions	527 127$	597 649$	1 357 378$	2 482 155$
3.99 Autres	3 890 728$	2 182 639$	3 408 164$	9 481 531$
4. Services professionnels, administratifs et autres	**165 448 570$**	**167 275 357$**	**125 587 327$**	**458 311 253$**
Services professionnels et administratifs				
4.01 Services professionnels de génie	7 403 534$	5 932 869$	5 680 228$	19 016 631$
4.02 Services professionnels reliés à la construction	3 169 285$	41 699 319$	14 806 075$	59 674 679$
4.03 Services professionnels juridiques	2 724 056$	5 275 228$	7 409 336$	15 408 619$
4.05 Services profess. reliés à la comptabilité et à l'administration	28 879 364$	63 463 744$	9 251 939$	101 595 046$
4.07 Services professionnels reliés aux relations de travail	630 824$	405 238$	429 213$	1 465 275$
4.08 Services professionnels de santé et de bien-être social	2 896 263$	4 055 740$	9 923 370$	16 875 373$
4.09 Services professionnels de santé animale	22 563$	6 147$	1 192 423$	1 221 132$
4.10 Services professionnels de perfectionnement	5 038 076$	3 306 668$	4 525 993$	12 870 736$
4.11 Travaux de biologie	209 057$	43 496$	440 940$	693 493$
4.12 Services profess. – administration et personnel de soutien	2 220 585$	3 278 288$	5 056 624$	10 555 497$
4.13 Services professionnels – mandataires fiscaux	4 092 861$	105$	159 383$	4 252 349$
4.14 Services professionnels – artistes	143 462$	149 832$	113 056$	406 350$
4.15 Services reliés à l'audio-visuel et aux arts graphiques	1 943 763$	701 985$	773 547$	3 419 295$
4.16 Prêt de services – traitement régulier	51 822$	506 450$	1 815 806$	2 374 078$
4.17 Prêt de services – traitement supplémentaire	270$	0$	0$	270$
4.18 Prêt de services – frais de déplacement	21 570$	25 566$	108 758$	155 894$
4.19 Transcription de la presse électronique	128 481$	535 126$	8 070$	671 677$
Jurys, comités et commissions				
4.20 Coroners, jurés, témoins	732 954$	1 044 165$	3 381 291$	5 158 410$
4.21 Comités et commissions	1 436 011$	1 984 977$	2 177 007$	5 597 996$
4.22 Services professionnels – jurys de concours	42 049$	58 604$	213 983$	314 636$
4.23 Jurys de sélection de firmes	5 768$	3 005$	3 769$	12 542$
4.24 Rédaction, analyse et coordination des questions d'examen	240 886$	189 052$	61 160$	491 099$

Annexe C (suite)

Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995–1996 (par catégories et sous-catégories)

A Catégorie et sous-catégorie	B CUQ	C CUM	D Autres	E Province
Assurances et droits d'immatriculation				
4.40 Incendie	2 160$	0$	0$	2 160$
4.41 Responsabilité publique	29 915$	5 119$	46 142$	81 176$
4.42 Cautionnement	830$	0$	5 426$	6 256$
4.43 Véhicules moteurs et aéronefs	848 134$	1 155$	85 585$	934 874$
Taxes et services gouvernementaux				
4.50 Paiements en guise d'impôts fonciers	1 750$	0$	356$	2 106$
4.51 Taxes d'affaires et services municipaux ou similaires	1 403 842$	1 267 602$	3 888 603$	6 560 047$
4.53 Achats de services gouvernementaux	3 492 321$	1 567 775$	2 574 973$	7 635 070$
Services divers				
4.60 Gardiennage et sécurité	1 630 403$	1 642 127$	3 200 255$	6 472 785$
4.61 Réception et frais d'accueil	1 493 914$	882 645$	2 357 987$	4 734 546$
4.63 Royautés	31 998$	221 450$	171 625$	425 073$
4.64 Services divers bancaires et fiduciaires	2 695 642$	761 348$	733 060$	4 190 050$
4.65 Services divers de nettoyage et de buanderie	134 704$	140 321$	740 767$	1 015 793$
4.66 Cotisations à des associations	442 174$	500 868$	884 776$	1 827 818$
4.67 Protection de la forêt	50 525 419$	798 833$	14 158 953$	65 483 205$
4.68 Services de traiteur	1 679$	1 213$	540 094$	542 986$
4.69 Services d'impression	4 844 124$	5 699 104$	6 614 574$	17 157 802$
4.70 Environnement	149 555$	7 636 676$	3 891 993$	11 678 224$
4.91 Traitement informatique	10 408 835$	7 642 947$	8 523 170$	26 574 952$
4.92 Main-d'œuvre informatique	18 058 236$	2 728 488$	1 374 422$	22 161 146$
4.99 Autres	7 219 429$	3 112 084$	8 262 595$	18 594 107$
5. Entretien et réparations	**19 377 502$**	**17 209 998$**	**108 905 925$**	**145 493 425$**
Immeubles et terrains				
5.01 Édifices à bureaux, palais de justice et institutions pénales	3 468 772$	1 139 288$	2 349 015$	6 957 075$
5.02 Entrepôts, garages et bâtisses d'exploitation	132 150$	37 378$	622 549$	792 077$
5.03 Édifices pour fins éducationnelles et culturelles	23 494$	2 878$	18 806$	45 178$
5.04 Immeubles d'habitation	4 170$	0$	44 587$	48 757$
5.05 Terrains et parcs de stationnement	161 848$	7 546$	434 786$	604 179$
Travaux de génie				
5.30 Voies maritimes et cours d'eau	34$	9 300$	145 496$	154 830$
5.31 Routes, ponts et tunnels	5 062 252$	5 810 721$	81 555 772$	92 428 745$
5.32 Aérodromes	33 825$	51 442$	573 154$	658 421$
5.33 Aqueducs, égouts et épuration de l'eau	35 164$	10 045$	41 084$	86 293$
5.34 Énergie et communication	4 320$	62 451$	5 549$	72 320$
5.35 Parcs et lieux de divertissement	4 394$	125 655$	130 030$	260 079$
Matériel et équipement				
5.40 Bouilloires, turbines et équipements industriels connexes	791$	0$	2 690$	3 481$
5.41 Convoyeurs et autres matériaux de levage et de manutention	46 594$	25 552$	52 378$	124 524$
5.42 Matériel de construction et d'entretien	125 355$	373 285$	1 528 600$	2 027 240$
5.43 Machines industrielles, machines-outils et outils	84 588$	39 644$	140 613$	264 846$
5.44 Tracteurs et autre matériel d'exploitation agricole	1 839$	3 414$	121 011$	126 264$
5.45 Matériel de transport	1 170 789$	1 413 961$	7 145 290$	9 730 040$
5.46 Matériel de communication	84 326$	289 940$	139 919$	514 185$
5.48 Matériel chauffage, climatisation, réfrigération et plomberie	123 344$	61 127$	250 472$	434 943$
5.49 Matériel d'éclairage et appareils électriques	69 486$	106 456$	802 341$	978 283$
5.50 Matériel et équipements scientifiques	140 437$	86 024$	535 625$	762 087$
5.52 Matériel et équipements d'ameublement	346 545$	140 758$	152 192$	639 495$
5.53 Aménagements	4 588 319$	2 134 284$	3 108 632$	9 831 235$
5.90 Matériel et équipements forestiers et agricoles	285$	0$	20 173$	20 458$
5.91 Matériel informatique et bureautique	2 862 118$	4 055 255$	4 538 383$	11 455 756$
5.92 Logiciels informatique et bureautique	252 214$	875 634$	3 361 380$	4 489 229$
5.99 Autres	550 049$	347 960$	1 085 395$	1 983 405$
6. Loyers	**211 525 140$**	**117 891 365$**	**209 323 805$**	**538 740 309$**
Immeubles et terrains				
6.01 Édifices à bureaux, palais de justice et institutions pénales**	179 874 884$	87 710 114$	160 450 657$	428 035 654$
6.02 Entrepôts, garages et bâtisses d'exploitation	23 984 820$	11 465 383$	18 678 108$	54 128 311$
6.03 Édifices pour fins éducationnelles et culturelles	34 818$	28 928$	57 200$	120 946$
6.04 Immeubles d'habitation	186 631$	84 376$	1 239 354$	1 510 361$
6.05 Parcs de stationnement	20 090$	10 108$	34 596$	64 793$
6.06 Terrains	4 900$	1 847$	35 990$	42 737$

Annexe C (suite)

Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par catégories et sous-catégories)

A Catégorie et sous-catégorie	B CUQ	C CUM	D Autres	E Province
6.10 Armement	447$	438$	336$	1 221$
6.13 Munitions et explosifs	48$	0$	980$	1 028$
6.14 Missiles	0$	0$	36 444$	36 444$
6.15 Aéronefs et composants structuraux de cellule	887 307$	403 644$	1 171 357$	2 462 309$
6.18 Véhicules spatiaux	47$	191$	59 378$	59 616$
6.19 Navires, embarcations, pontons et docks flottants	3 400$	0$	9 716$	13 116$
6.20 Équipement de navires et matériel nautique	0$	1 070$	1 388$	2 458$
6.23 Véhicules à effet de sol, véhicules moteurs, cycles	889 305$	273 228$	4 747 913$	5 910 446$
6.24 Tracteurs	23 005$	60 123$	1 235 041$	1 318 169$
6.25 Composants pour équipements de véhicules	0$	0$	3 826$	3 826$
6.26 Pneumatiques et chambres à air	285$	358$	1 444$	2 087$
6.28 Moteurs, turbines et composants	1 330$	0$	1 815$	3 145$
6.29 Accessoires de moteurs	60$	87$	5 109$	5 256$
6.30 Équipement mécanique de transmission de puissance	78$	1 033$	10 363$	11 474$
6.31 Roulements – coussinets – paliers	6 386$	1 687$	3 323$	11 396$
6.32 Machines et équipement pour le travail du bois	3 236$	11 657$	16 389$	31 282$
6.34 Machines et équipement pour le travail de métaux	2 819$	4 322$	100 512$	107 653$
6.35 Équipements commercial et de service	216$	390$	3 260$	3 866$
6.36 Machines pour industries spéciales	89 311$	3 003 299$	2 494 073$	5 586 682$
6.37 Machines et équipement agricoles	596$	833$	42 618$	44 047$
6.38 Équip. pour const., mines, terras. et entretien des routes	195 309$	573 260$	11 637 077$	12 405 646$
6.39 Équipements de levage et manutention	13 665$	57 520$	79 573$	150 758$
6.40 Cordes, cables, chaînes et agencements	0$	0$	2 460$	2 460$
6.41 Équip. de réfrigé., de conditionnement et de circulation d'air	4 257$	3 056$	8 516$	15 829$
6.42 Équip. de lutte contre l'incendie, de protection et sauvetage	1 723$	2 669$	3 287$	7 679$
6.43 Pompes et compresseurs	7 400$	5 206$	19 300$	31 906$
6.44 Équip. d'instal. à vapeur, de séchage et fours	0$	0$	100$	100$
6.45 Équipements de plomberie, de chauffage et d'hygiène	2 313$	1 559$	23 071$	26 943$
6.46 Équip. de purification des eaux et de trait. des eaux usées	2 760$	182$	561$	3 503$
6.47 Conduites, tubes, tuyaux et agencements	0$	0$	8 254$	8 254$
6.49 Équipements d'ateliers de réparations et d'entretien	3 492$	675$	12 334$	16 501$
6.51 Outils à main	3 249$	3 122$	18 463$	24 834$
6.52 Instruments de mesure et de vérification	10 300$	2 948$	1 301$	14 549$
6.53 Quincaillerie et abrasifs	264$	3 610$	3 626$	7 500$
6.54 Constructions préfabriquées, structures et échafaudages	9 787$	23 491$	45 177$	79 455$
6.55 Bois de menuiserie, contreplaqué et feuilles de placage	0$	0$	126$	126$
6.56 Matériel de construction et d'entreprises du bâtiment	456$	799$	373$	1 628$
6.58 Équipements de télécommunications et de détection	661 926$	7 390 340$	2 432 502$	10 484 768$
6.59 Composants d'équipements électriques et électroniques	17 073$	13 729$	3 419$	34 221$
6.61 Fils électr. et équip. générateurs et distributeurs d'énergie	550$	823$	8 481$	9 854$
6.62 Dispositifs d'éclairage et lampes	1 124$	930$	824$	2 878$
6.63 Systèmes d'alarmes, de signali. et de détection de sécurité	973$	20 364$	13 004$	34 340$
6.65 Équip. et approvision. médicaux, dentaires et vétérinaires	476$	1 042$	414$	1 932$
6.66 Équipement de laboratoire et instruments divers	8 892$	123 979$	29 346$	162 217$
6.67 Équipements photographiques et cinématographiques	17 119$	27 530$	77 955$	122 604$
6.68 Produits chimiques	2 824$	2 984$	3 256$	9 064$
6.69 Instruments et appareils d'instruction et d'entraînement	161$	0$	340$	501$
6.70 Équipement pour traitement informatique – logiciels	4 141 467$	6 051 102$	3 527 603$	13 720 173$
6.71 Mobiliers	17 542$	21 754$	7 638$	46 934$
6.72 Fournitures et access. d'ameublement domes. et commercial	2 283$	1 548$	4 966$	8 797$
6.73 Équipements pour la préparation et le service des aliments	2 172$	601$	972$	3 745$
6.74 Machines de bureau, syst. de traitement de textes et à class.	163 383$	302 009$	219 188$	684 580$
6.75 Fournitures de bureau	20$	2 249$	221$	2 490$
6.76 Livres, cartes et autres publications	2 165$	4 342$	9 911$	16 418$
6.77 Inst. de musique, phonographes et postes de radio familiaux	1 197$	8 270$	5 557$	15 024$
6.78 Équipements de sport et de divertissement	38$	0$	840$	878$
6.79 Équipement et produits de nettoyage	1 159$	5 735$	29 328$	36 222$
6.80 Brosses, peintures et produits d'étanchéité et adhésifs	0$	163$	82$	245$
6.81 Matériel d'empaquetage et d'emballage	1 312$	521$	11 101$	12 934$
6.83 Textiles, cuirs, fourrures, fourniture d'habill. et de cordonn.	3 300$	4 499$	2 287$	10 086$
6.84 Vêtements, équipement individuel et insignes	38 766$	28 011$	24 048$	90 825$
6.85 Produits et articles de toilette	0$	0$	74$	74$
6.87 Approvisionnements agricoles	225$	0$	884$	1 109$
6.89 Subsistances	0$	24$	7 959$	7 983$

Annexe C (suite)

Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995–1996 (par catégories et sous-catégories)

A Catégorie et sous-catégorie	B CUQ	C CUM	D Autres	E Province
6.91 Carburants, lubrifiants, huiles et cires	10 865$	24 617$	11 378$	46 860$
6.95 Barres, feuilles et autres formes métalliques	0$	0$	225$	225$
6.99 Divers	159 134$	112 988$	584 212$	856 334$
7. Fournitures et approvisionnements	**22 272 063$**	**84 846 299$**	**71 660 554$**	**178 778 916$**
7.10 Armement	8 753$	4 881$	10 033$	23 667$
7.12 Appareils de conduite de tir	283$	146$	586$	1 015$
7.13 Munitions et explosifs	6 084$	23 764$	473 135$	502 983$
7.14 Missiles	0$	16$	0$	16$
7.15 Aéronefs et composants structuraux de cellule	65$	896$	435$	1 396$
7.16 Composants et accessoires d'aéronefs	224$	71$	1 200$	1 495$
7.20 Équipements de navires et matériel nautiques	1 122$	1 466$	21 155$	23 743$
7.22 Matériel de voies ferrées	0$	0$	54$	54$
7.23 Véhicules automobiles	6 587$	1 188$	14 098$	21 873$
7.24 Tracteurs	81$	2 754$	2 844$	5 679$
7.25 Composants pour équipement de véhicules	391 672$	211 042$	1 399 223$	2 001 937$
7.26 Pneumatiques et chambres à air	34 550$	980 055$	466 649$	1 481 254$
7.28 Moteurs, turbines et composants	14 665$	14 651$	127 956$	157 272$
7.29 Accessoires de moteurs	196 095$	320 230$	959 052$	1 475 377$
7.30 Équipement mécanique de transmission de puissance	37 244$	16 825$	85 409$	139 478$
7.31 Roulements – coussinets – paliers	14 949$	21 402$	34 732$	71 083$
7.32 Machines et équipement pour le travail du bois	6 981$	221$	11 800$	19 002$
7.34 Machines et équipement pour le travail des métaux	20 832$	24 607$	102 114$	147 553$
7.35 Équipements commercial et de service	561$	5 489$	23 654$	29 703$
7.36 Machines pour industries spéciales	38 100$	43 745$	87 981$	169 826$
7.37 Machines et équipements agricoles	13 450$	20 704$	206 113$	240 267$
7.38 Équip. pour const., mines, terras. et entretien des routes	346 650$	195 176$	850 659$	1 392 485$
7.39 Équipements de levage et de manutention	21 461$	20 648$	55 273$	97 382$
7.40 Cordes, câbles, chaînes et agencements	27 594$	18 723$	77 095$	123 412$
7.41 Équip. de réfrig. de conditionnement et de circulation d'air	34 811$	9 452$	51 311$	95 574$
7.42 Équip. de lutte contre l'incendie, de protection et sauvetage	33 086$	80 090$	142 365$	255 542$
7.43 Pompes et compresseurs	29 311$	28 986$	36 342$	94 639$
7.44 Équip. d'instal. à vapeur, de séchage et fours	219$	131$	9 656$	10 006$
7.45 Équipements de plomberie, de chauffage et d'hygiène	65 533$	30 921$	105 102$	201 556$
7.46 Équip. de purification des eaux et de trait. des eaux usées	3 029$	6 115$	11 436$	20 580$
7.47 Conduites, tubes, tuyaux et agencements	121 430$	91 245$	1 245 873$	1 458 548$
7.48 Soupapes et robinets	35 517$	27 481$	59 804$	122 802$
7.49 Équipements d'ateliers de réparations et d'entretien	36 350$	34 307$	124 489$	195 146$
7.51 Outils à main	37 348$	25 865$	143 869$	207 083$
7.52 Instruments de mesure et de vérification	19 363$	9 317$	25 856$	54 536$
7.53 Quincaillerie et abrasifs	348 551$	273 404$	1 129 524$	1 751 479$
7.54 Constructions préfabriquées, structures et échafaudages	11 222$	9 532$	31 057$	51 811$
7.55 Bois débités, bois de menuiserie et contreplaqués	139 472$	268 798$	1 305 307$	1 713 577$
7.56 Matériel de construction et d'entreprises du bâtiment	2 294 421$	8 744 275$	13 915 638$	24 954 333$
7.58 Équip. de télécomm. et de détection à rayonnement cohérent	51 084$	125 670$	148 712$	325 466$
7.59 Composants d'équipements électriques et électroniques	305 861$	346 301$	348 717$	1 000 878$
7.60 Matériaux, constituants, éléments fonct. et acces. en fibre	1 437$	20 314$	9 350$	31 101$
7.61 Fils électr. et équip. générateurs et distributeurs d'énergie	140 732$	562 729$	462 107$	1 168 568$
7.62 Dispositifs d'éclairage et lampes	225 743$	458 949$	885 555$	1 570 247$
7.63 Syst. d'alarme, de signalisation et de détection de sécurité	24 710$	218 401$	667 847$	910 958$
7.65 Équip. et approvision. médicaux, dentaires et vétérinaires	159 546$	400 935$	638 355$	1 198 836$
7.66 Équipement de laboratoire et instruments divers	460 220$	438 220$	1 494 505$	2 392 945$
7.67 Équipements photographiques et cinématographiques	1 363 851$	700 352$	380 707$	2 444 910$
7.68 Produits chimiques	254 743$	33 186 930$	3 191 993$	36 633 665$
7.69 Instruments et appareils d'instruction et d'entraînement	504$	464$	30 314$	31 282$
7.70 Équip. pour le trait. auto. de l'information à usage général	1 179 886$	1 101 909$	1 030 389$	3 312 184$
7.71 Mobiliers	117 988$	49 328$	162 046$	329 362$
7.72 Fournitures et acces. d'ameublement domest. et commercial	109 861$	52 214$	398 335$	560 411$
7.73 Équipements pour la préparation et le service des aliments	78 128$	51 245$	286 407$	415 780$
7.74 Machines de bureau, syst. de trait. de textes et de class.	25 558$	15 037$	51 353$	91 947$
7.75 Fournitures de bureau	5 726 242$	3 198 739$	5 029 545$	13 954 526$
7.76 Livres, cartes et autres publications	3 981 684$	2 480 177$	5 552 836$	12 014 696$
7.77 Inst. de musique, phonographes et postes de radio familiaux	9 922$	14 711$	23 605$	48 238$
7.78 Équipements de sport et de divertissement	25 662$	14 007$	34 235$	73 904$
7.79 Équipement et produits de nettoyage	42 627$	103 389$	365 751$	511 767$

Annexe C (suite)

Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par catégories et sous-catégories)

A Catégorie et sous-catégorie	B CUQ	C CUM	D Autres	E Province
7.80 Brosses, peintures et produits d'étanchéité et adhésifs	78 612$	477 020$	7 049 827$	7 605 459$
7.81 Matériaux d'empaquetage et d'emballage	133 574$	418 171$	405 649$	957 394$
7.83 Textiles, cuirs, fourrures, fourn. d'habil. et de cordonnerie	204 157$	407 441$	181 712$	793 311$
7.84 Vêtements, équipement individuel et insignes	462 491$	751 312$	2 158 079$	3 371 882$
7.85 Produits et articles de toilette	36 339$	166 288$	190 745$	393 371$
7.87 Approvisionnements agricoles	86 011$	301 849$	1 592 044$	1 979 904$
7.88 Animaux vivants	1 803$	2 810$	232 437$	237 050$
7.89 Subsistances	789 823$	3 357 662$	2 691 107$	6 838 591$
7.91 Carburants, lubrifiants, huiles et cires	176 707$	10 792 017$	5 625 898$	16 594 622$
7.93 Matières usinées non métalliques	146 376$	121 318$	188 318$	456 012$
7.94 Matières brutes non métalliques	4 809$	916$	5 673$	11 398$
7.95 Barres, feuilles et autres formes métalliques	237 957$	515 387$	3 372 813$	4 126 157$
7.96 Minerais, minéraux et produits primaires	10 838$	128 432$	116 247$	255 517$
7.98 Électricité (énergie)	94 989$	11 549 160$	1 608 735$	13 252 884$
7.99 Divers	1 120 922$	747 878$	1 699 729$	3 568 529$
8. Matériel et équipement	**35 344 651$**	**28 901 302$**	**41 178 404$**	**105 424 357$**
8.10 Armement	3 387$	3 300$	199 100$	205 787$
8.12 Appareils de conduite de tir	0$	1 130$	0$	1 130$
8.13 Munitions et explosifs	0$	0$	150 114$	150 114$
8.17 Équip. catap. atterrissage serv. sol aérien	775$	376$	583$	1 734$
8.19 Navires, embarcations, pontons et docks flottants	39 598$	1 862$	171 749$	213 209$
8.20 Équipement de navire et matériel nautique	1 519$	5 318$	20 637$	27 474$
8.22 Matériel de voies ferrées	0$	767 604$	0$	767 604$
8.23 Véhicules à effet de sol, véhicules moteurs et remorques	419 461$	1 081 162$	16 995 006$	18 495 629$
8.24 Tracteurs	0$	0$	850$	850$
8.25 Composants pour équipement de véhicules	91 073$	6 709$	230 783$	328 565$
8.28 Moteurs, turbines et composants	6 147$	0$	125 335$	131 482$
8.29 Accessoires de moteurs	662$	986$	20 776$	22 424$
8.30 Équipement mécanique de transmission de puissance	6 990$	7 406$	26 854$	41 250$
8.32 Machines et équipement pour le travail du bois	2 269$	0$	4 892$	7 161$
8.34 Machines et équipement pour le travail des métaux	11 674$	8 635$	41 316$	61 625$
8.35 Équipements commercial et de service	2 636$	25 425$	41 515$	69 576$
8.36 Machines pour industries spéciales	36 708$	27 284$	271 943$	335 935$
8.37 Machines et équipement agricoles	21 897$	39 384$	336 669$	397 950$
8.38 Équip. pour const., mines, terras. et entretien des routes	985 617$	1 317 539$	2 123 409$	4 426 565$
8.39 Équipements de levage et de manutention	105 531$	79 562$	167 128$	352 222$
8.41 Équip. de réfrig., de conditionnement et de circulation de l'air	35 513$	31 470$	159 068$	226 051$
8.42 Équip. de lutte contre l'incendie, de protect. et de sauvetage	2 275$	3 043$	70 217$	75 535$
8.43 Pompes et compresseurs	23 386$	71 467$	31 221$	126 074$
8.44 Équip. d'installation à vapeur, de séchage et fours	1 223$	53 226$	10 434$	64 883$
8.45 Équipements de plomberie, de chauffage et d'hygiène	15 892$	2 671$	59 398$	77 961$
8.46 Équip. de purification des eaux et de trait. des eaux usées	570$	10 962$	18 775$	30 307$
8.49 Équipements d'ateliers de réparations et d'entretien	10 363$	5 399$	95 195$	110 957$
8.51 Outils à main	33 036$	25 888$	165 639$	224 564$
8.52 Instruments de mesure et de vérification	13 707$	42 230$	124 321$	180 258$
8.53 Quincaillerie et abrasifs	6 110$	3 072$	11 343$	20 525$
8.54 Constructions préfabriquées, structures et échafaudages	34 352$	45 836$	119 374$	199 562$
8.55 Bois débités, portes et fenêtres	774$	2 234$	5 753$	8 761$
8.56 Matériel de construction et d'entreprises du bâtiment	5 092$	2 736$	53 266$	61 094$
8.58 Équip. de télécomm. de détection à rayonnement cohérent	1 227 956$	1 189 019$	1 426 559$	3 843 534$
8.59 Composants d'équipements électriques et électroniques	60 806$	141 602$	26 157$	228 565$
8.61 Fils élec. et équip. générateurs et distributeurs d'énergie	17 276$	106 872$	73 695$	197 843$
8.62 Dispositifs d'éclairage et lampes	19 367$	11 748$	459 843$	490 957$
8.63 Syst. d'alarme, de signalisation et de détection de sécurité	97 470$	56 361$	48 045$	201 876$
8.65 Équip. et approvision. médicaux, dentaires et vétérinaires	28$	7 825$	59 968$	67 821$
8.66 Équipement de laboratoire et instruments divers	609 276$	1 204 244$	2 128 637$	3 942 158$
8.67 Équipements photographiques et cinématographiques	38 169$	145 621$	1 534 742$	1 718 532$
8.69 Instruments et appareils d'instruction et d'entraînement	0$	3 895$	160$	4 055$
8.70 Équip. pour le trait. auto. de l'information à usage général	29 018 713$	20 689 290$	8 014 438$	57 722 440$
8.71 Mobiliers	1 733 408$	1 302 714$	1 891 995$	4 928 117$
8.72 Fournitures et access. d'ameublement domes. et commercial	15 097$	10 325$	3 082 933$	3 108 355$
8.73 Équipements pour la préparation et le service des aliments	310 913$	18 809$	130 320$	460 042$
8.74 Machines de bureau, syst. de trait. de textes et de class.	118 947$	121 965$	218 522$	459 433$
8.75 Fournitures de bureau	81 497$	25 021$	52 183$	158 701$

Annexe C (suite)

Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par catégories et sous-catégories)

A Catégorie et sous-catégorie	B CUQ	C CUM	D Autres	E Province
8.77 Inst. de musique, phonographes et postes de radio familiaux	13 182$	79 565$	27 466$	120 213$
8.78 Équipements de sport et de divertissement	24 060$	11 949$	3 022$	39 031$
8.79 Équipements et produits de nettoyage	2 231$	20 536$	13 630$	36 397$
8.81 Matériaux d'empaquetage et d'emballage	5 539$	4 516$	10 742$	20 797$
8.83 Textiles, cuirs, fourrures, tentes, pavillons	2 863$	15 826$	4 793$	23 482$
8.84 Vêtements, équipement individuel et insignes	7 161$	1 774$	20 382$	29 317$
8.95 Barres, feuilles et autres formes métalliques	2 980$	1 481$	48 277$	52 739$
8.99 Divers	19 473$	56 429$	49 232$	125 134$
9. Immobilisations (terrains, immeubles et travaux de génie)	**24 747 760$**	**49 680 031$**	**262 265 084$**	**336 692 875$**
Acquisition d'immeubles et de terrains				
9.01 Édifices à bureaux, palais de justice et institutions pénales	2 184 489$	1 056 100$	1 653 952$	4 894 541$
9.02 Entrepôts, garages et bâtisses d'exploitation	990$	0$	81 640$	82 630$
9.03 Édifices pour fins éducationnelles et culturelles	61 790$	0$	0$	61 790$
9.05 Terrains et parcs de stationnement	280 382$	1 163 006$	9 884 130$	11 327 518$
Acquisition de travaux de génie				
9.29 Autres immeubles	0$	1 000$	7 000$	8 000$
9.31 Routes, ponts et tunnels	0$	0$	1 098 464$	1 098 464$
9.33 Aqueducs, égouts et épuration de l'eau	0$	0$	106 702$	106 702$
9.49 Autres travaux	0$	0$	617$	617$
Constructions d'immeubles				
9.51 Édifices à bureaux, palais de justice et institutions pénales	76 504$	0$	1 677$	78 181$
9.52 Entrepôts, garages et bâtisses d'exploitation	13 859$	6 728$	381 797$	402 384$
9.53 Édifices pour fins éducationnelles et culturelles	117 673$	0$	300 781$	418 454$
9.54 Immeubles d'habitation	7 621$	0$	76 993$	84 614$
9.55 Parcs de stationnement	0$	0$	19 565$	19 565$
9.59 Autres immeubles	330$	0$	303 766$	304 096$
9.80 Voies maritimes et cours d'eau	0$	5 491$	795 487$	800 978$
9.81 Routes, ponts et tunnels	21 999 678$	47 170 903$	245 976 129$	315 146 710$
9.82 Aérodromes	0$	276 641$	562 873$	839 514$
9.83 Aqueducs, égoûts et épuration de l'eau	0$	0$	615 401$	615 401$
9.84 Énergie et communication	2 734$	0$	73 916$	76 650$
9.85 Parcs et lieux de divertissement	0$	0$	177 865$	177 865$
9.99 Autres travaux	1 710$	162$	146 329$	148 201$
10. Dépenses de transfert	**4 941 079$**	**5 219 240$**	**4 141 139$**	**14 301 458$**
Gouvernements municipaux généraux				
10.58 En lieu de taxes foncières sur les immeubles gouv.	4 941 079$	5 219 240$	4 141 139$	14 301 458$
TOTAL	**1 501 899 304$**	**945 906 713$**	**1 583 548 339$**	**4 031 354 355$**

Compilation des auteurs.

A. Catégories et sous-catégories de dépenses considérées.
B. Dépenses réelles de la Communauté urbaine de Québec (ministères et organismes budgétaires).
C. Dépenses réelles de la Communauté urbaine de Montréal (ministères et organismes budgétaires).
D. Dépenses réelles des autres territoires que les communautés urbaines de Québec et de Montréal (ministères et organismes budgétaires).
E. Total provincial des dépenses réelles, soit la somme des colonnes B, C et D.

* Les montants sont estimés à partir du nombre d'employés réguliers et occasionnels travaillant au 31 mars 1996 sur le territoire multiplié par le traitement moyen provincial au 31 mars 1995.

** Un montant de 14 321 977$ versé au Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger (FOGIQUE) a été soustrait de cette sous-catégorie puisqu'il est dépensé à l'extérieur du Québec mais compilé dans ce territoire.

ANNEXE D

Proportion des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par catégories et sous-catégories)

A Catégorie et sous-catégorie	B CUQ	C CUM	D Autres	E Province
1. Traitements, salaires et allocations (personnel régulier)	**48,2%**	**19,6%**	**32,3%**	**100%**
1.01 Rémunération régulière*	48,2%	19,6%	32,3%	100%
2. Autres rémunérations (personnel occasionnel)	**29,0%**	**31,2%**	**39,8%**	**100%**
2.01 Rémunération régulière*	29,0%	31,2%	39,8%	100%
3. Services de transport et de communication	**42,0%**	**19,2%**	**38,8%**	**100%**
Frais de déplacement				
3.01 Employés publics	31,2%	17,2%	51,6%	100%
3.02 Ministres et députés	22,8%	13,1%	64,1%	100%
3.03 Déménagement	19,4%	10,5%	70,0%	100%
3.04 Congrès	26,9%	37,3%	35,8%	100%
3.05 Assignation	31,6%	1,3%	67,0%	100%
3.06 Frais de dépenses et de fonction (représentation)	25,0%	2,9%	72,1%	100%
3.07 Réunions ministérielles ou interministérielles	51,3%	18,5%	30,3%	100%
3.08 Réunions intergouvernementales	0,8%	16,3%	82,9%	100%
Frais de poste et de transport				
3.10 Poste	73,1%	8,6%	18,2%	100%
3.11 Fret, messagerie et autres frais de transport	34,2%	19,2%	46,6%	100%
Communication				
3.20 Téléphone	39,2%	22,5%	38,3%	100%
3.21 Publications d'informations	54,3%	12,7%	32,9%	100%
3.22 Télex, bélinographe et autres appareils assimilés	40,2%	23,5%	36,3%	100%
3.23 Accès aux réseaux informatiques à distance	89,6%	5,7%	4,8%	100%
Publicité et information				
3.30 Journaux et revues	41,8%	25,8%	32,4%	100%
3.31 Radio	43,4%	21,2%	35,4%	100%
3.32 Télévision	36,8%	33,2%	30,0%	100%
3.40 Publications	59,7%	12,4%	27,9%	100%
3.41 Quote-part dans pub. déficit. du Fonds les Pub. du Québec	100,0%	0,0%	0,0%	100%
3.45 Services reliés à la publicité	33,4%	38,2%	28,4%	100%
3.46 Promotion	25,6%	41,0%	33,4%	100%
3.48 Bureaux des députés	12,1%	9,9%	78,0%	100%
3.50 Expositions	21,2%	24,1%	54,7%	100%
3.99 Autres	41,0%	23,0%	35,9%	100%
4. Services professionnels, administratifs et autres	**36,1%**	**36,5%**	**27,4%**	**100%**
Services professionnels et administratifs				
4.01 Services professionnels de génie	38,9%	31,2%	29,9%	100%
4.02 Services professionnels reliés à la construction	5,3%	69,9%	24,8%	100%
4.03 Services professionnels juridiques	17,7%	34,2%	48,1%	100%
4.05 Services profess. reliés à la comptabilité et à l'administration	28,4%	62,5%	9,1%	100%
4.07 Services professionnels reliés aux relations de travail	43,1%	27,7%	29,3%	100%
4.08 Services professionnels de santé et de bien-être social	17,2%	24,0%	58,8%	100%
4.09 Services professionnels de santé animale	1,8%	0,5%	97,6%	100%
4.10 Services professionnels de perfectionnement	39,1%	25,7%	35,2%	100%
4.11 Travaux de biologie	30,1%	6,3%	63,6%	100%
4.12 Services profess. – administration et personnel de soutien	21,0%	31,1%	47,9%	100%
4.13 Services professionnels – mandataires fiscaux	96,2%	0,0%	3,7%	100%
4.14 Services professionnels – artistes	35,3%	36,9%	27,8%	100%
4.15 Services reliés à l'audio-visuel et aux arts graphiques	56,8%	20,5%	22,6%	100%
4.16 Prêt de services – traitement régulier	2,2%	21,3%	76,5%	100%
4.17 Prêt de services – traitement supplémentaire	100,0%	0,0%	0,0%	100%
4.18 Prêt de services – frais de déplacement	13,8%	16,4%	69,8%	100%
4.19 Transcription de la presse électronique	19,1%	79,7%	1,2%	100%
Jurys, comités et commissions				
4.20 Coroners, jurés, témoins	14,2%	20,2%	65,5%	100%
4.21 Comités et commissions	25,7%	35,5%	38,9%	100%
4.22 Services professionnels – jurys de concours	13,4%	18,6%	68,0%	100%
4.23 Jurys de sélection de firmes	46,0%	24,0%	30,1%	100%
4.24 Rédaction, analyse et coordination des questions d'examen	49,1%	38,5%	12,5%	100%
Assurances et droits d'immatriculation				
4.40 Incendie	100,0%	0,0%	0,0%	100%
4.41 Responsabilité publique	36,9%	6,3%	56,8%	100%
4.42 Cautionnement	13,3%	0,0%	86,7%	100%
4.43 Véhicules moteurs et aéronefs	90,7%	0,1%	9,2%	100%

Annexe D (suite)

Proportion des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par catégories et sous-catégories)

A Catégorie et sous-catégorie	B CUQ	C CUM	D Autres	E Province
Taxes et services gouvernementaux				
4.50 Paiements en guise d'impôts fonciers	83,1%	0,0%	16,9%	100%
4.51 Taxes d'affaires et services municipaux ou similaires	21,4%	19,3%	59,3%	100%
4.53 Achats de services gouvernementaux	45,7%	20,5%	33,7%	100%
Services divers				
4.60 Gardiennage et sécurité	25,2%	25,4%	49,4%	100%
4.61 Réception et frais d'accueil	31,6%	18,6%	49,8%	100%
4.63 Royautés	7,5%	52,1%	40,4%	100%
4.64 Services divers bancaires et fiduciaires	64,3%	18,2%	17,5%	100%
4.65 Services divers de nettoyage et de buanderie	13,3%	13,8%	72,9%	100%
4.66 Cotisations à des associations	24,2%	27,4%	48,4%	100%
4.67 Protection de la forêt	77,2%	1,2%	21,6%	100%
4.68 Services de traiteur	0,3%	0,2%	99,5%	100%
4.69 Services d'impression	28,2%	33,2%	38,6%	100%
4.70 Environnement	1,3%	65,4%	33,3%	100%
4.91 Traitement informatique	39,2%	28,8%	32,1%	100%
4.92 Main-d'œuvre informatique	81,5%	12,3%	6,2%	100%
4.99 Autres	38,8%	16,7%	44,4%	100%
5. Entretien et réparations	**13,3%**	**11,8%**	**74,9%**	**100%**
Immeubles et terrains				
5.01 Édifices à bureaux, palais de justice et institutions pénales	49,9%	16,4%	33,8%	100%
5.02 Entrepôts, garages et bâtisses d'exploitation	16,7%	4,7%	78,6%	100%
5.03 Édifices pour fins éducationnelles et culturelles	52,0%	6,4%	41,6%	100%
5.04 Immeubles d'habitation	8,6%	0,0%	91,4%	100%
5.05 Terrains et parcs de stationnement	26,8%	1,2%	72,0%	100%
Travaux de génie				
5.30 Voies maritimes et cours d'eau	0,0%	6,0%	94,0%	100%
5.31 Routes, ponts et tunnels	5,5%	6,3%	88,2%	100%
5.32 Aérodromes	5,1%	7,8%	87,0%	100%
5.33 Aqueducs, égouts et épuration de l'eau	40,7%	11,6%	47,6%	100%
5.34 Énergie et communication	6,0%	86,4%	7,7%	100%
5.35 Parcs et lieux de divertissement	1,7%	48,3%	50,0%	100%
Matériel et équipement				
5.40 Bouilloires, turbines et équipements industriels connexes	22,7%	0,0%	77,3%	100%
5.41 Convoyeurs et autres matériaux de levage et de manutention	37,4%	20,5%	42,1%	100%
5.42 Matériel de construction et d'entretien	6,2%	18,4%	75,4%	100%
5.43 Machines industrielles, machines-outils et outils	31,9%	15,0%	53,1%	100%
5.44 Tracteurs et autre matériel d'exploitation agricole	1,5%	2,7%	95,8%	100%
5.45 Matériel de transport	12,0%	14,5%	73,4%	100%
5.46 Matériel de communication	16,4%	56,4%	27,2%	100%
5.48 Matériel chauffage, climatisation, réfrigération et plomberie	28,4%	14,1%	57,6%	100%
5.49 Matériel d'éclairage et appareils électriques	7,1%	10,9%	82,0%	100%
5.50 Matériel et équipements scientifiques	18,4%	11,3%	70,3%	100%
5.52 Matériel et équipements d'ameublement	54,2%	22,0%	23,8%	100%
5.53 Aménagements	46,7%	21,7%	31,6%	100%
5.90 Matériel et équipements forestiers et agricoles	1,4%	0,0%	98,6%	100%
5.91 Matériel informatique et bureautique	25,0%	35,4%	39,6%	100%
5.92 Logiciels informatique et bureautique	5,6%	19,5%	74,9%	100%
5.99 Autres	27,7%	17,5%	54,7%	100%
6. Loyers	**39,3%**	**21,9%**	**38,9%**	**100%**
Immeubles et terrains				
6.01 Édifices à bureaux, palais de justice et institutions pénales**	42,0%	20,5%	37,5%	100%
6.02 Entrepôts, garages et bâtisses d'exploitation	44,3%	21,2%	34,5%	100%
6.03 Édifices pour fins éducationnelles et culturelles	28,8%	23,9%	47,3%	100%
6.04 Immeubles d'habitation	12,4%	5,6%	82,1%	100%
6.05 Parcs de stationnement	31,0%	15,6%	53,4%	100%
6.06 Terrains	11,5%	4,3%	84,2%	100%
6.10 Armement	36,6%	35,9%	27,5%	100%
6.13 Munitions et explosifs	4,7%	0,0%	95,3%	100%
6.14 Missiles	0,0%	0,0%	100,0%	100%
6.15 Aéronefs et composants structuraux de cellule	36,0%	16,4%	47,6%	100%

Annexe D (suite)

Proportion des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par catégories et sous-catégories)

A Catégorie et sous-catégorie	B CUQ	C CUM	D Autres	E Province
6.18 Véhicules spatiaux	0,1%	0,3%	99,6%	100%
6.19 Navires, embarcations, pontons et docks flottants	25,9%	0,0%	74,1%	100%
6.20 Équipement de navires et matériel nautique	0,0%	43,5%	56,5%	100%
6.23 Véhicules à effet de sol, véhicules moteurs, cycles	15,0%	4,6%	80,3%	100%
6.24 Tracteurs	1,7%	4,6%	93,7%	100%
6.25 Composants pour équipements de véhicules	0,0%	0,0%	100,0%	100%
6.26 Pneumatiques et chambres à air	13,7%	17,2%	69,2%	100%
6.28 Moteurs, turbines et composants	42,3%	0,0%	57,7%	100%
6.29 Accessoires de moteurs	1,1%	1,7%	97,2%	100%
6.30 Équipement mécanique de transmission de puissance	0,7%	9,0%	90,3%	100%
6.31 Roulements – coussinets – paliers	56,0%	14,8%	29,2%	100%
6.32 Machines et équipement pour le travail du bois	10,3%	37,3%	52,4%	100%
6.34 Machines et équipement pour le travail de métaux	2,6%	4,0%	93,4%	100%
6.35 Équipements commercial et de service	5,6%	10,1%	84,3%	100%
6.36 Machines pour industries spéciales	1,6%	53,8%	44,6%	100%
6.37 Machines et équipement agricoles	1,4%	1,9%	96,8%	100%
6.38 Équip. pour const., mines, terras. et entretien des routes	1,6%	4,6%	93,8%	100%
6.39 Équipements de levage et manutention	9,1%	38,2%	52,8%	100%
6.40 Cordes, cables, chaînes et agencements	0,0%	0,0%	100,0%	100%
6.41 Équip. de réfrigé., de conditionnement et de circulation d'air	26,9%	19,3%	53,8%	100%
6.42 Équip. de lutte contre l'incendie, de protection et sauvetage	22,4%	34,8%	42,8%	100%
6.43 Pompes et compresseurs	23,2%	16,3%	60,5%	100%
6.44 Équip. d'instal. à vapeur, de séchage et fours	0,0%	0,0%	100,0%	100%
6.45 Équipements de plomberie, de chauffage et d'hygiène	8,6%	5,8%	85,6%	100%
6.46 Équip. de purification des eaux et de trait. des eaux usées	78,8%	5,2%	16,0%	100%
6.47 Conduites, tubes, tuyaux et agencements	0,0%	0,0%	100,0%	100%
6.49 Équipements d'ateliers de réparations et d'entretien	21,2%	4,1%	74,7%	100%
6.51 Outils à main	13,1%	12,6%	74,3%	100%
6.52 Instruments de mesure et de vérification	70,8%	20,3%	8,9%	100%
6.53 Quincaillerie et abrasifs	3,5%	48,1%	48,3%	100%
6.54 Constructions préfabriquées, structures et échafaudages	12,3%	29,6%	58,1%	100%
6.55 Bois de menuiserie, contreplaqué et feuilles de placage	0,0%	0,0%	100,0%	100%
6.56 Matériel de construction et d'entreprises du bâtiment	28,0%	49,1%	22,9%	100%
6.58 Équipements de télécommunications et de détection	6,3%	70,5%	23,2%	100%
6.59 Composants d'équipements électriques et électroniques	49,9%	40,1%	10,0%	100%
6.61 Fils électr. et équip. générateurs et distributeurs d'énergie	5,6%	8,4%	86,1%	100%
6.62 Dispositifs d'éclairage et lampes	39,1%	32,3%	28,6%	100%
6.63 Systèmes d'alarmes, de signali. et de détection de sécurité	2,8%	59,3%	37,9%	100%
6.65 Équip. et approvision. médicaux, dentaires et vétérinaires	24,6%	53,9%	21,4%	100%
6.66 Équipement de laboratoire et instruments divers	5,5%	76,4%	18,1%	100%
6.67 Équipements photographiques et cinématographiques	14,0%	22,5%	63,6%	100%
6.68 Produits chimiques	31,2%	32,9%	35,9%	100%
6.69 Instruments et appareils d'instruction et d'entraînement	32,1%	0,0%	67,9%	100%
6.70 Équipement pour traitement informatique – logiciels	30,2%	44,1%	25,7%	100%
6.71 Mobiliers	37,4%	46,4%	16,3%	100%
6.72 Fournitures et access. d'ameublement domes. et commercial	26,0%	17,6%	56,5%	100%
6.73 Équipements pour la préparation et le service des aliments	58,0%	16,0%	26,0%	100%
6.74 Machines de bureau, syst. de traitement de textes et à class.	23,9%	44,1%	32,0%	100%
6.75 Fournitures de bureau	0,8%	90,3%	8,9%	100%
6.76 Livres, cartes et autres publications	13,2%	26,4%	60,4%	100%
6.77 Inst. de musique, phonographes et postes de radio familiaux	8,0%	55,0%	37,0%	100%
6.78 Équipements de sport et de divertissement	4,3%	0,0%	95,7%	100%
6.79 Équipement et produits de nettoyage	3,2%	15,8%	81,0%	100%
6.80 Brosses, peintures et produits d'étanchéité et adhésifs	0,0%	66,5%	33,5%	100%
6.81 Matériel d'empaquetage et d'emballage	10,1%	4,0%	85,8%	100%
6.83 Textiles, cuirs, fourrures, fourniture d'habill. et de cordonn.	32,7%	44,6%	22,7%	100%
6.84 Vêtements, équipement individuel et insignes	42,7%	30,8%	26,5%	100%
6.85 Produits et articles de toilette	0,0%	0,0%	100,0%	100%
6.87 Approvisionnements agricoles	20,3%	0,0%	79,7%	100%
6.89 Subsistances	0,0%	0,3%	99,7%	100%
6.91 Carburants, lubrifiants, huiles et cires	23,2%	52,5%	24,3%	100%
6.95 Barres, feuilles et autres formes métalliques	0,0%	0,0%	100,0%	100%
6.99 Divers	18,6%	13,2%	68,2%	100%

Annexe D (suite)

Proportion des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par catégories et sous-catégories)

A Catégorie et sous-catégorie	B CUQ	C CUM	D Autres	E Province
7. Fournitures et approvisionnements	**12,5%**	**47,5%**	**40,1%**	**100%**
7.10 Armement	37,0%	20,6%	42,4%	100%
7.12 Appareils de conduite de tir	27,9%	14,4%	57,7%	100%
7.13 Munitions et explosifs	1,2%	4,7%	94,1%	100%
7.14 Missiles	0,0%	100,0%	0,0%	100%
7.15 Aéronefs et composants structuraux de cellule	4,6%	64,2%	31,1%	100%
7.16 Composants et accessoires d'aéronefs	15,0%	4,7%	80,3%	100%
7.20 Équipements de navires et matériel nautiques	4,7%	6,2%	89,1%	100%
7.22 Matériel de voies ferrées	0,0%	0,0%	100,0%	100%
7.23 Véhicules automobiles	30,1%	5,4%	64,5%	100%
7.24 Tracteurs	1,4%	48,5%	50,1%	100%
7.25 Composants pour équipement de véhicules	19,6%	10,5%	69,9%	100%
7.26 Pneumatiques et chambres à air	2,3%	66,2%	31,5%	100%
7.28 Moteurs, turbines et composants	9,3%	9,3%	81,4%	100%
7.29 Accessoires de moteurs	13,3%	21,7%	65,0%	100%
7.30 Équipement mécanique de transmission de puissance	26,7%	12,1%	61,2%	100%
7.31 Roulements – coussinets – paliers	21,0%	30,1%	48,9%	100%
7.32 Machines et équipement pour le travail du bois	36,7%	1,2%	62,1%	100%
7.34 Machines et équipement pour le travail des métaux	14,1%	16,7%	69,2%	100%
7.35 Équipements commercial et de service	1,9%	18,5%	79,6%	100%
7.36 Machines pour industries spéciales	22,4%	25,8%	51,8%	100%
7.37 Machines et équipements agricoles	5,6%	8,6%	85,8%	100%
7.38 Équip. pour const., mines, terras. et entretien des routes	24,9%	14,0%	61,1%	100%
7.39 Équipements de levage et de manutention	22,0%	21,2%	56,8%	100%
7.40 Cordes, câbles, chaînes et agencements	22,4%	15,2%	62,5%	100%
7.41 Équip. de réfrig. de conditionnement et de circulation d'air	36,4%	9,9%	53,7%	100%
7.42 Équip. de lutte contre l'incendie, de protection et sauvetage	12,9%	31,3%	55,7%	100%
7.43 Pompes et compresseurs	31,0%	30,6%	38,4%	100%
7.44 Équip. d'instal. à vapeur, de séchage et fours	2,2%	1,3%	96,5%	100%
7.45 Équipements de plomberie, de chauffage et d'hygiène	32,5%	15,3%	52,1%	100%
7.46 Équip. de purification des eaux et de trait. des eaux usées	14,7%	29,7%	55,6%	100%
7.47 Conduites, tubes, tuyaux et agencements	8,3%	6,3%	85,4%	100%
7.48 Soupapes et robinets	28,9%	22,4%	48,7%	100%
7.49 Équipements d'ateliers de réparations et d'entretien	18,6%	17,6%	63,8%	100%
7.51 Outils à main	18,0%	12,5%	69,5%	100%
7.52 Instruments de mesure et de vérification	35,5%	17,1%	47,4%	100%
7.53 Quincaillerie et abrasifs	19,9%	15,6%	64,5%	100%
7.54 Constructions préfabriquées, structures et échafaudages	21,7%	18,4%	59,9%	100%
7.55 Bois débités, bois de menuiserie et contreplaqués	8,1%	15,7%	76,2%	100%
7.56 Matériel de construction et d'entreprises du bâtiment	9,2%	35,0%	55,8%	100%
7.58 Équip. de télécomm. et de détection à rayonnement cohérent	15,7%	38,6%	45,7%	100%
7.59 Composants d'équipements électriques et électroniques	30,6%	34,6%	34,8%	100%
7.60 Matériaux, constituants, éléments fonct. et acces. en fibre	4,6%	65,3%	30,1%	100%
7.61 Fils électr. et équip. générateurs et distributeurs d'énergie	12,3%	48,2%	39,5%	100%
7.62 Dispositifs d'éclairage et lampes	14,4%	29,2%	56,4%	100%
7.63 Syst. d'alarme, de signalisation et de détection de sécurité	2,7%	24,0%	73,3%	100%
7.65 Équip. et approvision. médicaux, dentaires et vétérinaires	13,3%	33,4%	53,2%	100%
7.66 Équipement de laboratoire et instruments divers	19,2%	18,3%	62,5%	100%
7.67 Équipements photographiques et cinématographiques	55,8%	28,6%	15,6%	100%
7.68 Produits chimiques	0,7%	90,6%	8,7%	100%
7.69 Instruments et appareils d'instruction et d'entraînement	1,6%	1,5%	96,9%	100%
7.70 Équip. pour le trait. auto. de l'information à usage général	35,6%	33,3%	31,1%	100%
7.71 Mobiliers	35,8%	15,0%	49,2%	100%
7.72 Fournitures et acces. d'ameublement domest. et commercial	19,6%	9,3%	71,1%	100%
7.73 Équipements pour la préparation et le service des aliments	18,8%	12,3%	68,9%	100%
7.74 Machines de bureau, syst. de trait. de textes et de class.	27,8%	16,4%	55,9%	100%
7.75 Fournitures de bureau	41,0%	22,9%	36,0%	100%
7.76 Livres, cartes et autres publications	33,1%	20,6%	46,2%	100%
7.77 Inst. de musique, phonographes et postes de radio familiaux	20,6%	30,5%	48,9%	100%
7.78 Équipements de sport et de divertissement	34,7%	19,0%	46,3%	100%
7.79 Équipement et produits de nettoyage	8,3%	20,2%	71,5%	100%
7.80 Brosses, peintures et produits d'étanchéité et adhésifs	1,0%	6,3%	92,7%	100%
7.81 Matériaux d'empaquetage et d'emballage	14,0%	43,7%	42,4%	100%

Annexe D (suite)

Proportion des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995–1996 (par catégories et sous-catégories)

A Catégorie et sous-catégorie	B CUQ	C CUM	D Autres	E Province
7.83 Textiles, cuirs, fourrures, fourn. d'habil. et de cordonnerie	25,7%	51,4%	22,9%	100%
7.84 Vêtements, équipement individuel et insignes	13,7%	22,3%	64,0%	100%
7.85 Produits et articles de toilette	9,2%	42,3%	48,5%	100%
7.87 Approvisionnements agricoles	4,3%	15,2%	80,4%	100%
7.88 Animaux vivants	0,8%	1,2%	98,1%	100%
7.89 Subsistances	11,5%	49,1%	39,4%	100%
7.91 Carburants, lubrifiants, huiles et cires	1,1%	65,0%	33,9%	100%
7.93 Matières usinées non métalliques	32,1%	26,6%	41,3%	100%
7.94 Matières brutes non métalliques	42,2%	8,0%	49,8%	100%
7.95 Barres, feuilles et autres formes métalliques	5,8%	12,5%	81,7%	100%
7.96 Minerais, minéraux et produits primaires	4,2%	50,3%	45,5%	100%
7.98 Électricité (énergie)	0,7%	87,1%	12,1%	100%
7.99 Divers	31,4%	21,0%	47,6%	100%
8. Matériel et équipement	**33,5%**	**27,4%**	**39,1%**	**100%**
8.10 Armement	1,6%	1,6%	96,8%	100%
8.12 Appareils de conduite de tir	0,0%	100,0%	0,0%	100%
8.13 Munitions et explosifs	0,0%	0,0%	100,0%	100%
8.17 Équip. catap. atterrissage serv. sol aérien	44,7%	21,7%	33,6%	100%
8.19 Navires, embarcations, pontons et docks flottants	18,6%	0,9%	80,6%	100%
8.20 Équipement de navire et matériel nautique	5,5%	19,4%	75,1%	100%
8.22 Matériel de voies ferrées	0,0%	100,0%	0,0%	100%
8.23 Véhicules à effet de sol, véhicules moteurs et remorques	2,3%	5,8%	91,9%	100%
8.24 Tracteurs	0,0%	0,0%	100,0%	100%
8.25 Composants pour équipement de véhicules	27,7%	2,0%	70,2%	100%
8.28 Moteurs, turbines et composants	4,7%	0,0%	95,3%	100%
8.29 Accessoires de moteurs	3,0%	4,4%	92,7%	100%
8.30 Équipement mécanique de transmission de puissance	16,9%	18,0%	65,1%	100%
8.32 Machines et équipement pour le travail du bois	31,7%	0,0%	68,3%	100%
8.34 Machines et équipement pour le travail des métaux	18,9%	14,0%	67,0%	100%
8.35 Équipements commercial et de service	3,8%	36,5%	59,7%	100%
8.36 Machines pour industries spéciales	10,9%	8,1%	81,0%	100%
8.37 Machines et équipement agricoles	5,5%	9,9%	84,6%	100%
8.38 Équip. pour const., mines, terras. et entretien des routes	22,3%	29,8%	48,0%	100%
8.39 Équipements de levage et de manutention	30,0%	22,6%	47,4%	100%
8.41 Équip. de réfrig., de conditionnement et de circulation de l'air	15,7%	13,9%	70,4%	100%
8.42 Équip. de lutte contre l'incendie, de protect. et de sauvetage	3,0%	4,0%	93,0%	100%
8.43 Pompes et compresseurs	18,5%	56,7%	24,8%	100%
8.44 Équip. d'installation à vapeur, de séchage et fours	1,9%	82,0%	16,1%	100%
8.45 Équipements de plomberie, de chauffage et d'hygiène	20,4%	3,4%	76,2%	100%
8.46 Équip. de purification des eaux et de trait. des eaux usées	1,9%	36,2%	61,9%	100%
8.49 Équipements d'ateliers de réparations et d'entretien	9,3%	4,9%	85,8%	100%
8.51 Outils à main	14,7%	11,5%	73,8%	100%
8.52 Instruments de mesure et de vérification	7,6%	23,4%	69,0%	100%
8.53 Quincaillerie et abrasifs	29,8%	15,0%	55,3%	100%
8.54 Constructions préfabriquées, structures et échafaudages	17,2%	23,0%	59,8%	100%
8.55 Bois débités, portes et fenêtres	8,8%	25,5%	65,7%	100%
8.56 Matériel de construction et d'entreprises du bâtiment	8,3%	4,5%	87,2%	100%
8.58 Équip. de télécomm. de détection à rayonnement cohérent	31,9%	30,9%	37,1%	100%
8.59 Composants d'équipements électriques et électroniques	26,6%	62,0%	11,4%	100%
8.61 Fils élec. et équip. générateurs et distributeurs d'énergie	8,7%	54,0%	37,2%	100%
8.62 Dispositifs d'éclairage et lampes	3,9%	2,4%	93,7%	100%
8.63 Syst. d'alarme, de signalisation et de détection de sécurité	48,3%	27,9%	23,8%	100%
8.65 Équip. et approvision. médicaux, dentaires et vétérinaires	0,0%	11,5%	88,4%	100%
8.66 Équipement de laboratoire et instruments divers	15,5%	30,5%	54,0%	100%
8.67 Équipements photographiques et cinématographiques	2,2%	8,5%	89,3%	100%
8.69 Instruments et appareils d'instruction et d'entraînement	0,0%	96,1%	3,9%	100%
8.70 Équip. pour le trait. auto. de l'information à usage général	50,3%	35,8%	13,9%	100%
8.71 Mobiliers	35,2%	26,4%	38,4%	100%
8.72 Fournitures et access. d'ameublement domes. et commercial	0,5%	0,3%	99,2%	100%
8.73 Équipements pour la préparation et le service des aliments	67,6%	4,1%	28,3%	100%.
874 Machines de bureau, syst. de trait. de textes et de class.	25,9%	26,5%	47,6%	100%
8.75 Fournitures de bureau	51,4%	15,8%	32,9%	100%
8.77 Inst. de musique, phonographes et postes de radio familiaux	11,0%	66,2%	22,8%	100%

Annexe D (suite)

Proportion des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par catégories et sous-catégories)

A Catégorie et sous-catégorie	B CUQ	C CUM	D Autres	E Province
8.78 Équipements de sport et de divertissement	61,6%	30,6%	7,7%	100%
8.79 Équipements et produits de nettoyage	6,1%	56,4%	37,4%	100%
8.81 Matériaux d'empaquetage et d'emballage	26,6%	21,7%	51,7%	100%
8.83 Textiles, cuirs, fourrures, tentes, pavillons	12,2%	67,4%	20,4%	100%
8.84 Vêtements, équipement individuel et insignes	24,4%	6,1%	69,5%	100%
8.95 Barres, feuilles et autres formes métalliques	5,7%	2,8%	91,5%	100%
8.99 Divers	15,6%	45,1%	39,3%	100%
9. Immobilisations (terrains, immeubles et travaux de génie)	**7,4%**	**14,8%**	**77,9%**	**100%**
Acquisition d'immeubles et de terrains				
9.01 Édifices à bureaux, palais de justice et institutions pénales	44,6%	21,6%	33,8%	100%
9.02 Entrepôts, garages et bâtisses d'exploitation	1,2%	0,0%	98,8%	100%
9.03 Édifices pour fins éducationnelles et culturelles	100,0%	0,0%	0,0%	100%
9.05 Terrains et parcs de stationnement	2,5%	10,3%	87,3%	100%
Acquisition de travaux de génie				
9.29 Autres immeubles	0,0%	12,5%	87,5%	100%
9.31 Routes, ponts et tunnels	0,0%	0,0%	100,0%	100%
9.33 Aqueducs, égouts et épuration de l'eau	0,0%	0,0%	100,0%	100%
9.49 Autres travaux	0,0%	0,0%	100,0%	100%
Constructions d'immeubles				
9.51 Édifices à bureaux, palais de justice et institutions pénales	97,9%	0,0%	2,1%	100%
9.52 Entrepôts, garages et bâtisses d'exploitation	3,4%	1,7%	94,9%	100%
9.53 Édifices pour fins éducationnelles et culturelles	28,1%	0,0%	71,9%	100%
9.54 Immeubles d'habitation	9,0%	0,0%	91,0%	100%
9.55 Parcs de stationnement	0,0%	0,0%	100,0%	100%
9.59 Autres immeubles	0,1%	0,0%	99,9%	100%
9.80 Voies maritimes et cours d'eau	0,0%	0,7%	99,3%	100%
9.81 Routes, ponts et tunnels	7,0%	15,0%	78,1%	100%
9.82 Aérodromes	0,0%	33,0%	67,0%	100%
9.83 Aqueducs, égoûts et épuration de l'eau	0,0%	0,0%	100,0%	100%
9.84 Énergie et communication	3,6%	0,0%	96,4%	100%
9.85 Parcs et lieux de divertissement	0,0%	0,0%	100,0%	100%
9.99 Autres travaux	1,2%	0,1%	98,7%	100%
10. Dépenses de transfert	**34,5%**	**36,5%**	**29,0%**	**100%**
Gouvernements municipaux généraux				
10.58 En lieu de taxes foncières sur les immeubles gouv.	34,5%	36,5%	29,0%	100%
TOTAL	**37,3%**	**23,5%**	**39,3%**	**100%**

Compilation des auteurs.

A. Catégories et sous-catégories de dépenses considérées.

B. Proportion des dépenses réelles de la Communauté urbaine de Québec (ministères et organismes budgétaires).

C. Proportion des dépenses réelles de la Communauté urbaine de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

D. Proportion des dépenses réelles des autres territoires que les communautés urbaines de Québec et de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

E. Proportion provinciale des dépenses réelles, soit la somme des colonnes B, C et D.

* Les montants sont estimés à partir du nombre d'employés réguliers et occasionnels travaillant au 31 mars 1996 sur le territoire multiplié par le traitement moyen provincial au 31 mars 1995.

** Un montant de 14 321 977$ versé au Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger (FOGIQUE) a été soustrait de cette sous-catégorie puisqu'il est dépensé à l'extérieur du Québec mais compilé dans ce territoire.

ANNEXE E

Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par catégories et sous-catégories)

A Catégorie et sous-catégorie	B RMQ	C RMM	D Autres	E Province
1. Traitements, salaires et allocations (personnel régulier)	**860 669 802$**	**349 878 991$**	**576 489 523$**	**1 787 038 316$**
1.01 Rémunération régulière*	860 669 802$	349 878 991$	576 489 523$	1 787 038 316$
2. Autres rémunérations (personnel occasionnel)	**85 608 444$**	**92 057 115$**	**117 415 657$**	**295 081 216$**
2.01 Rémunération régulière*	85 608 444$	92 057 115$	117 415 657$	295 081 216$
3. Services de transport et de communication	**76 159 871$**	**35 969 153$**	**59 363 206$**	**171 492 230$**
Frais de déplacement				
3.01 Employés publics	7 234 434$	4 120 335$	11 485 574$	22 840 343$
3.02 Ministres et députés	1 068 792$	309 244$	387 869$	1 765 905$
3.03 Déménagement	1 400 909$	1 956 766$	2 768 453$	6 126 129$
3.04 Congrès	150 587$	213 366$	174 272$	538 225$
3.05 Assignation	33 377$	27 643$	33 544$	94 564$
3.06 Frais de dépenses et de fonction (représentation)	226 547$	22 185$	472 770$	721 502$
3.07 Réunions ministérielles ou interministérielles	625 784$	271 161$	210 014$	1 106 959$
3.08 Réunions intergouvernementales	184$	3 545$	18 055$	21 784$
Frais de poste et de transport				
3.10 Poste	17 926 898$	2 123 707$	4 451 088$	24 501 693$
3.11 Fret, messagerie et autres frais de transport	6 163 142$	3 643 263$	8 014 675$	17 821 080$
Communication				
3.20 Téléphone	16 254 047$	9 367 713$	15 816 386$	41 438 145$
3.21 Publications d'informations	2 069 272$	511 042$	767 974$	3 348 288$
3.22 Télex, bélinographe et autres appareils assimilés	3 009 857$	1 760 465$	2 717 248$	7 487 569$
3.23 Accès aux réseaux informatiques à distance	32 412$	2 051$	1 731$	36 194$
Publicité et information				
3.30 Journaux et revues	3 074 363$	1 949 010$	2 318 201$	7 341 573$
3.31 Radio	329 685$	161 046$	268 890$	759 622$
3.32 Télévision	480 120$	435 207$	389 718$	1 305 045$
3.40 Publications	6 038 835$	1 531 325$	1 178 830$	8 748 990$
3.41 Quote-part dans pub. déficit. du Fonds les Pub. du Québec	6 215$	0$	0$	6 215$
3.45 Services reliés à la publicité	2 753 715$	3 147 981$	2 334 398$	8 236 094$
3.46 Promotion	529 066$	937 392$	555 150$	2 021 608$
3.48 Bureaux des députés	2 219 289$	569 578$	472 150$	3 261 017$
3.50 Expositions	604 171$	681 440$	1 196 543$	2 482 155$
3.99 Autres	3 928 170$	2 223 689$	3 329 672$	9 481 531$
4. Services professionnels, administratifs et autres	**172 202 006$**	**190 634 605$**	**95 474 643$**	**458 311 253$**
Services professionnels et administratifs				
4.01 Services professionnels de génie	7 546 112$	7 834 290$	3 636 229$	19 016 631$
4.02 Services professionnels reliés à la construction	3 533 992$	48 201 474$	7 939 213$	59 674 679$
4.03 Services professionnels juridiques	2 934 071$	6 478 133$	5 996 416$	15 408 619$
4.05 Services profess. reliés à la comptabilité et à l'administration	29 633 139$	65 534 363$	6 427 545$	101 595 046$
4.07 Services professionnels reliés aux relations de travail	723 891$	689 061$	52 323$	1 465 275$
4.08 Services professionnels de santé et de bien-être social	3 447 691$	5 141 698$	8 285 984$	16 875 373$
4.09 Services professionnels de santé animale	52 956$	570 447$	597 730$	1 221 132$
4.10 Services professionnels de perfectionnement	5 303 304$	4 166 360$	3 401 073$	12 870 736$
4.11 Travaux de biologie	257 180$	67 626$	368 687$	693 493$
4.12 Services profess. – administration et personnel de soutien	2 492 479$	4 341 952$	3 721 066$	10 555 497$
4.13 Services professionnels – mandataires fiscaux	4 092 926$	105$	159 318$	4 252 349$
4.14 Services professionnels – artistes	153 904$	195 115$	57 331$	406 350$
4.15 Services reliés à l'audio-visuel et aux arts graphiques	2 142 588$	797 332$	479 375$	3 419 295$
4.16 Prêt de services – traitement régulier	246 683$	559 344$	1 568 051$	2 374 078$
4.17 Prêt de services – traitement supplémentaire	270$	0$	0$	270$
4.18 Prêt de services – frais de déplacement	33 873$	56 888$	65 133$	155 894$
4.19 Transcription de la presse électronique	128 481$	536 503$	6 693$	671 677$
Jurys, comités et commissions				
4.20 Coroners, jurés, témoins	864 426$	1 518 375$	2 775 609$	5 158 410$
4.21 Comités et commissions	1 828 881$	2 765 210$	1 003 904$	5 597 996$
4.22 Services professionnels – jurys de concours	72 822$	116 045$	125 769$	314 636$
4.23 Jurys de sélection de firmes	7 913$	4 629$	0$	12 542$
4.24 Rédaction, analyse et coordination des questions d'examen	271 566$	199 090$	20 442$	491 099$
Assurances et droits d'immatriculation				
4.40 Incendie	2 160$	0$	0$	2 160$
4.41 Responsabilité publique	31 280$	5 909$	43 987$	81 176$
4.42 Cautionnement	830$	0$	5 426$	6 256$
4.43 Véhicules moteurs et aéronefs	848 268$	2 454$	84 152$	934 874$

Annexe E (suite)

Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par catégories et sous-catégories)

A Catégorie et sous-catégorie	B RMQ	C RMM	D Autres	E Province
Taxes et services gouvernementaux				
4.50 Paiements en guise d'impôts fonciers	1 750$	0$	356$	2 106$
4.51 Taxes d'affaires et services municipaux ou similaires	1 454 744$	1 357 220$	3 748 083$	6 560 047$
4.53 Achats de services gouvernementaux	3 499 032$	1 577 869$	2 558 168$	7 635 070$
Services divers				
4.60 Gardiennage et sécurité	1 713 601$	2 431 343$	2 327 841$	6 472 785$
4.61 Réception et frais d'accueil	1 666 489$	1 067 024$	2 001 033$	4 734 546$
4.63 Royautés	34 405$	255 824$	134 844$	425 073$
4.64 Services divers bancaires et fiduciaires	2 695 817$	761 986$	732 247$	4 190 050$
4.65 Services divers de nettoyage et de buanderie	166 828$	269 394$	579 570$	1 015 793$
4.66 Cotisations à des associations	493 674$	531 081$	803 063$	1 827 818$
4.67 Protection de la forêt	51 852 271$	1 759 258$	11 871 676$	65 483 205$
4.68 Services de traiteur	1 679$	394 330$	146 977$	542 986$
4.69 Services d'impression	5 132 457$	6 628 944$	5 396 401$	17 157 802$
4.70 Environnement	169 736$	9 325 523$	2 182 965$	11 678 224$
4.91 Traitement informatique	10 464 579$	7 780 524$	8 329 849$	26 574 952$
4.92 Main-d'œuvre informatique	18 396 221$	2 851 147$	913 778$	22 161 146$
4.99 Autres	7 807 035$	3 860 737$	6 926 336$	18 594 107$
5. Entretien et réparations	**30 557 708$**	**28 269 119$**	**86 666 598$**	**145 493 425$**
Immeubles et terrains				
5.01 Édifices à bureaux, palais de justice et institutions pénales	3 684 500$	1 271 850$	2 000 725$	6 957 075$
5.02 Entrepôts, garages et bâtisses d'exploitation	194 501$	120 476$	477 100$	792 077$
5.03 Édifices pour fins éducationnelles et culturelles	29 953$	4 678$	10 547$	45 178$
5.04 Immeubles d'habitation	12 295$	942$	35 520$	48 757$
5.05 Terrains et parcs de stationnement	183 250$	99 119$	321 811$	604 179$
Travaux de génie				
5.30 Voies maritimes et cours d'eau	69$	16 384$	138 377$	154 830$
5.31 Routes, ponts et tunnels	15 192 635$	13 654 845$	63 581 265$	92 428 745$
5.32 Aérodromes	42 118$	51 942$	564 361$	658 421$
5.33 Aqueducs, égouts et épuration de l'eau	42 854$	17 234$	26 205$	86 293$
5.34 Énergie et communication	4 320$	62 451$	5 549$	72 320$
5.35 Parcs et lieux de divertissement	6 844$	129 291$	123 944$	260 079$
Matériel et équipement				
5.40 Bouilloires, turbines et équipements industriels connexes	845$	0$	2 636$	3 481$
5.41 Convoyeurs et autres matériaux de levage et de manutention	50 938$	28 888$	44 698$	124 524$
5.42 Matériel de construction et d'entretien	209 905$	991 216$	826 119$	2 027 240$
5.43 Machines industrielles, machines-outils et outils	111 864$	51 513$	101 468$	264 846$
5.44 Tracteurs et autre matériel d'exploitation agricole	22 963$	11 555$	91 746$	126 264$
5.45 Matériel de transport	1 576 188$	2 687 753$	5 466 099$	9 730 040$
5.46 Matériel de communication	84 945$	282 911$	146 329$	514 185$
5.48 Matériel chauffage, climatisation, réfrigération et plomberie	130 477$	102 898$	201 568$	434 943$
5.49 Matériel d'éclairage et appareils électriques	94 153$	184 863$	699 267$	978 283$
5.50 Matériel et équipements scientifiques	148 451$	157 509$	456 126$	762 087$
5.52 Matériel et équipements d'ameublement	368 894$	185 205$	85 396$	639 495$
5.53 Aménagements	4 597 037$	2 289 463$	2 944 735$	9 831 235$
5.90 Matériel et équipements forestiers et agricoles	1 185$	1 995$	17 278$	20 458$
5.91 Matériel informatique et bureautique	2 862 118$	4 188 495$	4 405 143$	11 455 756$
5.92 Logiciels informatique et bureautique	252 214$	1 231 340$	3 005 674$	4 489 229$
5.99 Autres	652 192$	444 303$	886 909$	1 983 405$
6. Loyers	**213 850 391$**	**120 439 020$**	**204 450 899$**	**538 740 309$**
Immeubles et terrains				
6.01 Édifices à bureaux, palais de justice et institutions pénales**	179 881 548$	87 796 940$	160 357 167$	428 035 654$
6.02 Entrepôts, garages et bâtisses d'exploitation	23 986 686$	11 483 809$	18 657 816$	54 128 311$
6.03 Édifices pour fins éducationnelles et culturelles	42 286$	33 877$	44 783$	120 946$
6.04 Immeubles d'habitation	851 489$	171 264$	487 608$	1 510 361$
6.05 Parcs de stationnement	20 239$	10 325$	34 230$	64 793$
6.06 Terrains	7 541$	11 237$	23 959$	42 737$
6.10 Armement	447$	438$	336$	1 221$
6.13 Munitions et explosifs	48$	0$	980$	1 028$
6.14 Missiles	0$	0$	36 444$	36 444$
6.15 Aéronefs et composants structuraux de cellule	904 600$	410 994$	1 146 714$	2 462 309$

Annexe E (suite)

Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par catégories et sous-catégories)

A Catégorie et sous-catégorie	B RMQ	C RMM	D Autres	E Province
6.18 Véhicules spatiaux	47$	56 071$	3 498$	59 616$
6.19 Navires, embarcations, pontons et docks flottants	3 915$	820$	8 381$	13 116$
6.20 Équipement de navires et matériel nautique	10$	1 197$	1 251$	2 458$
6.23 Véhicules à effet de sol, véhicules moteurs, cycles	1 340 239$	859 383$	3 710 824$	5 910 446$
6.24 Tracteurs	92 626$	290 581$	934 962$	1 318 169$
6.25 Composants pour équipements de véhicules	0$	3 426$	400$	3 826$
6.26 Pneumatiques et chambres à air	285$	437$	1 365$	2 087$
6.28 Moteurs, turbines et composants	1 330$	287$	1 528$	3 145$
6.29 Accessoires de moteurs	1 970$	294$	2 992$	5 256$
6.30 Équipement mécanique de transmission de puissance	78$	8 095$	3 301$	11 474$
6.31 Roulements – coussinets – paliers	6 386$	2 204$	2 806$	11 396$
6.32 Machines et équipement pour le travail du bois	9 282$	12 435$	9 565$	31 282$
6.34 Machines et équipement pour le travail de métaux	8 977$	13 409$	85 267$	107 653$
6.35 Équipements commercial et de service	216$	630$	3 020$	3 866$
6.36 Machines pour industries spéciales	90 796$	3 005 685$	2 490 202$	5 586 682$
6.37 Machines et équipement agricoles	10 740$	5 853$	27 454$	44 047$
6.38 Équip. pour const., mines, terras. et entretien des routes	1 208 844$	1 835 591$	9 361 211$	12 405 646$
6.39 Équipements de levage et manutention	32 412$	66 959$	51 387$	150 758$
6.40 Cordes, cables, chaînes et agencements	0$	0$	2 460$	2 460$
6.41 Équip. de réfrigé., de conditionnement et de circulation d'air	4 257$	9 238$	2 334$	15 829$
6.42 Équip. de lutte contre l'incendie, de protection et sauvetage	2 632$	2 804$	2 243$	7 679$
6.43 Pompes et compresseurs	7 425$	12 240$	12 241$	31 906$
6.44 Équip. d'instal. à vapeur, de séchage et fours	0$	0$	100$	100$
6.45 Équipements de plomberie, de chauffage et d'hygiène	4 361$	3 065$	19 517$	26 943$
6.46 Équip. de purification des eaux et de trait. des eaux usées	2 760$	333$	410$	3 503$
6.47 Conduites, tubes, tuyaux et agencements	0$	0$	8 254$	8 254$
6.49 Équipements d'ateliers de réparations et d'entretien	3 492$	2 799$	10 210$	16 501$
6.51 Outils à main	11 053$	6 050$	7 731$	24 834$
6.52 Instruments de mesure et de vérification	10 500$	2 948$	1 101$	14 549$
6.53 Quincaillerie et abrasifs	280$	3 610$	3 610$	7 500$
6.54 Constructions préfabriquées, structures et échafaudages	10 800$	38 343$	30 312$	79 455$
6.55 Bois de menuiserie, contreplaqué et feuilles de placage	0$	0$	126$	126$
6.56 Matériel de construction et d'entreprises du bâtiment	651$	799$	178$	1 628$
6.58 Équipements de télécommunications et de détection	662 112$	7 399 527$	2 423 129$	10 484 768$
6.59 Composants d'équipements électriques et électroniques	17 253$	13 729$	3 239$	34 221$
6.61 Fils électr. et équip. générateurs et distributeurs d'énergie	730$	3 182$	5 942$	9 854$
6.62 Dispositifs d'éclairage et lampes	1 139$	1 070$	669$	2 878$
6.63 Systèmes d'alarmes, de signali. et de détection de sécurité	973$	21 549$	11 819$	34 340$
6.65 Équip. et approvision. médicaux, dentaires et vétérinaires	476$	1 047$	409$	1 932$
6.66 Équipement de laboratoire et instruments divers	11 628$	124 422$	26 167$	162 217$
6.67 Équipements photographiques et cinématographiques	17 119$	27 790$	77 695$	122 604$
6.68 Produits chimiques	2 835$	3 247$	2 982$	9 064$
6.69 Instruments et appareils d'instruction et d'entraînement	161$	0$	340$	501$
6.70 Équipement pour traitement informatique – logiciels	4 141 467$	6 057 859$	3 520 846$	13 720 173$
6.71 Mobiliers	17 967$	23 709$	5 258$	46 934$
6.72 Fournitures et access. d'ameublement domes. et commercial	2 283$	2 432$	4 082$	8 797$
6.73 Équipements pour la préparation et le service des aliments	2 202$	601$	942$	3 745$
6.74 Machines de bureau, syst. de traitement de textes et à class.	163 393$	302 129$	219 068$	684 580$
6.75 Fournitures de bureau	20$	2 249$	221$	2 490$
6.76 Livres, cartes et autres publications	2 165$	4 792$	9 461$	16 418$
6.77 Inst. de musique, phonographes et postes de radio familiaux	1 197$	12 400$	1 427$	15 024$
6.78 Équipements de sport et de divertissement	100$	0$	778$	878$
6.79 Équipement et produits de nettoyage	1 159$	5 735$	29 328$	36 222$
6.80 Brosses, peintures et produits d'étanchéité et adhésifs	0$	163$	82$	245$
6.81 Matériel d'empaquetage et d'emballage	3 184$	591$	9 159$	12 934$
6.83 Textiles, cuirs, fourrures, fourniture d'habill. et de cordonn.	3 300$	4 499$	2 287$	10 086$
6.84 Vêtements, équipement individuel et insignes	38 823$	29 110$	22 892$	90 825$
6.85 Produits et articles de toilette	0$	0$	74$	74$
6.87 Approvisionnements agricoles	225$	0$	884$	1 109$
6.89 Subsistances	0$	34$	7 949$	7 983$
6.91 Carburants, lubrifiants, huiles et cires	11 105$	24 679$	11 076$	46 860$
6.95 Barres, feuilles et autres formes métalliques	0$	37$	188$	225$
6.99 Divers	186 137$	207 970$	462 227$	856 334$

Annexe E (suite)

Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995–1996 (par catégories et sous-catégories)

A Catégorie et sous-catégorie	B RMQ	C RMM	D Autres	E Province
7. Fournitures et approvisionnements	**27 464 233$**	**97 584 659$**	**53 730 024$**	**178 778 916$**
7.10 Armement	8 913$	7 323$	7 431$	23 667$
7.12 Appareils de conduite de tir	283$	581$	151$	1 015$
7.13 Munitions et explosifs	7 033$	313 888$	182 062$	502 983$
7.14 Missiles	0$	16$	0$	16$
7.15 Aéronefs et composants structuraux de cellule	65$	896$	435$	1 396$
7.16 Composants et accessoires d'aéronefs	224$	437$	834$	1 495$
7.20 Équipements de navires et matériel nautiques	1 964$	2 769$	19 010$	23 743$
7.22 Matériel de voies ferrées	0$	0$	54$	54$
7.23 Véhicules automobiles	6 744$	4 591$	10 538$	21 873$
7.24 Tracteurs	515$	2 754$	2 410$	5 679$
7.25 Composants pour équipement de véhicules	510 046$	333 995$	1 157 896$	2 001 937$
7.26 Pneumatiques et chambres à air	53 840$	1 262 548$	164 866$	1 481 254$
7.28 Moteurs, turbines et composants	27 767$	15 175$	114 330$	157 272$
7.29 Accessoires de moteurs	265 123$	457 839$	752 415$	1 475 377$
7.30 Équipement mécanique de transmission de puissance	46 295$	26 544$	66 639$	139 478$
7.31 Roulements – coussinets – paliers	17 690$	27 090$	26 303$	71 083$
7.32 Machines et équipement pour le travail du bois	7 310$	1 180$	10 512$	19 002$
7.34 Machines et équipement pour le travail des métaux	38 806$	41 512$	67 235$	147 553$
7.35 Équipements commercial et de service	1 471$	7 855$	20 378$	29 703$
7.36 Machines pour industries spéciales	46 399$	54 631$	68 796$	169 826$
7.37 Machines et équipements agricoles	35 870$	69 689$	134 708$	240 267$
7.38 Équip. pour const., mines, terras. et entretien des routes	446 888$	470 111$	475 486$	1 392 485$
7.39 Équipements de levage et de manutention	26 933$	22 191$	48 258$	97 382$
7.40 Cordes, câbles, chaînes et agencements	28 935$	23 235$	71 242$	123 412$
7.41 Équip. de réfrig. de conditionnement et de circulation d'air	36 604$	26 816$	32 154$	95 574$
7.42 Équip. de lutte contre l'incendie, de protection et sauvetage	36 643$	97 484$	121 414$	255 542$
7.43 Pompes et compresseurs	32 798$	30 206$	31 635$	94 639$
7.44 Équip. d'instal. à vapeur, de séchage et fours	1 280$	5 666$	3 060$	10 006$
7.45 Équipements de plomberie, de chauffage et d'hygiène	80 813$	50 799$	69 944$	201 556$
7.46 Équip. de purification des eaux et de trait. des eaux usées	3 341$	9 791$	7 448$	20 580$
7.47 Conduites, tubes, tuyaux et agencements	182 837$	539 271$	736 440$	1 458 548$
7.48 Soupapes et robinets	39 552$	42 864$	40 386$	122 802$
7.49 Équipements d'ateliers de réparations et d'entretien	48 872$	65 194$	81 080$	195 146$
7.51 Outils à main	49 224$	33 880$	123 978$	207 083$
7.52 Instruments de mesure et de vérification	21 289$	15 771$	17 476$	54 536$
7.53 Quincaillerie et abrasifs	551 252$	423 495$	776 732$	1 751 479$
7.54 Constructions préfabriquées, structures et échafaudages	16 775$	10 146$	24 890$	51 811$
7.55 Bois débités, bois de menuiserie et contreplaqués	213 946$	980 145$	519 486$	1 713 577$
7.56 Matériel de construction et d'entreprises du bâtiment	3 582 032$	10 673 417$	10 698 885$	24 954 333$
7.58 Équip. de télécomm. et de détection à rayonnement cohérent	54 037$	164 075$	107 354$	325 466$
7.59 Composants d'équipements électriques et électroniques	310 880$	462 915$	227 084$	1 000 878$
7.60 Matériaux, constituants, éléments fonct. et acces. en fibre	1 462$	20 314$	9 325$	31 101$
7.61 Fils électr. et équip. générateurs et distributeurs d'énergie	156 096$	733 126$	279 346$	1 168 568$
7.62 Dispositifs d'éclairage et lampes	245 970$	876 010$	448 267$	1 570 247$
7.63 Syst. d'alarme, de signalisation et de détection de sécurité	91 865$	733 940$	85 153$	910 958$
7.65 Équip. et approvision. médicaux, dentaires et vétérinaires	162 204$	457 336$	579 296$	1 198 836$
7.66 Équipement de laboratoire et instruments divers	498 852$	539 624$	1 354 469$	2 392 945$
7.67 Équipements photographiques et cinématographiques	1 378 656$	740 133$	326 121$	2 444 910$
7.68 Produits chimiques	306 755$	33 339 106$	2 987 805$	36 633 665$
7.69 Instruments et appareils d'instruction et d'entraînement	676$	7 692$	22 914$	31 282$
7.70 Équip. pour le trait. auto. de l'information à usage général	1 246 454$	1 309 432$	756 298$	3 312 184$
7.71 Mobiliers	128 569$	90 465$	110 328$	329 362$
7.72 Fournitures et acces. d'ameublement domest. et commercial	117 343$	97 884$	345 183$	560 411$
7.73 Équipements pour la préparation et le service des aliments	80 005$	118 191$	217 584$	415 780$
7.74 Machines de bureau, syst. de trait. de textes et de class.	26 491$	32 870$	32 587$	91 947$
7.75 Fournitures de bureau	5 915 622$	3 843 513$	4 195 391$	13 954 526$
7.76 Livres, cartes et autres publications	4 045 438$	3 493 064$	4 476 195$	12 014 696$
7.77 Inst. de musique, phonographes et postes de radio familiaux	11 522$	15 908$	20 808$	48 238$
7.78 Équipements de sport et de divertissement	32 828$	19 092$	21 984$	73 904$
7.79 Équipement et produits de nettoyage	56 465$	161 665$	293 637$	511 767$
7.80 Brosses, peintures et produits d'étanchéité et adhésifs	114 730$	1 685 819$	5 804 910$	7 605 459$
7.81 Matériaux d'empaquetage et d'emballage	144 322$	550 002$	263 070$	957 394$

Annexe E (suite)

Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par catégories et sous-catégories)

A Catégorie et sous-catégorie	B RMQ	C RMM	D Autres	E Province
7.83 Textiles, cuirs, fourrures, fourn. d'habil. et de cordonnerie	230 623$	465 818$	96 869$	793 311$
7.84 Vêtements, équipement individuel et insignes	968 410$	986 328$	1 417 144$	3 371 882$
7.85 Produits et articles de toilette	41 914$	170 381$	181 077$	393 371$
7.87 Approvisionnements agricoles	373 089$	541 267$	1 065 548$	1 979 904$
7.88 Animaux vivants	28 971$	10 337$	197 742$	237 050$
7.89 Subsistances	1 202 215$	3 648 382$	1 987 995$	6 838 591$
7.91 Carburants, lubrifiants, huiles et cires	252 604$	10 802 941$	5 539 077$	16 594 622$
7.93 Matières usinées non métalliques	165 725$	127 225$	163 062$	456 012$
7.94 Matières brutes non métalliques	5 128$	2 463$	3 807$	11 398$
7.95 Barres, feuilles et autres formes métalliques	795 438$	2 564 432$	766 287$	4 126 157$
7.96 Minerais, minéraux et produits primaires	22 196$	159 783$	73 538$	255 517$
7.98 Électricité (énergie)	559 955$	11 581 957$	1 110 972$	13 252 884$
7.99 Divers	1 214 351$	879 376$	1 474 802$	3 568 529$
8. Matériel et équipement	**39 869 503$**	**32 282 647$**	**33 272 207$**	**105 424 357$**
8.10 Armement	3 387$	202 244$	156$	205 787$
8.12 Appareils de conduite de tir	0$	1 130$	0$	1 130$
8.13 Munitions et explosifs	0$	11 115$	138 999$	150 114$
8.17 Équip. catap. atterrissage serv. sol aérien	775$	376$	583$	1 734$
8.19 Navires, embarcations, pontons et docks flottants	39 598$	1 862$	171 749$	213 209$
8.20 Équipement de navire et matériel nautique	6 424$	5 808$	15 242$	27 474$
8.22 Matériel de voies ferrées	0$	767 604$	0$	767 604$
8.23 Véhicules à effet de sol, véhicules moteurs et remorques	1 254 728$	1 365 652$	15 875 249$	18 495 629$
8.24 Tracteurs	0$	0$	850$	850$
8.25 Composants pour équipement de véhicules	159 970$	30 666$	137 929$	328 565$
8.28 Moteurs, turbines et composants	8 657$	13 926$	108 899$	131 482$
8.29 Accessoires de moteurs	2 802$	6 175$	13 447$	22 424$
8.30 Équipement mécanique de transmission de puissance	7 151$	10 190$	23 909$	41 250$
8.32 Machines et équipement pour le travail du bois	4 238$	0$	2 923$	7 161$
8.34 Machines et équipement pour le travail des métaux	14 379$	23 632$	23 614$	61 625$
8.35 Équipements commercial et de service	2 636$	47 490$	19 450$	69 576$
8.36 Machines pour industries spéciales	37 875$	47 505$	250 555$	335 935$
8.37 Machines et équipement agricoles	89 731$	176 498$	131 721$	397 950$
8.38 Équip. pour const., mines, terras. et entretien des routes	1 321 929$	1 367 647$	1 736 989$	4 426 565$
8.39 Équipements de levage et de manutention	106 186$	138 218$	107 817$	352 222$
8.41 Équip. de réfrig., de conditionnement et de circulation de l'air	38 641$	52 333$	135 077$	226 051$
8.42 Équip. de lutte contre l'incendie, de protect. et de sauvetage	12 305$	10 959$	52 271$	75 535$
8.43 Pompes et compresseurs	26 116$	80 858$	19 100$	126 074$
8.44 Équip. d'installation à vapeur, de séchage et fours	1 223$	60 203$	3 457$	64 883$
8.45 Équipements de plomberie, de chauffage et d'hygiène	16 839$	6 952$	54 170$	77 961$
8.46 Équip. de purification des eaux et de trait. des eaux usées	4 435$	10 962$	14 910$	30 307$
8.49 Équipements d'ateliers de réparations et d'entretien	19 458$	6 896$	84 603$	110 957$
8.51 Outils à main	45 738$	44 723$	134 102$	224 564$
8.52 Instruments de mesure et de vérification	14 275$	52 000$	113 983$	180 258$
8.53 Quincaillerie et abrasifs	7 184$	4 584$	8 757$	20 525$
8.54 Constructions préfabriquées, structures et échafaudages	34 352$	59 067$	106 143$	199 562$
8.55 Bois débités, portes et fenêtres	774$	2 234$	5 753$	8 761$
8.56 Matériel de construction et d'entreprises du bâtiment	5 092$	17 224$	38 778$	61 094$
8.58 Équip. de télécomm. de détection à rayonnement cohérent	1 239 216$	1 267 503$	1 336 815$	3 843 534$
8.59 Composants d'équipements électriques et électroniques	61 522$	143 541$	23 502$	228 565$
8.61 Fils élec. et équip. générateurs et distributeurs d'énergie	19 718$	114 911$	63 214$	197 843$
8.62 Dispositifs d'éclairage et lampes	19 455$	464 363$	7 140$	490 957$
8.63 Syst. d'alarme, de signalisation et de détection de sécurité	98 389$	82 668$	20 819$	201 876$
8.65 Équip. et approvision. médicaux, dentaires et vétérinaires	28$	64 641$	3 152$	67 821$
8.66 Équipement de laboratoire et instruments divers	620 574$	1 563 699$	1 757 884$	3 942 158$
8.67 Équipements photographiques et cinématographiques	48 709$	163 680$	1 506 143$	1 718 532$
8.69 Instruments et appareils d'instruction et d'entraînement	0$	3 895$	160$	4 055$
8.70 Équip. pour le trait. auto. de l'information à usage général	29 018 713$	21 891 150$	6 812 578$	57 722 440$
8.71 Mobiliers	1 965 599$	1 414 621$	1 547 897$	4 928 117$
8.72 Fournitures et access. d'ameublement domes. et commercial	2 844 752$	18 264$	245 339$	3 108 355$
8.73 Équipements pour la préparation et le service des aliments	311 765$	38 413$	109 864$	460 042$
8.74 Machines de bureau, syst. de trait. de textes et de class.	123 105$	176 040$	160 289$	459 433$
8.75 Fournitures de bureau	91 125$	34 890$	32 686$	158 701$
8.77 Inst. de musique, phonographes et postes de radio familiaux	22 421$	84 413$	13 379$	120 213$

Annexe E (suite)

Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par catégories et sous-catégories)

A Catégorie et sous-catégorie	B RMQ	C RMM	D Autres	E Province
8.78 Équipements de sport et de divertissement	24 060$	12 399$	2 572$	39 031$
8.79 Équipements et produits de nettoyage	7 984$	20 640$	7 773$	36 397$
8.81 Matériaux d'empaquetage et d'emballage	5 539$	7 289$	7 969$	20 797$
8.83 Textiles, cuirs, fourrures, tentes, pavillons	2 863$	15 996$	4 623$	23 482$
8.84 Vêtements, équipement individuel et insignes	7 161$	9 937$	12 219$	29 317$
8.95 Barres, feuilles et autres formes métalliques	24 467$	1 861$	26 410$	52 739$
8.99 Divers	25 438$	61 101$	38 595$	125 134$
9. Immobilisations (terrains, immeubles et travaux de génie)	**51 435 351$**	**104 424 854$**	**180 832 670$**	**336 692 875$**
Acquisition d'immeubles et de terrains				
9.01 Édifices à bureaux, palais de justice et institutions pénales	2 203 190$	1 056 100$	1 635 251$	4 894 541$
9.02 Entrepôts, garages et bâtisses d'exploitation	990$	0$	81 640$	82 630$
9.03 Édifices pour fins éducationnelles et culturelles	61 790$	0$	0$	61 790$
9.05 Terrains et parcs de stationnement	668 506$	2 413 533$	8 245 479$	11 327 518$
Acquisition de travaux de génie				
9.29 Autres immeubles	0$	1 000$	7 000$	8 000$
9.31 Routes, ponts et tunnels	119 777$	0$	978 687$	1 098 464$
9.33 Aqueducs, égouts et épuration de l'eau	0$	0$	106 702$	106 702$
9.49 Autres travaux	0$	0$	617$	617$
Constructions d'immeubles				
9.51 Édifices à bureaux, palais de justice et institutions pénales	78 181$	0$	0$	78 181$
9.52 Entrepôts, garages et bâtisses d'exploitation	13 859$	43 519$	345 006$	402 384$
9.53 Édifices pour fins éducationnelles et culturelles	128 454$	0$	290 000$	418 454$
9.54 Immeubles d'habitation	7 621$	0$	76 993$	84 614$
9.55 Parcs de stationnement	1 500$	0$	18 065$	19 565$
9.59 Autres immeubles	48 375$	0$	255 721$	304 096$
9.80 Voies maritimes et cours d'eau	0$	713 859$	87 119$	800 978$
9.81 Routes, ponts et tunnels	48 069 488$	98 983 641$	168 093 581$	315 146 710$
9.82 Aérodromes	0$	729 293$	110 221$	839 514$
9.83 Aqueducs, égoûts et épuration de l'eau	0$	357 512$	257 889$	615 401$
9.84 Énergie et communication	2 734$	1 976$	71 940$	76 650$
9.85 Parcs et lieux de divertissement	0$	124 259$	53 606$	177 865$
9.99 Autres travaux	30 886$	162$	117 153$	148 201$
10. Dépenses de transfert	**5 163 316$**	**6 159 683$**	**2 978 459$**	**14 301 458$**
Gouvernements municipaux généraux				
10.58 En lieu de taxes foncières sur les immeubles gouv.	5 163 316$	6 159 683$	2 978 459$	14 301 458$
TOTAL	**1 562 980 625$**	**1 057 699 845$**	**1 410 673 886$**	**4 031 354 355$**

Compilation des auteurs.

A. Catégories et sous-catégories de dépenses considérées.

B. Dépenses réelles de la Région métropolitaine de Québec (ministères et organismes budgétaires).

C. Dépenses réelles de la Région métropolitaine de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

D. Dépenses réelles des autres territoires que les régions métropolitaines de Québec et de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

E. Total provincial des dépenses réelles, soit la somme des colonnes B, C et D.

* Les montants sont estimés à partir du nombre d'employés réguliers et occasionnels travaillant au 31 mars 1996 sur le territoire multiplié par le traitement moyen provincial au 31 mars 1995.

** Un montant de 14 321 977$ versé au Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger (FOGIQUE) a été soustrait de cette sous-catégorie puisqu'il est dépensé à l'extérieur du Québec mais compilé dans ce territoire.

ANNEXE F

Proportion des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par catégories et sous-catégories)

A Catégorie et sous-catégorie	B RMQ	C RMM	D Autres	E Province
1. Traitements, salaires et allocations (personnel régulier)	**48,2%**	**19,6%**	**32,3%**	**100%**
1.01 Rémunération régulière*	48,2%	19,6%	32,3%	100%
2. Autres rémunérations (personnel occasionnel)	**29,0%**	**31,2%**	**39,8%**	**100%**
2.01 Rémunération régulière*	29,0%	31,2%	39,8%	100%
3. Services de transport et de communication	**44,4%**	**21,0%**	**34,6%**	**100%**
Frais de déplacement				
3.01 Employés publics	31,7%	18,0%	50,3%	100%
3.02 Ministres et députés	60,5%	17,5%	22,0%	100%
3.03 Déménagement	22,9%	31,9%	45,2%	100%
3.04 Congrès	28,0%	39,6%	32,4%	100%
3.05 Assignation	35,3%	29,2%	35,5%	100%
3.06 Frais de dépenses et de fonction (représentation)	31,4%	3,1%	65,5%	100%
3.07 Réunions ministérielles ou interministérielles	56,5%	24,5%	19,0%	100%
3.08 Réunions intergouvernementales	0,8%	16,3%	82,9%	100%
Frais de poste et de transport				
3.10 Poste	73,2%	8,7%	18,2%	100%
3.11 Fret, messagerie et autres frais de transport	34,6%	20,4%	45,0%	100%
Communication				
3.20 Téléphone	39,2%	22,6%	38,2%	100%
3.21 Publications d'informations	61,8%	15,3%	22,9%	100%
3.22 Télex, bélinographe et autres appareils assimilés	40,2%	23,5%	36,3%	100%
3.23 Accès aux réseaux informatiques à distance	89,6%	5,7%	4,8%	100%
Publicité et information				
3.30 Journaux et revues	41,9%	26,5%	31,6%	100%
3.31 Radio	43,4%	21,2%	35,4%	100%
3.32 Télévision	36,8%	33,3%	29,9%	100%
3.40 Publications	69,0%	17,5%	13,5%	100%
3.41 Quote-part dans pub. déficit. du Fonds les Pub. du Québec	100,0%	0,0%	0,0%	100%
3.45 Services reliés à la publicité	33,4%	38,2%	28,3%	100%
3.46 Promotion	26,2%	46,4%	27,5%	100%
3.48 Bureaux des députés	68,1%	17,5%	14,5%	100%
3.50 Expositions	24,3%	27,5%	48,2%	100%
3.99 Autres	41,4%	23,5%	35,1%	100%
4. Services professionnels, administratifs et autres	**37,6%**	**41,6%**	**20,8%**	**100%**
Services professionnels et administratifs				
4.01 Services professionnels de génie	39,7%	41,2%	19,1%	100%
4.02 Services professionnels reliés à la construction	5,9%	80,8%	13,3%	100%
4.03 Services professionnels juridiques	19,0%	42,0%	38,9%	100%
4.05 Services profess. reliés à la comptabilité et à l'administration	29,2%	64,5%	6,3%	100%
4.07 Services professionnels reliés aux relations de travail	49,4%	47,0%	3,6%	100%
4.08 Services professionnels de santé et de bien-être social	20,4%	30,5%	49,1%	100%
4.09 Services professionnels de santé animale	4,3%	46,7%	48,9%	100%
4.10 Services professionnels de perfectionnement	41,2%	32,4%	26,4%	100%
4.11 Travaux de biologie	37,1%	9,8%	53,2%	100%
4.12 Services profess. – administration et personnel de soutien	23,6%	41,1%	35,3%	100%
4.13 Services professionnels – mandataires fiscaux	96,3%	0,0%	3,7%	100%
4.14 Services professionnels – artistes	37,9%	48,0%	14,1%	100%
4.15 Services reliés à l'audio-visuel et aux arts graphiques	62,7%	23,3%	14,0%	100%
4.16 Prêt de services – traitement régulier	10,4%	23,6%	66,0%	100%
4.17 Prêt de services – traitement supplémentaire	100,0%	0,0%	0,0%	100%
4.18 Prêt de services – frais de déplacement	21,7%	36,5%	41,8%	100%
4.19 Transcription de la presse électronique	19,1%	79,9%	1,0%	100%
Jurys, comités et commissions				
4.20 Coroners, jurés, témoins	16,8%	29,4%	53,8%	100%
4.21 Comités et commissions	32,7%	49,4%	17,9%	100%
4.22 Services professionnels – jurys de concours	23,1%	36,9%	40,0%	100%
4.23 Jurys de sélection de firmes	63,1%	36,9%	0,0%	100%
4.24 Rédaction, analyse et coordination des questions d'examen	55,3%	40,5%	4,2%	100%
Assurances et droits d'immatriculation				
4.40 Incendie	100,0%	0,0%	0,0%	100%
4.41 Responsabilité publique	38,5%	7,3%	54,2%	100%
4.42 Cautionnement	13,3%	0,0%	86,7%	100%
4.43 Véhicules moteurs et aéronefs	90,7%	0,3%	9,0%	100%

Annexe F (suite)

Proportion des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par catégories et sous-catégories)

A Catégorie et sous-catégorie	B RMQ	C RMM	D Autres	E Province
Taxes et services gouvernementaux				
4.50 Paiements en guise d'impôts fonciers	83,1 %	0,0 %	16,9 %	100 %
4.51 Taxes d'affaires et services municipaux ou similaires	22,2 %	20,7 %	57,1 %	100 %
4.53 Achats de services gouvernementaux	45,8 %	20,7 %	33,5 %	100 %
Services divers				
4.60 Gardiennage et sécurité	26,5 %	37,6 %	36,0 %	100 %
4.61 Réception et frais d'accueil	35,2 %	22,5 %	42,3 %	100 %
4.63 Royautés	8,1 %	60,2 %	31,7 %	100 %
4.64 Services divers bancaires et fiduciaires	64,3 %	18,2 %	17,5 %	100 %
4.65 Services divers de nettoyage et de buanderie	16,4 %	26,5 %	57,1 %	100 %
4.66 Cotisations à des associations	27,0 %	29,1 %	43,9 %	100 %
4.67 Protection de la forêt	79,2 %	2,7 %	18,1 %	100 %
4.68 Services de traiteur	0,3 %	72,6 %	27,1 %	100 %
4.69 Services d'impression	29,9 %	38,6 %	31,5 %	100 %
4.70 Environnement	1,5 %	79,9 %	18,7 %	100 %
4.91 Traitement informatique	39,4 %	29,3 %	31,3 %	100 %
4.92 Main-d'œuvre informatique	83,0 %	12,9 %	4,1 %	100 %
4.99 Autres	42,0 %	20,8 %	37,3 %	100 %
5. Entretien et réparations	**21,0 %**	**19,4 %**	**59,6 %**	**100 %**
Immeubles et terrains				
5.01 Édifices à bureaux, palais de justice et institutions pénales	53,0 %	18,3 %	28,8 %	100 %
5.02 Entrepôts, garages et bâtisses d'exploitation	24,6 %	15,2 %	60,2 %	100 %
5.03 Édifices pour fins éducationnelles et culturelles	66,3 %	10,4 %	23,3 %	100 %
5.04 Immeubles d'habitation	25,2 %	1,9 %	72,9 %	100 %
5.05 Terrains et parcs de stationnement	30,3 %	16,4 %	53,3 %	100 %
Travaux de génie				
5.30 Voies maritimes et cours d'eau	0,0 %	10,6 %	89,4 %	100 %
5.31 Routes, ponts et tunnels	16,4 %	14,8 %	68,8 %	100 %
5.32 Aérodromes	6,4 %	7,9 %	85,7 %	100 %
5.33 Aqueducs, égouts et épuration de l'eau	49,7 %	20,0 %	30,4 %	100 %
5.34 Énergie et communication	6,0 %	86,4 %	7,7 %	100 %
5.35 Parcs et lieux de divertissement	2,6 %	49,7 %	47,7 %	100 %
Matériel et équipement				
5.40 Bouilloires, turbines et équipements industriels connexes	24,3 %	0,0 %	75,7 %	100 %
5.41 Convoyeurs et autres matériaux de levage et de manutention	40,9 %	23,2 %	35,9 %	100 %
5.42 Matériel de construction et d'entretien	10,4 %	48,9 %	40,8 %	100 %
5.43 Machines industrielles, machines-outils et outils	42,2 %	19,5 %	38,3 %	100 %
5.44 Tracteurs et autre matériel d'exploitation agricole	18,2 %	9,2 %	72,7 %	100 %
5.45 Matériel de transport	16,2 %	27,6 %	56,2 %	100 %
5.46 Matériel de communication	16,5 %	55,0 %	28,5 %	100 %
5.48 Matériel chauffage, climatisation, réfrigération et plomberie	30,0 %	23,7 %	46,3 %	100 %
5.49 Matériel d'éclairage et appareils électriques	9,6 %	18,9 %	71,5 %	100 %
5.50 Matériel et équipements scientifiques	19,5 %	20,7 %	59,9 %	100 %
5.52 Matériel et équipements d'ameublement	57,7 %	29,0 %	13,4 %	100 %
5.53 Aménagements	46,8 %	23,3 %	30,0 %	100 %
5.90 Matériel et équipements forestiers et agricoles	5,8 %	9,8 %	84,5 %	100 %
5.91 Matériel informatique et bureautique	25,0 %	36,6 %	38,5 %	100 %
5.92 Logiciels informatique et bureautique	5,6 %	27,4 %	67,0 %	100 %
5.99 Autres	32,9 %	22,4 %	44,7 %	100 %
6. Loyers	**39,7 %**	**22,4 %**	**37,9 %**	**100 %**
Immeubles et terrains				
6.01 Édifices à bureaux, palais de justice et institutions pénales**	42,0 %	20,5 %	37,5 %	100 %
6.02 Entrepôts, garages et bâtisses d'exploitation	44,3 %	21,2 %	34,5 %	100 %
6.03 Édifices pour fins éducationnelles et culturelles	35,0 %	28,0 %	37,0 %	100 %
6.04 Immeubles d'habitation	56,4 %	11,3 %	32,3 %	100 %
6.05 Parcs de stationnement	31,2 %	15,9 %	52,8 %	100 %
6.06 Terrains	17,6 %	26,3 %	56,1 %	100 %
6.10 Armement	36,6 %	35,9 %	27,5 %	100 %
6.13 Munitions et explosifs	4,7 %	0,0 %	95,3 %	100 %
6.14 Missiles	0,0 %	0,0 %	100,0 %	100 %
6.15 Aéronefs et composants structuraux de cellule	36,7 %	16,7 %	46,6 %	100 %

Annexe F (suite)

Proportion des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995–1996 (par catégories et sous-catégories)

A Catégorie et sous-catégorie	B RMQ	C RMM	D Autres	E Province
6.18 Véhicules spatiaux	0,1 %	94,1 %	5,9 %	100 %
6.19 Navires, embarcations, pontons et docks flottants	29,8 %	6,3 %	63,9 %	100 %
6.20 Équipement de navires et matériel nautique	0,4 %	48,7 %	50,9 %	100 %
6.23 Véhicules à effet de sol, véhicules moteurs, cycles	22,7 %	14,5 %	62,8 %	100 %
6.24 Tracteurs	7,0 %	22,0 %	70,9 %	100 %
6.25 Composants pour équipements de véhicules	0,0 %	89,5 %	10,5 %	100 %
6.26 Pneumatiques et chambres à air	13,7 %	20,9 %	65,4 %	100 %
6.28 Moteurs, turbines et composants	42,3 %	9,1 %	48,6 %	100 %
6.29 Accessoires de moteurs	37,5 %	5,6 %	56,9 %	100 %
6.30 Équipement mécanique de transmission de puissance	0,7 %	70,6 %	28,8 %	100 %
6.31 Roulements – coussinets – paliers	56,0 %	19,3 %	24,6 %	100 %
6.32 Machines et équipement pour le travail du bois	29,7 %	39,8 %	30,6 %	100 %
6.34 Machines et équipement pour le travail de métaux	8,3 %	12,5 %	79,2 %	100 %
6.35 Équipements commercial et de service	5,6 %	16,3 %	78,1 %	100 %
6.36 Machines pour industries spéciales	1,6 %	53,8 %	44,6 %	100 %
6.37 Machines et équipement agricoles	24,4 %	13,3 %	62,3 %	100 %
6.38 Équip. pour const., mines, terras. et entretien des routes	9,7 %	14,8 %	75,5 %	100 %
6.39 Équipements de levage et manutention	21,5 %	44,4 %	34,1 %	100 %
6.40 Cordes, cables, chaînes et agencements	0,0 %	0,0 %	100,0 %	100 %
6.41 Équip. de réfrigé., de conditionnement et de circulation d'air	26,9 %	58,4 %	14,7 %	100 %
6.42 Équip. de lutte contre l'incendie, de protection et sauvetage	34,3 %	36,5 %	29,2 %	100 %
6.43 Pompes et compresseurs	23,3 %	38,4 %	38,4 %	100 %
6.44 Équip. d'instal. à vapeur, de séchage et fours	0,0 %	0,0 %	100,0 %	100 %
6.45 Équipements de plomberie, de chauffage et d'hygiène	16,2 %	11,4 %	72,4 %	100 %
6.46 Équip. de purification des eaux et de trait. des eaux usées	78,8 %	9,5 %	11,7 %	100 %
6.47 Conduites, tubes, tuyaux et agencements	0,0 %	0,0 %	100,0 %	100 %
6.49 Équipements d'ateliers de réparations et d'entretien	21,2 %	17,0 %	61,9 %	100 %
6.51 Outils à main	44,5 %	24,4 %	31,1 %	100 %
6.52 Instruments de mesure et de vérification	72,2 %	20,3 %	7,6 %	100 %
6.53 Quincaillerie et abrasifs	3,7 %	48,1 %	48,1 %	100 %
6.54 Constructions préfabriquées, structures et échafaudages	13,6 %	48,3 %	38,1 %	100 %
6.55 Bois de menuiserie, contreplaqué et feuilles de placage	0,0 %	0,0 %	100,0 %	100 %
6.56 Matériel de construction et d'entreprises du bâtiment	40,0 %	49,1 %	10,9 %	100 %
6.58 Équipements de télécommunications et de détection	6,3 %	70,6 %	23,1 %	100 %
6.59 Composants d'équipements électriques et électroniques	50,4 %	40,1 %	9,5 %	100 %
6.61 Fils électr. et équip. générateurs et distributeurs d'énergie	7,4 %	32,3 %	60,3 %	100 %
6.62 Dispositifs d'éclairage et lampes	39,6 %	37,2 %	23,2 %	100 %
6.63 Systèmes d'alarmes, de signali. et de détection de sécurité	2,8 %	62,8 %	34,4 %	100 %
6.65 Équip. et approvision. médicaux, dentaires et vétérinaires	24,6 %	54,2 %	21,2 %	100 %
6.66 Équipement de laboratoire et instruments divers	7,2 %	76,7 %	16,1 %	100 %
6.67 Équipements photographiques et cinématographiques	14,0 %	22,7 %	63,4 %	100 %
6.68 Produits chimiques	31,3 %	35,8 %	32,9 %	100 %
6.69 Instruments et appareils d'instruction et d'entraînement	32,1 %	0,0 %	67,9 %	100 %
6.70 Équipement pour traitement informatique – logiciels	30,2 %	44,2 %	25,7 %	100 %
6.71 Mobiliers	38,3 %	50,5 %	11,2 %	100 %
6.72 Fournitures et access. d'ameublement domes. et commercial	26,0 %	27,6 %	46,4 %	100 %
6.73 Équipements pour la préparation et le service des aliments	58,8 %	16,0 %	25,2 %	100 %
6.74 Machines de bureau, syst. de traitement de textes et à class.	23,9 %	44,1 %	32,0 %	100 %
6.75 Fournitures de bureau	0,8 %	90,3 %	8,9 %	100 %
6.76 Livres, cartes et autres publications	13,2 %	29,2 %	57,6 %	100 %
6.77 Inst. de musique, phonographes et postes de radio familiaux	8,0 %	82,5 %	9,5 %	100 %
6.78 Équipements de sport et de divertissement	11,4 %	0,0 %	88,6 %	100 %
6.79 Équipement et produits de nettoyage	3,2 %	15,8 %	81,0 %	100 %
6.80 Brosses, peintures et produits d'étanchéité et adhésifs	0,0 %	66,5 %	33,5 %	100 %
6.81 Matériel d'empaquetage et d'emballage	24,6 %	4,6 %	70,8 %	100 %
6.83 Textiles, cuirs, fourrures, fourniture d'habill. et de cordonn.	32,7 %	44,6 %	22,7 %	100 %
6.84 Vêtements, équipement individuel et insignes	42,7 %	32,1 %	25,2 %	100 %
6.85 Produits et articles de toilette	0,0 %	0,0 %	100,0 %	100 %
6.87 Approvisionnements agricoles	20,3 %	0,0 %	79,7 %	100 %
6.89 Subsistances	0,0 %	0,4 %	99,6 %	100 %
6.91 Carburants, lubrifiants, huiles et cires	23,7 %	52,7 %	23,6 %	100 %
6.95 Barres, feuilles et autres formes métalliques	0,0 %	16,4 %	83,6 %	100 %
6.99 Divers	21,7 %	24,3 %	54,0 %	100 %

Annexe F (suite)

Proportion des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par catégories et sous-catégories)

A Catégorie et sous-catégorie	B RMQ	C RMM	D Autres	E Province
7. Fournitures et approvisionnements	**15,4%**	**54,6%**	**30,1%**	**100%**
7.10 Armement	37,7%	30,9%	31,4%	100%
7.12 Appareils de conduite de tir	27,9%	57,2%	14,9%	100%
7.13 Munitions et explosifs	1,4%	62,4%	36,2%	100%
7.14 Missiles	0,0%	100,0%	0,0%	100%
7.15 Aéronefs et composants structuraux de cellule	4,6%	64,2%	31,1%	100%
7.16 Composants et accessoires d'aéronefs	15,0%	29,2%	55,8%	100%
7.20 Équipements de navires et matériel nautiques	8,3%	11,7%	80,1%	100%
7.22 Matériel de voies ferrées	0,0%	0,0%	100,0%	100%
7.23 Véhicules automobiles	30,8%	21,0%	48,2%	100%
7.24 Tracteurs	9,1%	48,5%	42,4%	100%
7.25 Composants pour équipement de véhicules	25,5%	16,7%	57,8%	100%
7.26 Pneumatiques et chambres à air	3,6%	85,2%	11,1%	100%
7.28 Moteurs, turbines et composants	17,7%	9,6%	72,7%	100%
7.29 Accessoires de moteurs	18,0%	31,0%	51,0%	100%
7.30 Équipement mécanique de transmission de puissance	33,2%	19,0%	47,8%	100%
7.31 Roulements – coussinets – paliers	24,9%	38,1%	37,0%	100%
7.32 Machines et équipement pour le travail du bois	38,5%	6,2%	55,3%	100%
7.34 Machines et équipement pour le travail des métaux	26,3%	28,1%	45,6%	100%
7.35 Équipements commercial et de service	5,0%	26,4%	68,6%	100%
7.36 Machines pour industries spéciales	27,3%	32,2%	40,5%	100%
7.37 Machines et équipements agricoles	14,9%	29,0%	56,1%	100%
7.38 Équip. pour const., mines, terras. et entretien des routes	32,1%	33,8%	34,1%	100%
7.39 Équipements de levage et de manutention	27,7%	22,8%	49,6%	100%
7.40 Cordes, câbles, chaînes et agencements	23,4%	18,8%	57,7%	100%
7.41 Équip. de réfrig. de conditionnement et de circulation d'air	38,3%	28,1%	33,6%	100%
7.42 Équip. de lutte contre l'incendie, de protection et sauvetage	14,3%	38,1%	47,5%	100%
7.43 Pompes et compresseurs	34,7%	31,9%	33,4%	100%
7.44 Équip. d'instal. à vapeur, de séchage et fours	12,8%	56,6%	30,6%	100%
7.45 Équipements de plomberie, de chauffage et d'hygiène	40,1%	25,2%	34,7%	100%
7.46 Équip. de purification des eaux et de trait. des eaux usées	16,2%	47,6%	36,2%	100%
7.47 Conduites, tubes, tuyaux et agencements	12,5%	37,0%	50,5%	100%
7.48 Soupapes et robinets	32,2%	34,9%	32,9%	100%
7.49 Équipements d'ateliers de réparations et d'entretien	25,0%	33,4%	41,5%	100%
7.51 Outils à main	23,8%	16,4%	59,9%	100%
7.52 Instruments de mesure et de vérification	39,0%	28,9%	32,0%	100%
7.53 Quincaillerie et abrasifs	31,5%	24,2%	44,3%	100%
7.54 Constructions préfabriquées, structures et échafaudages	32,4%	19,6%	48,0%	100%
7.55 Bois débités, bois de menuiserie et contreplaqués	12,5%	57,2%	30,3%	100%
7.56 Matériel de construction et d'entreprises du bâtiment	14,4%	42,8%	42,9%	100%
7.58 Équip. de télécomm. et de détection à rayonnement cohérent	16,6%	50,4%	33,0%	100%
7.59 Composants d'équipements électriques et électroniques	31,1%	46,3%	22,7%	100%
7.60 Matériaux, constituants, éléments fonct. et acces. en fibre	4,7%	65,3%	30,0%	100%
7.61 Fils électr. et équip. générateurs et distributeurs d'énergie	13,4%	62,7%	23,9%	100%
7.62 Dispositifs d'éclairage et lampes	15,7%	55,8%	28,5%	100%
7.63 Syst. d'alarme, de signalisation et de détection de sécurité	10,1%	80,6%	9,3%	100%
7.65 Équip. et approvision. médicaux, dentaires et vétérinaires	13,5%	38,1%	48,3%	100%
7.66 Équipement de laboratoire et instruments divers	20,8%	22,6%	56,6%	100%
7.67 Équipements photographiques et cinématographiques	56,4%	30,3%	13,3%	100%
7.68 Produits chimiques	0,8%	91,0%	8,2%	100%
7.69 Instruments et appareils d'instruction et d'entraînement	2,2%	24,6%	73,2%	100%
7.70 Équip. pour le trait. auto. de l'information à usage général	37,6%	39,5%	22,8%	100%
7.71 Mobiliers	39,0%	27,5%	33,5%	100%
7.72 Fournitures et acces. d'ameublement domest. et commercial	20,9%	17,5%	61,6%	100%
7.73 Équipements pour la préparation et le service des aliments	19,2%	28,4%	52,3%	100%
7.74 Machines de bureau, syst. de trait. de textes et de class.	28,8%	35,7%	35,4%	100%
7.75 Fournitures de bureau	42,4%	27,5%	30,1%	100%
7.76 Livres, cartes et autres publications	33,7%	29,1%	37,3%	100%
7.77 Inst. de musique, phonographes et postes de radio familiaux	23,9%	33,0%	43,1%	100%
7.78 Équipements de sport et de divertissement	44,4%	25,8%	29,7%	100%

Annexe F (suite)

Proportion des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par catégories et sous-catégories)

A Catégorie et sous-catégorie	B RMQ	C RMM	D Autres	E Province
7.79 Équipement et produits de nettoyage	11,0%	31,6%	57,4%	100%
7.80 Brosses, peintures et produits d'étanchéité et adhésifs	1,5%	22,2%	76,3%	100%
7.81 Matériaux d'empaquetage et d'emballage	15,1%	57,4%	27,5%	100%
7.83 Textiles, cuirs, fourrures, fourn. d'habil. et de cordonnerie	29,1%	58,7%	12,2%	100%
7.84 Vêtements, équipement individuel et insignes	28,7%	29,3%	42,0%	100%
7.85 Produits et articles de toilette	10,7%	43,3%	46,0%	100%
7.87 Approvisionnements agricoles	18,8%	27,3%	53,8%	100%
7.88 Animaux vivants	12,2%	4,4%	83,4%	100%
7.89 Subsistances	17,6%	53,3%	29,1%	100%
7.91 Carburants, lubrifiants, huiles et cires	1,5%	65,1%	33,4%	100%
7.93 Matières usinées non métalliques	36,3%	27,9%	35,8%	100%
7.94 Matières brutes non métalliques	45,0%	21,6%	33,4%	100%
7.95 Barres, feuilles et autres formes métalliques	19,3%	62,2%	18,6%	100%
7.96 Minerais, minéraux et produits primaires	8,7%	62,5%	28,8%	100%
7.98 Électricité (énergie)	4,2%	87,4%	8,4%	100%
7.99 Divers	34,0%	24,6%	41,3%	100%
8. Matériel et équipement	**37,8%**	**30,6%**	**31,6%**	**100%**
8.10 Armement	1,6%	98,3%	0,1%	100%
8.12 Appareils de conduite de tir	0,0%	100,0%	0,0%	100%
8.13 Munitions et explosifs	0,0%	7,4%	92,6%	100%
8.17 Équip. catap. atterrissage serv. sol aérien	44,7%	21,7%	33,6%	100%
8.19 Navires, embarcations, pontons et docks flottants	18,6%	0,9%	80,6%	100%
8.20 Équipement de navire et matériel nautique	23,4%	21,1%	55,5%	100%
8.22 Matériel de voies ferrées	0,0%	100,0%	0,0%	100%
8.23 Véhicules à effet de sol, véhicules moteurs et remorques	6,8%	7,4%	85,8%	100%
8.24 Tracteurs	0,0%	0,0%	100,0%	100%
8.25 Composants pour équipement de véhicules	48,7%	9,3%	42,0%	100%
8.28 Moteurs, turbines et composants	6,6%	10,6%	82,8%	100%
8.29 Accessoires de moteurs	12,5%	27,5%	60,0%	100%
8.30 Équipement mécanique de transmission de puissance	17,3%	24,7%	58,0%	100%
8.32 Machines et équipement pour le travail du bois	59,2%	0,0%	40,8%	100%
8.34 Machines et équipement pour le travail des métaux	23,3%	38,3%	38,3%	100%
8.35 Équipements commercial et de service	3,8%	68,3%	28,0%	100%
8.36 Machines pour industries spéciales	11,3%	14,1%	74,6%	100%
8.37 Machines et équipement agricoles	22,5%	44,4%	33,1%	100%
8.38 Équip. pour const., mines, terras. et entretien des routes	29,9%	30,9%	39,2%	100%
8.39 Équipements de levage et de manutention	30,1%	39,2%	30,6%	100%
8.41 Équip. de réfrig., de conditionnement et de circulation de l'air	17,1%	23,2%	59,8%	100%
8.42 Équip. de lutte contre l'incendie, de protect. et de sauvetage	16,3%	14,5%	69,2%	100%
8.43 Pompes et compresseurs	20,7%	64,1%	15,1%	100%
8.44 Équip. d'installation à vapeur, de séchage et fours	1,9%	92,8%	5,3%	100%
8.45 Équipements de plomberie, de chauffage et d'hygiène	21,6%	8,9%	69,5%	100%
8.46 Équip. de purification des eaux et de trait. des eaux usées	14,6%	36,2%	49,2%	100%
8.49 Équipements d'ateliers de réparations et d'entretien	17,5%	6,2%	76,2%	100%
8.51 Outils à main	20,4%	19,9%	59,7%	100%
8.52 Instruments de mesure et de vérification	7,9%	28,8%	63,2%	100%
8.53 Quincaillerie et abrasifs	35,0%	22,3%	42,7%	100%
8.54 Constructions préfabriquées, structures et échafaudages	17,2%	29,6%	53,2%	100%
8.55 Bois débités, portes et fenêtres	8,8%	25,5%	65,7%	100%
8.56 Matériel de construction et d'entreprises du bâtiment	8,3%	28,2%	63,5%	100%
8.58 Équip. de télécomm. de détection à rayonnement cohérent	32,2%	33,0%	34,8%	100%
8.59 Composants d'équipements électriques et électroniques	26,9%	62,8%	10,3%	100%
8.61 Fils élec. et équip. générateurs et distributeurs d'énergie	10,0%	58,1%	32,0%	100%
8.62 Dispositifs d'éclairage et lampes	4,0%	94,6%	1,5%	100%
8.63 Syst. d'alarme, de signalisation et de détection de sécurité	48,7%	41,0%	10,3%	100%
8.65 Équip. et approvision. médicaux, dentaires et vétérinaires	0,0%	95,3%	4,6%	100%
8.66 Équipement de laboratoire et instruments divers	15,7%	39,7%	44,6%	100%
8.67 Équipements photographiques et cinématographiques	2,8%	9,5%	87,6%	100%
8.69 Instruments et appareils d'instruction et d'entraînement	0,0%	96,1%	3,9%	100%
8.70 Équip. pour le trait. auto. de l'information à usage général	50,3%	37,9%	11,8%	100%
8.71 Mobiliers	39,9%	28,7%	31,4%	100%
8.72 Fournitures et access. d'ameublement domes. et commercial	91,5%	0,6%	7,9%	100%
8.73 Équipements pour la préparation et le service des aliments	67,8%	8,3%	23,9%	100%

Annexe F (suite)

Proportion des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par catégories et sous-catégories)

A Catégorie et sous-catégorie	B RMQ	C RMM	D Autres	E Province
8.74 Machines de bureau, syst. de trait. de textes et de class.	26,8%	38,3%	34,9%	100%
8.75 Fournitures de bureau	57,4%	22,0%	20,6%	100%
8.77 Inst. de musique, phonographes et postes de radio familiaux	18,7%	70,2%	11,1%	100%
8.78 Équipements de sport et de divertissement	61,6%	31,8%	6,6%	100%
8.79 Équipements et produits de nettoyage	21,9%	56,7%	21,4%	100%
8.81 Matériaux d'empaquetage et d'emballage	26,6%	35,0%	38,3%	100%
8.83 Textiles, cuirs, fourrures, tentes, pavillons	12,2%	68,1%	19,7%	100%
8.84 Vêtements, équipement individuel et insignes	24,4%	33,9%	41,7%	100%
8.95 Barres, feuilles et autres formes métalliques	46,4%	3,5%	50,1%	100%
8.99 Divers	20,3%	48,8%	30,8%	100%
9. Immobilisations (terrains, immeubles et travaux de génie)	**15,3%**	**31,0%**	**53,7%**	**100%**
Acquisition d'immeubles et de terrains				
9.01 Édifices à bureaux, palais de justice et institutions pénales	45,0%	21,6%	33,4%	100%
9.02 Entrepôts, garages et bâtisses d'exploitation	1,2%	0,0%	98,8%	100%
9.03 Édifices pour fins éducationnelles et culturelles	100,0%	0,0%	0,0%	100%
9.05 Terrains et parcs de stationnement	5,9%	21,3%	72,8%	100%
Acquisition de travaux de génie				
9.29 Autres immeubles	0,0%	12,5%	87,5%	100%
9.31 Routes, ponts et tunnels	10,9%	0,0%	89,1%	100%
9.33 Aqueducs, égouts et épuration de l'eau	0,0%	0,0%	100,0%	100%
9.49 Autres travaux	0,0%	0,0%	100,0%	100%
Constructions d'immeubles				
9.51 Édifices à bureaux, palais de justice et institutions pénales	100,0%	0,0%	0,0%	100%
9.52 Entrepôts, garages et bâtisses d'exploitation	3,4%	10,8%	85,7%	100%
9.53 Édifices pour fins éducationnelles et culturelles	30,7%	0,0%	69,3%	100%
9.54 Immeubles d'habitation	9,0%	0,0%	91,0%	100%
9.55 Parcs de stationnement	7,7%	0,0%	92,3%	100%
9.59 Autres immeubles	15,9%	0,0%	84,1%	100%
9.80 Voies maritimes et cours d'eau	0,0%	89,1%	10,9%	100%
9.81 Routes, ponts et tunnels	15,3%	31,4%	53,3%	100%
9.82 Aérodromes	0,0%	86,9%	13,1%	100%
9.83 Aqueducs, égoûts et épuration de l'eau	0,0%	58,1%	41,9%	100%
9.84 Énergie et communication	3,6%	2,6%	93,9%	100%
9.85 Parcs et lieux de divertissement	0,0%	69,9%	30,1%	100%
9.99 Autres travaux	20,8%	0,1%	79,1%	100%
10. Dépenses de transfert	**36,1%**	**43,1%**	**20,8%**	**100%**
Gouvernements municipaux généraux				
10.58 En lieu de taxes foncières sur les immeubles gouv.	36,1%	43,1%	20,8%	100%
TOTAL	**38,8%**	**26,2%**	**35,0%**	**100%**

Compilation des auteurs.

A. Catégories et sous-catégories de dépenses considérées.

B. Proportion des dépenses réelles de la Région métropolitaine de Québec (ministères et organismes budgétaires).

C. Proportion des dépenses réelles de la Région métropolitaine de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

D. Proportion des dépenses réelles des autres territoires que les régions métropolitaines de Québec et de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

E. Proportion provinciale des dépenses réelles, soit la somme des colonnes B, C et D.

* Les montants sont estimés à partir du nombre d'employés réguliers et occasionnels travaillant au 31 mars 1996 sur le territoire multiplié par le traitement moyen provincial au 31 mars 1995.

** Un montant de 14 321 977$ versé au Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger (FOGIQUE) a été soustrait de cette sous-catégorie puisqu'il est dépensé à l'extérieur du Québec mais compilé dans ce territoire.

ANNEXE G

Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par sous-catégories supérieures à 10 millions de dollars)

A Catégorie et sous-catégorie	B CUQ	C CUM	D Autres	E Province
1. Traitements, salaires et allocations (personnel régulier)				
1.01 Rémunération régulière*	860 669 802$	349 878 991$	576 489 523$	1 787 038 316$
2. Autres rémunérations (personnel occasionnel)				
2.01 Rémunération régulière*	85 608 444$	92 057 115$	117 415 657$	295 081 216$
3. Services de transport et de communication				
Frais de déplacement				
3.01 Employés publics	7 127 421$	3 936 184$	11 776 738$	22 840 343$
Frais de poste et de transport				
3.10 Poste	17 922 955$	2 114 465$	4 464 273$	24 501 693$
3.11 Fret, messagerie et autres frais de transport	6 097 593$	3 414 745$	8 308 742$	17 821 080$
Communication				
3.20 Téléphone	16 250 668$	9 331 361$	15 856 117$	41 438 145$
4. Services professionnels, administratifs et autres				
Services professionnels et administratifs				
4.01 Services professionnels de génie	7 403 534$	5 932 869$	5 680 228$	19 016 631$
4.02 Services professionnels reliés à la construction	3 169 285$	41 699 319$	14 806 075$	59 674 679$
4.03 Services professionnels juridiques	2 724 056$	5 275 228$	7 409 336$	15 408 619$
4.05 Services profess. reliés à la comptabilité et à l'administration	28 879 364$	63 463 744$	9 251 939$	101 595 046$
4.08 Services professionnels de santé et de bien-être social	2 896 263$	4 055 740$	9 923 370$	16 875 373$
4.10 Services professionnels de perfectionnement	5 038 076$	3 306 668$	4 525 993$	12 870 736$
4.12 Services profess. – administration et personnel de soutien	2 220 585$	3 278 288$	5 056 624$	10 555 497$
Services divers				
4.67 Protection de la forêt	50 525 419$	798 833$	14 158 953$	65 483 205$
4.69 Services d'impression	4 844 124$	5 699 104$	6 614 574$	17 157 802$
4.70 Environnement	149 555$	7 636 676$	3 891 993$	11 678 224$
4.91 Traitement informatique	10 408 835$	7 642 947$	8 523 170$	26 574 952$
4.92 Main-d'œuvre informatique	18 058 236$	2 728 488$	1 374 422$	22 161 146$
4.99 Autres	7 219 429$	3 112 084$	8 262 595$	18 594 107$
5. Entretien et réparations				
Travaux de génie				
5.31 Routes, ponts et tunnels	5 062 252$	5 810 721$	81 555 772$	92 428 745$
Matériel et équipement				
5.91 Matériel informatique et bureautique	2 862 118$	4 055 255$	4 538 383$	11 455 756$
6. Loyers				
Immeubles et terrains				
6.01 Édifices à bureaux, palais de justice et institutions pénales**	179 874 884$	87 710 114$	160 450 657$	428 035 654$
6.02 Entrepôts, garages et bâtisses d'exploitation	23 984 820$	11 465 383$	18 678 108$	54 128 311$
6.38 Équip. pour const., mines, terras. et entretien des routes	195 309$	573 260$	11 637 077$	12 405 646$
6.58 Équipements de télécommunications et de détection	661 926$	7 390 340$	2 432 502$	10 484 768$
6.70 Équipement pour traitement informatique – logiciels	4 141 467$	6 051 102$	3 527 603$	13 720 173$
7. Fournitures et approvisionnements				
7.56 Matériel de construction et d'entreprises du bâtiment	2 294 421$	8 744 275$	13 915 638$	24 954 333$
7.68 Produits chimiques	254 743$	33 186 930$	3 191 993$	36 633 665$
7.75 Fournitures de bureau	5 726 242$	3 198 739$	5 029 545$	13 954 526$
7.76 Livres, cartes et autres publications	3 981 684$	2 480 177$	5 552 836$	12 014 696$
7.91 Carburants, lubrifiants, huiles et cires	176 707$	10 792 017$	5 625 898$	16 594 622$
7.98 Électricité (énergie)	94 989$	11 549 160$	1 608 735$	13 252 884$
8. Matériel et équipement				
8.23 Véhicules à effet de sol, véhicules moteurs et remorques	419 461$	1 081 162$	16 995 006$	18 495 629$
8.70 Équip. pour le trait. auto. de l'information à usage général	29 018 713$	20 689 290$	8 014 438$	57 722 440$

Annexe G (suite)

Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par sous-catégories supérieures à 10 millions de dollars)

A Catégorie et sous-catégorie	B CUQ	C CUM	D Autres	E Province
9. Immobilisations (terrains, immeubles et travaux de génie)				
Acquisition d'immeubles et de terrains				
9.05 Terrains et parcs de stationnement	280 382$	1 163 006$	9 884 130$	
11 327 518$*Constructions d'immeubles*				
9.81 Routes, ponts et tunnels	21 999 678$	47 170 903$	245 976 129$	315 146 710$
10. Dépenses de transfert				
Gouvernements municipaux généraux				
10.58 En lieu de taxes foncières sur les immeubles gouv.	4 941 079$	5 219 240$	4 141 139$	14 301 458$

Compilation des auteurs.

A. Catégories et sous-catégories de dépenses (les catégories sont inscrites afin de préciser la nature des dépenses effectuées dans les sous-catégories).

B. Dépenses réelles de la Communauté urbaine de Québec (ministères et organismes budgétaires).

C. Dépenses réelles de la Communauté urbaine de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

D. Dépenses réelles des autres territoires que les communautés urbaines de Québec et de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

E. Total provincial des dépenses réelles, soit la somme des colonnes B, C et D.

* Les montants sont estimés à partir du nombre d'employés réguliers et occasionnels travaillant au 31 mars 1996 sur le territoire multiplié par le traitement moyen provincial au 31 mars 1995.

** Un montant de 14 321 977$ versé au Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger (FOGIQUE) a été soustrait de cette sous-catégorie puisqu'il est dépensé à l'extérieur du Québec mais compilé dans ce territoire.

ANNEXE H

Proportion des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par sous-catégories supérieures à 10 millions de dollars)

A Catégorie et sous-catégorie	B CUQ	C CUM	D Autres	E Province
1. Traitements, salaires et allocations (personnel régulier)				
1.01 Rémunération régulière*	48,2%	19,6%	32,3%	100%
2. Autres rémunérations (personnel occasionnel)				
2.01 Rémunération régulière*	29,0%	31,2%	39,8%	100%
3. Services de transport et de communication				
Frais de déplacement				
3.01 Employés publics	31,2%	17,2%	51,6%	100%
Frais de poste et de transport				
3.10 Poste	73,1%	8,6%	18,2%	100%
3.11 Fret, messagerie et autres frais de transport	34,2%	19,2%	46,6%	100%
Communication				
3.20 Téléphone	39,2%	22,5%	38,3%	100%
4. Services professionnels, administratifs et autres				
Services professionnels et administratifs				
4.01 Services professionnels de génie	38,9%	31,2%	29,9%	100%
4.02 Services professionnels reliés à la construction	5,3%	69,9%	24,8%	100%
4.03 Services professionnels juridiques	17,7%	34,2%	48,1%	100%
4.05 Services profess. reliés à la comptabilité et à l'administration	28,4%	62,5%	9,1%	100%
4.08 Services professionnels de santé et de bien-être social	17,2%	24,0%	58,8%	100%
4.10 Services professionnels de perfectionnement	39,1%	25,7%	35,2%	100%
4.12 Services profess. – administration et personnel de soutien	21,0%	31,1%	47,9%	100%
Services divers				
4.67 Protection de la forêt	77,2%	1,2%	21,6%	100%
4.69 Services d'impression	28,2%	33,2%	38,6%	100%
4.70 Environnement	1,3%	65,4%	33,3%	100%
4.91 Traitement informatique	39,2%	28,8%	32,1%	100%
4.92 Main-d'œuvre informatique	81,5%	12,3%	6,2%	100%
4.99 Autres	38,8%	16,7%	44,4%	100%
5. Entretien et réparations				
Travaux de génie				
5.31 Routes, ponts et tunnels	5,5%	6,3%	88,2%	100%
Matériel et équipement				
5.91 Matériel informatique et bureautique	25,0%	35,4%	39,6%	100%
6. Loyers				
Immeubles et terrains				
6.01 Édifices à bureaux, palais de justice et institutions pénales**	42,0%	20,5%	37,5%	100%
6.02 Entrepôts, garages et bâtisses d'exploitation	44,3%	21,2%	34,5%	100%
6.38 Équip. pour const., mines, terras. et entretien des routes	1,6%	4,6%	93,8%	100%
6.58 Équipements de télécommunications et de détection	6,3%	70,5%	23,2%	100%
6.70 Équipement pour traitement informatique – logiciels	30,2%	44,1%	25,7%	100%
7. Fournitures et approvisionnements				
7.56 Matériel de construction et d'entreprises du bâtiment	9,2%	35,0%	55,8%	100%
7.68 Produits chimiques	0,7%	90,6%	8,7%	100%
7.75 Fournitures de bureau	41,0%	22,9%	36,0%	100%
7.76 Livres, cartes et autres publications	33,1%	20,6%	46,2%	100%
7.91 Carburants, lubrifiants, huiles et cires	1,1%	65,0%	33,9%	100%
7.98 Électricité (énergie)	0,7%	87,1%	12,1%	100%
8. Matériel et équipement				
8.23 Véhicules à effet de sol, véhicules moteurs et remorques	2,3%	5,8%	91,9%	100%
8.70 Équip. pour le trait. auto. de l'information à usage général	50,3%	35,8%	13,9%	100%
9. Immobilisations (terrains, immeubles et travaux de génie)				
Acquisition d'immeubles et de terrains				
9.05 Terrains et parcs de stationnement	2,5%	10,3%	87,3%	100%

Annexe H (suite)

Proportion des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les communautés urbaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par sous-catégories supérieures à 10 millions de dollars)

A Catégorie et sous-catégorie	B CUQ	C CUM	D Autres	E Province
Constructions d'immeubles				
9.81 Routes, ponts et tunnels	7,0%	15,0%	78,1%	100%
10. Dépenses de transfert				
Gouvernements municipaux généraux				
10.58 En lieu de taxes foncières sur les immeubles gouv.	34,5%	36,5%	29,0%	100%

Compilation des auteurs.

A. Catégories et sous-catégories de dépenses (les catégories sont inscrites afin de préciser la nature des dépenses effectuées dans les sous-catégories).

B. Proportion des dépenses réelles de la Communauté urbaine de Québec (ministères et organismes budgétaires).

C. Proportion des dépenses réelles de la Communauté urbaine de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

D. Proportion des dépenses réelles des autres territoires que les Communautés urbaines de Québec et de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

E. Proportion provinciale des dépenses réelles, soit la somme des colonnes B, C et D.

* Les montants sont estimés à partir du nombre d'employés réguliers et occasionnels travaillant au 31 mars 1996 sur le territoire multiplié par le traitement moyen provincial au 31 mars 1995.

** Un montant de 14 321 977$ versé au Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger (FOGIQUE) a été soustrait de cette sous-catégorie puisqu'il est dépensé à l'extérieur du Québec mais compilé dans ce territoire.

ANNEXE I

Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par sous-catégories supérieures à 10 millions de dollars)

A Catégorie et sous-catégorie	B RMQ	C RMM	D Autres	E Province
1. Traitements, salaires et allocations (personnel régulier)				
1.01 Rémunération régulière*	860 669 802$	349 878 991$	576 489 523$	1 787 038 316$
2. Autres rémunérations (personnel occasionnel)				
2.01 Rémunération régulière*	85 608 444$	92 057 115$	117 415 657$	295 081 216$
3. Services de transport et de communication				
Frais de déplacement				
3.01 Employés publics	7 234 434$	4 120 335$	11 485 574$	22 840 343$
Frais de poste et de transport				
3.10 Poste	17 926 898$	2 123 707$	4 451 088$	24 501 693$
3.11 Fret, messagerie et autres frais de transport	6 163 142$	3 643 263$	8 014 675$	17 821 080$
Communication				
3.20 Téléphone	16 254 047$	9 367 713$	15 816 386$	41 438 145$
4. Services professionnels, administratifs et autres				
Services professionnels et administratifs				
4.01 Services professionnels de génie	7 546 112$	7 834 290$	3 636 229$	19 016 631$
4.02 Services professionnels reliés à la construction	3 533 992$	48 201 474$	7 939 213$	59 674 679$
4.03 Services professionnels juridiques	2 934 071	6 478 133$	5 996 416$	15 408 619$
4.05 Services profess. reliés à la comptabilité et à l'administration	29 633 139$	65 534 363$	6 427 545$	101 595 046$
4.08 Services professionnels de santé et de bien-être social	3 447 691$	5 141 698$	8 285 984$	16 875 373$
4.10 Services professionnels de perfectionnement	5 303 304$	4 166 360$	3 401 073$	12 870 736$
4.12 Services profess. – administration et personnel de soutien	2 492 479$	4 341 952$	3 721 066$	10 555 497$
Services divers				
4.67 Protection de la forêt	51 852 271$	1 759 258$	11 871 676$	65 483 205$
4.69 Services d'impression	5 132 457$	6 628 944$	5 396 401$	17 157 802$
4.70 Environnement	169 736$	9 325 523$	2 182 965$	11 678 224$
4.91 Traitement informatique	10 464 579$	7 780 524$	8 329 849$	26 574 952$
4.92 Main-d'œuvre informatique	18 396 221$	2 851 147$	913 778$	22 161 146$
4.99 Autres	7 807 035$	3 860 737$	6 926 336$	18 594 107$
5. Entretien et réparations				
Travaux de génie				
5.31 Routes, ponts et tunnels	15 192 635$	13 654 845$	63 581 265$	92 428 745$
Matériel et équipement				
5.91 Matériel informatique et bureautique	2 862 118$	4 188 495$	4 405 143$	11 455 756$
6. Loyers				
Immeubles et terrains				
6.01 Édifices à bureaux, palais de justice et institutions pénales**	179 881 548$	87 796 940$	160 357 167$	428 035 654$
6.02 Entrepôts, garages et bâtisses d'exploitation	23 986 686$	11 483 809$	18 657 816$	54 128 311$
6.38 Équip. pour const., mines, terras. et entretien des routes	1 208 844$	1 835 591$	9 361 211$	12 405 646$
6.58 Équipements de télécommunications et de détection	662 112$	7 399 527$	2 423 129$	10 484 768$
6.70 Équipement pour traitement informatique – logiciels	4 141 467$	6 057 859$	3 520 846$	13 720 173$
7. Fournitures et approvisionnements				
7.56 Matériel de construction et d'entreprises du bâtiment	3 582 032$	10 673 417$	10 698 885$	24 954 333$
7.68 Produits chimiques	306 755$	33 339 106$	2 987 805$	36 633 665$
7.75 Fournitures de bureau	5 915 622$	3 843 513$	4 195 391$	13 954 526$
7.76 Livres, cartes et autres publications	4 045 438$	3 493 064$	4 476 195$	12 014 696$
7.91 Carburants, lubrifiants, huiles et cires	252 604$	10 802 941$	5 539 077$	16 594 622$
7.98 Électricité (énergie)	559 955$	11 581 957$	1 110 972$	13 252 884$
8. Matériel et équipement				
8.23 Véhicules à effet de sol, véhicules moteurs et remorques	1 254 728$	1 365 652$	15 875 249$	18 495 629$
8.70 Équip. pour le trait. auto. de l'information à usage général	29 018 713$	21 891 150$	6 812 578$	57 722 440$
9. Immobilisations (terrains, immeubles et travaux de génie)				
Acquisition d'immeubles et de terrains				
9.05 Terrains et parcs de stationnement	668 506$	2 413 533$	8 245 479$	11 327 518$

Annexe I (suite)

Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par sous-catégories supérieures à 10 millions de dollars)

A Catégorie et sous-catégorie	B RMQ	C RMM	D Autres	E Province
Constructions d'immeubles				
9.81 Routes, ponts et tunnels	48 069 488$	98 983 641$	168 093 581$	315 146 710$
10. Dépenses de transfert				
Gouvernements municipaux généraux				
10.58 En lieu de taxes foncières sur les immeubles gouv.	5 163 316$	6 159 683$	2 978 459$	14 301 458$

Compilation des auteurs.

A. Catégories et sous-catégories de dépenses (les catégories sont inscrites afin de préciser la nature des dépenses effectuées dans les sous-catégories).

B. Dépenses réelles de la Région métropolitaine de Québec (ministères et organismes budgétaires).

C. Dépenses réelles de la Région métropolitaine de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

D. Dépenses réelles des autres territoires que les Régions métropolitaines de Québec et de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

E. Total provincial des dépenses réelles, soit la somme des colonnes B, C et D.

* Les montants sont estimés à partir du nombre d'employés réguliers et occasionnels travaillant au 31 mars 1996 sur le territoire multiplié par le traitement moyen provincial au 31 mars 1995.

** Un montant de 14 321 977$ versé au Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger (FOGIQUE) a été soustrait de cette sous-catégorie puisqu'il est dépensé à l'extérieur du Québec mais compilé dans ce territoire.

ANNEXE J

Proportion des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par sous-catégories supérieures à 10 millions de dollars)

A Catégorie et sous-catégorie	B RMQ	C RMM	D Autres	E Province
1. Traitements, salaires et allocations (personnel régulier)				
1.01 Rémunération régulière*	48,2%	19,6%	32,3%	100%
2. Autres rémunérations (personnel occasionnel)				
2.01 Rémunération régulière*	29,0%	31,2%	39,8%	100%
3. Services de transport et de communication				
Frais de déplacement				
3.01 Employés publics	31,7%	18,0%	50,3%	100%
Frais de poste et de transport				
3.10 Poste	73,2%	8,7%	18,2%	100%
3.11 Fret, messagerie et autres frais de transport	34,6%	20,4%	45,0%	100%
Communication				
3.20 Téléphone	39,2%	22,6%	38,2%	100%
4. Services professionnels, administratifs et autres				
Services professionnels et administratifs				
4.01 Services professionnels de génie	39,7%	41,2%	19,1%	100%
4.02 Services professionnels reliés à la construction	5,9%	80,8%	13,3%	100%
4.03 Services professionnels juridiques	19,0%	42,0%	38,9%	100%
4.05 Services profess. reliés à la comptabilité et à l'administration	29,2%	64,5%	6,3%	100%
4.08 Services professionnels de santé et de bien-être social	20,4%	30,5%	49,1%	100%
4.10 Services professionnels de perfectionnement	41,2%	32,4%	26,4%	100%
4.12 Services profess. – administration et personnel de soutien	23,6%	41,1%	35,3%	100%
Services divers				
4.67 Protection de la forêt	79,2%	2,7%	18,1%	100%
4.69 Services d'impression	29,9%	38,6%	31,5%	100%
4.70 Environnement	1,5%	79,9%	18,7%	100%
4.91 Traitement informatique	39,4%	29,3%	31,3%	100%
4.92 Main-d'œuvre informatique	83,0%	12,9%	4,1%	100%
4.99 Autres	42,0%	20,8%	37,3%	100%
5. Entretien et réparations				
Travaux de génie				
5.31 Routes, ponts et tunnels	16,4%	14,8%	68,8%	100%
Matériel et équipement				
5.91 Matériel informatique et bureautique	25,0%	36,6%	38,5%	100%
6. Loyers				
Immeubles et terrains				
6.01 Édifices à bureaux, palais de justice et institutions pénales**	42,0%	20,5%	37,5%	100%
6.02 Entrepôts, garages et bâtisses d'exploitation	44,3%	21,2%	34,5%	100%
6.38 Équip. pour const., mines, terras. et entretien des routes	9,7%	14,8%	75,5%	100%
6.58 Équipements de télécommunications et de détection	6,3%	70,6%	23,1%	100%
6.70 Équipement pour traitement informatique – logiciels	30,2%	44,2%	25,7%	100%
7. Fournitures et approvisionnements				
7.56 Matériel de construction et d'entreprises du bâtiment	14,4%	42,8%	42,9%	100%
7.68 Produits chimiques	0,8%	91,0%	8,2%	100%
7.75 Fournitures de bureau	42,4%	27,5%	30,1%	100%
7.76 Livres, cartes et autres publications	33,7%	29,1%	37,3%	100%
7.91 Carburants, lubrifiants, huiles et cires	1,5%	65,1%	33,4%	100%
7.98 Électricité (énergie)	4,2%	87,4%	8,4%	100%
8. Matériel et équipement				
8.23 Véhicules à effet de sol, véhicules moteurs et remorques	6,8%	7,4%	85,8%	100%
8.70 Équip. pour le trait. auto. de l'information à usage général	50,3%	37,9%	11,8%	100%
9. Immobilisations (terrains, immeubles et travaux de génie)				
Acquisition d'immeubles et de terrains				
9.05 Terrains et parcs de stationnement	5,9%	21,3%	72,8%	100%

Annexe J (suite)

Proportion des dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal et dans les autres territoires en 1995-1996 (par sous-catégories supérieures à 10 millions de dollars)

A Catégorie et sous-catégorie	B RMQ	C RMM	D Autres	E Province
Constructions d'immeubles				
9.81 Routes, ponts et tunnels	15,3%	31,4%	53,3%	100%
10. Dépenses de transfert				
Gouvernements municipaux généraux				
10.58 En lieu de taxes foncières sur les immeubles gouv.	36,1%	43,1%	20,8%	100%

Compilation des auteurs.

A. Catégories et sous-catégories de dépenses (les catégories sont inscrites afin de préciser la nature des dépenses effectuées dans les sous-catégories).

B. Proportion des dépenses réelles de la Région métropolitaine de Québec (ministères et organismes budgétaires).

C. Proportion des dépenses réelles de la Région métropolitaine de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

D. Proportion des dépenses réelles des autres territoires que les régions métropolitaines de Québec et de Montréal (ministères et organismes budgétaires).

E. Proportion provinciale des dépenses réelles, soit la somme des colonnes B, C et D.

* Les montants sont estimés à partir du nombre d'employés réguliers et occasionnels travaillant au 31 mars 1996 sur le territoire multiplié par le traitement moyen provincial au 31 mars 1995.

** Un montant de 14 321 977$ versé au Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger (FOGIQUE) a été soustrait de cette sous-catégorie puisqu'il est dépensé à l'extérieur du Québec mais compilé dans ce territoire.